

Economie+ Gabon

& BUSINESS FINANCES



TRANSPORT & LIVRAISON
à l'international et dans tout le Gabon

*Votre satisfaction...
notre priorité*



BUREAUX LIBREVILLE
• Quartier Glass, à côté du Lokua,
face à Ethiopian Airlines - Tél/Fax : 01 76 35 30
Cell. 05 30 75 43 - 06 27 54 46
• Likouala, en face du Collège Cours Ambourouet - Tél : 01 74 73 87

FRANCEVILLE : 06 59 59 78
OYEM : 06 76 09 45
PORT-GENTIL : 01 56 48 66 - Cell. 06 27 54 49 - 05 30 75 48
LAMBARÉNÉ : ouverture prochaine

PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION

Mensuel gratuit, ne peut être vendu

L'ESSENTIEL

VIE ECONOMIQUE

Inauguration du Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)



Un complexe pionnier en Afrique subsaharienne
Lire p.4

15^e colloque mondial des régulateurs
Les TIC, un puissant vecteur de développement
Lire p.6

FOCUS

Entretien avec le Secrétaire général de l'ONEP



« Après plus de 85 ans d'histoire pétrolière, le Gabon doit définitivement s'approprier son industrie »
Lire p.26

EMPLOI ET FORMATION

Les 64 premiers diplômés français de Masters de l'Université Franco-Gabonaise Saint-Exupéry

Conduire les étudiants à un diplôme français sans avoir à quitter le Gabon
Lire p.29

CONSO & SANTÉ



Canal+ met les jeunes en garde contre le VIH/SIDA
Une campagne par l'image, captée et mémorisée par la rétine
Lire p.30

DOSSIER

Transports & Tourisme

L'Alternative



Développer le tourisme au Gabon : une mine d'or inexploitée

Entretien avec le Directeur d'Agence d'Ethiopian Airlines : Ethiopian Airlines, les ailes et la fierté de l'Afrique

Entretien avec le directeur général de GPM : un plan d'investissement de plus de 6 milliards de FCFA

Ecole Supérieure du Tourisme et de l'Hôtellerie (ESTH)
« La qualité et l'excellence, c'est notre métier »

BLUEBIZ, la solution pour les PME/PMI d'opérer à l'international

Lire p.15-21

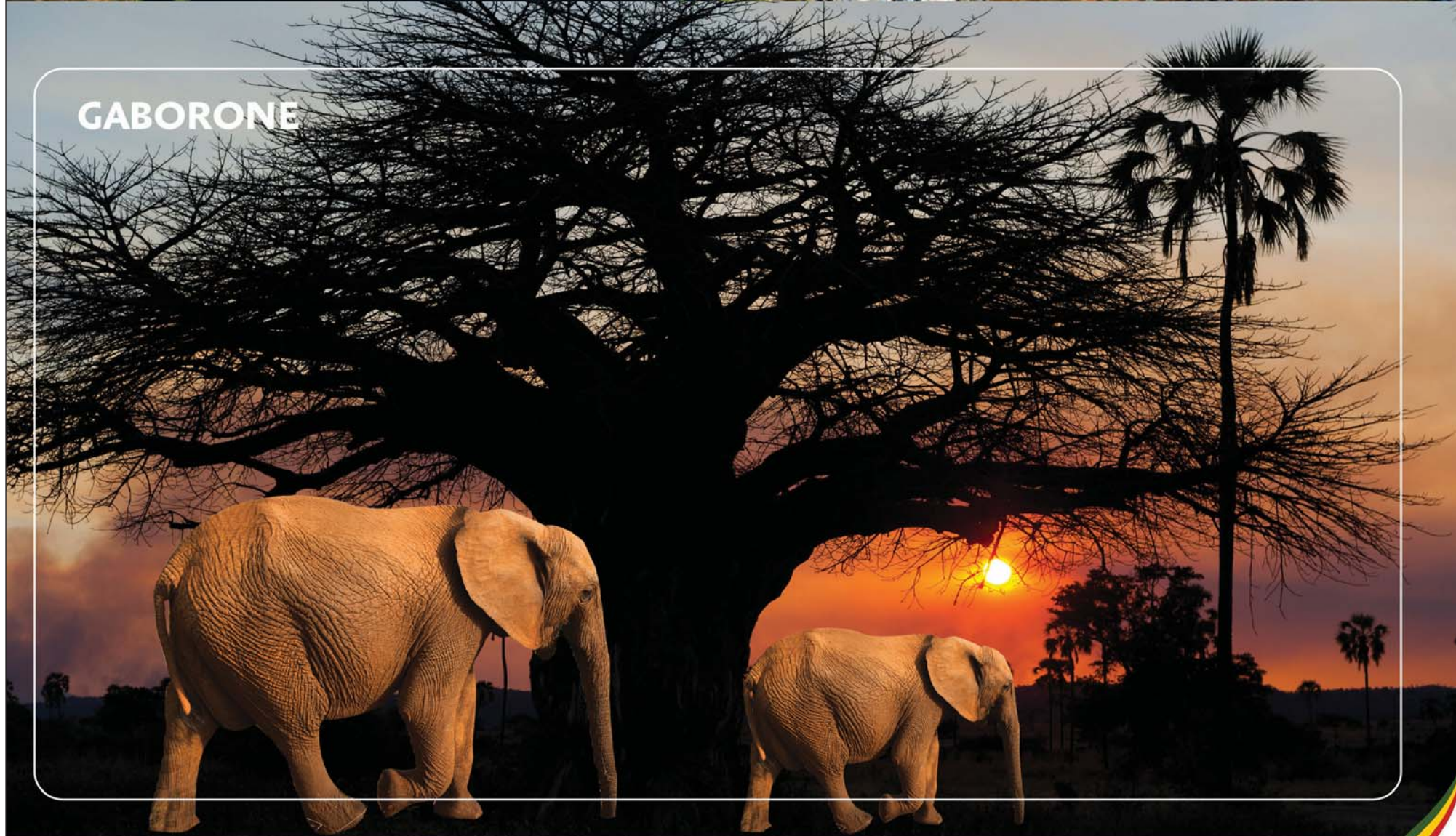


CAPE TOWN

A STAR ALLIANCE MEMBER 



GABORONE



**DEUX DESTINATIONS DE PLUS POUR D'AVANTAGE
ELARGIR NOTRE VASTE RESEAU D'OPERATION EN AFRIQUE**

PARTIR DE JUIN 2015

www.ethiopianairlines.com

Ethiopian 
የኢትዮጵያ
THE NEW SPIRIT OF AFRICA

Sommaire N°40

VIE ECONOMIQUE

4-15

INAUGURATION DU COMPLEXE MÉTALLURGIQUE DE MOANDA (CMM)

Un complexe pionnier en Afrique subsaharienne

15^e COLLOQUE MONDIAL DES RÉGULATEURS

Les TIC, un puissant vecteur de développement

BAD

La présidence de la BAD enfin au Nigeria après les échecs de 1995 et 2005

TRANSPORTS & TOURISME

16-25



FOCUS

26

ENTRETIEN AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONEP

« Après plus de 85 ans d'histoire pétrolière, le Gabon doit définitivement s'approprier son industrie »

DEVELOPPEMENT DURABLE

28

Formation aux outils d'analyse systémique de la durabilité (ASD) pour des objectifs de développement durable (ODD)

EMPLOI ET FORMATION

29

LES 64 PREMIERS DIPLÔMES FRANÇAIS DE MASTERS DE L'UNIVERSITÉ FRANCO-GABONAISE SAINT-EXUPÉRY

Conduire les étudiants à un diplôme français sans avoir à quitter le Gabon

SANTÉ PUBLIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Ali Bongo Ondimba et Mohammed VI sur le site du centre de formation professionnelle dans les métiers du transport et de la logistique

Édito

Par Dr Neltoh

Déjà cinq ans et quarante magazines

Le 25 juin prochain, votre magazine économique, le périodique des dirigeants et leaders d'opinion, soufflera ses cinq bougies d'anniversaire. Le fait de souffler des bougies le jour de son anniversaire proviendrait d'une tradition qui, à l'origine, permettait aux personnes les plus âgées de montrer que, malgré les années, elles étaient encore aptes à cet exercice (et donc suffisamment en bonne santé). Elles symbolisent ainsi les années écoulées sur les gâteaux d'anniversaire. Cet usage est issu d'anciennes croyances liées au feu et à la lumière.

L'effet purificateur du feu n'est pas sans agir, en ce jour d'anniversaire considéré comme un jour particulier pour Economie Gabon+, qui a connu des hauts et des bas (mais toujours sur pied) dans sa marche vers l'excellence en informations économiques de premier plan, pour ses lecteurs et surtout ses annonceurs. Nous dédions cette journée du 25 juin 2015 à nos annonceurs, qui nous ont toujours accompagnés et permis de paraître tous les mois de l'année. Comme le spécifie la tradition, le fait de souffler les cinq bougies de la cinquième année de vie de votre magazine, montre à suffisance que « Economie Gabon+ » est plein de santé.

Dans le rôle qui est le nôtre, avec cette détermination qui nous anime depuis nos débuts et en tant que journal économique et entrepreneurial, nous souhaitons promouvoir les entreprises, les initiatives, les innovations, les partenariats, les entrepreneurs, les femmes dirigeantes et entrepreneures, les investisseurs, le développement durable et la RSE et, plus généralement, redonner du sens au quotidien des uns et des autres.

D'un point de vue général, un réel consensus émerge quant à l'évolu-

tion de notre magazine. C'est donc le moment idéal pour penser autrement les conditions nécessaires à la croissance du magazine et de sa société editrice : Mobility Media Africa. Il faut métamorphoser notre état d'esprit collectif, libérer les contraintes et les énergies, s'assumer et avoir confiance en soi. La mise en place de leviers efficaces à la motivation et à l'engagement des hommes et des femmes qui composent les équipes est indispensable. C'est sur eux que repose, pour une large part, le potentiel d'innovation, d'invention et de création qui accroît la performance de notre entreprise de presse.

L'homme va de plus en plus vite, et vit de plus en plus longtemps. Dès lors ne restons pas enfermés dans nos carcans, mais produisons de la valeur et rendons notre quotidien plus agréable. La culture du chiffre ne doit plus faire peur à condition d'être maîtrisée, car chacun de nous doit apporter, avec célérité, sa pierre dans la consolidation de l'édifice MMA. Profitons de nos savoir-faire et responsabilisons-nous. Il n'y a pas de saison ni d'âge pour entreprendre : rêvons, osons et créons.

Nous publions ce numéro 40 à l'occasion de notre cinquième anniversaire et profitons donc de cet événement pour vous remercier – chers lecteurs et annonceurs qui êtes de plus en plus nombreux tant au Gabon qu'à l'international- de vos messages, de votre enthousiasme et de votre confiance. Enfin nous profitons de cette parution N°40 pour souhaiter un Joyeux anniversaire à notre partenaire OXFORD BUSINESS GROUP. Happy Birthday to you Oxford Business Group. Pleine et longue vie à Economie Gabon+ et que la fête soit belle !



MAG EN PDF

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone



MAGAZINES en PDF
Retrouvez tous nos magazines en version numérique - format PDF

Economie Gabon

Directeur de la publication :
Philippe Chandezon
pchandezon@gmail.com

Comité de rédaction :
Neltoh NARGO
PAMBO MOUSSOUNGOU
Annie-Laure CORDIER
laredaction@economie-gabon.com

Correspondant Royaume-Uni :
Blanche Matchanga
laredaction@economie-gabon.com

Correcteur / Rewriter : Rodrigue NDONG
contact@economie-gabon.com

Responsable Multimédia :
Annie-Laure CORDIER
Tél. : +241 01 44 11 62
Cell. : +241 04 79 49 05
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution
Prisca Hemeryck – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

GESTION ET ADMINISTRATION :
Gérant : Philippe Chandezon
pchandezon@economie-gabon.com

Rédacteur en chef éditorial :
Neltoh NARGO
Tél. : +241 07 41 26 42 - 05 55 88 06
laredaction@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :
Sentiment NGWA : +241 07 25 85 38
Paul ESSONO BEKALE
Arnaud MITOUKOU
Lyne BINDANG BI-MBA
servicecommercial@economie-gabon.com
Tél. : +241 01 44 11 62

Directeur artistique : Thomas Ouédraogo - ©Studio Araignée Sarl
Infographie : Donald Ella

Impression : Multipress
Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales :
MOBILITY MEDIA AFRICA Société editrice de : Economie Gabon+ Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse : N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Siège social : immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. : +241 01 44 11 62
Site Internet : www.economie-gabon.com
Facebook : facebook.com/economiegabon.plus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon

INAUGURATION DU COMPLEXE MÉTALLURGIQUE DE MOANDA (CMM)

Un complexe pionnier en Afrique subsaharienne

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a procédé le vendredi 12 juin 2015 à l'inauguration du Complexe métallurgique de Moanda (CMM), lançant officiellement les activités de ses usines pionnières en Afrique subsaharienne.



Coupure du ruban de la mise en route du second four du CMM

« Ce vendredi 12 juin restera une date à jamais gravée dans notre mémoire collective comme étant celle du jour du lancement effectif du Gabon industriel, dans son volet minier. » Avec la mise en route officielle des usines de ce complexe communément appelé C2M, le Gabon entre véritablement dans une ère d'industrialisation. Après 52 ans d'exploitation brute du manganèse au Gabon, la Comilog via le CMM transformera désormais le minerai de manganèse en métal pur et en alliage métallique (silico-manganèse) par type de procédés, à savoir l'hydrométallurgie et la pyrométallurgie. Les deux usines du C2M ont une capacité annuelle de production de 65 000 tonnes de silico-manganèse et de 20 000 tonnes de manganèse métal.

De la parole à l'acte

« D'ici à 2020, plus aucune matière première brute ne sera exportée sans avoir subi une transformation locale au préalable », avait annoncé le président de la République à l'occasion du TICAD V. L'heure est donc à la matérialisation de cette promesse.

Le Gabon, troisième producteur mondial de manganèse avec environ 3,5 millions de tonnes par an – et qui ambitionne de devenir le premier – a su imposer aux grandes industries présentes au Gabon sa vision d'un Gabon industriel dont l'enjeu de taille est de promouvoir la valorisation locale des matières premières et l'exportation de produits à haute valeur ajoutée. L'objectif à long

terme étant la diversification de l'économie nationale. « Je veux vous dire que l'inauguration de ce jour est certes un grand pas vers l'industrialisation de notre pays, mais il n'en sera pas le dernier si nous continuons à travailler de manière déterminée, dans une confiance renouvelée. »

Un partenariat exemplaire

Rendue possible à travers un exemple de partenariat public-privé entre l'Etat gabonais et la Comilog, la construction du Complexe métallurgique de Moanda s'est faite grâce à la signature de deux protocoles d'accord : l'un sur la fourniture en électricité grâce au barrage hydro-électrique de Grand Poubara, et l'autre sur la fiscalité des matières premières et des exportations des produits.

Ainsi, les installations du C2M seront alimentées par le barrage hydro-électrique de Grand Poubara – dont l'inauguration est imminente – d'une puissance de 160 mégawatts. A terme, la production de ce barrage s'élèvera à 280 MW permettant ainsi l'alimentation d'autres industries amenées à s'installer dans cette province prospère.

Création d'emplois durables et formation

D'un coût total de 135 milliards de francs et d'une superficie de 50 hectares, le Complexe métallurgique de Moanda emploie à ce jour 432 Gabonais dont 31 ingénieurs, 101 contremaîtres, techniciens et agents de maîtrise



Photo de famille avec le chef de l'Etat

et 300 ouvriers. Autant d'emplois indirects ont également été créés. « Nous mettrons un accent particulier sur la formation et le perfectionnement, à travers l'ouverture attendue de l'École des mines et de la métallurgie (EMMM). » Parce que le développement d'un pays ne peut se faire sans main-d'œuvre qualifiée, l'EMM, qui accueillera ses 25 pre-

miers étudiants à la rentrée 2015-2016, réunira des formations répondant à des besoins spécifiques au Gabon, notamment dans les domaines de la prospection minière, l'extraction des minerais et la métallurgie.

Source : Communiqué DCP, Presse présidentielle.



Second four du Centre métallurgique de Moanda Comilog



Le prix du poisson, quel rapport avec mon projet?

Votre organisation fait partie d'un écosystème – ses variations peuvent étonnamment se répercuter sur l'ensemble de votre marché.

Intelligence économique et Conseil



THE INSIDE EDGE

www.oxfordbusinessgroup.com
gabon@oxfordbusinessgroup.com

WIDEN YOUR WORLD



LIBREVILLE ISTANBUL

5 VOLS PAR SEMAINE



A PARTIR DE LIBREVILLE, NOUS DESSERVONS 271 DESTINATIONS DANS LE MONDE VIA ISTANBUL.

NOS MEILLEURES DESTINATIONS

PARIS
LYON
NICE
MARSEILLE
TOULOUSE

BEYROUTH
DUBAI
PEKIN
GUANGZHOU
BRUXELLES

SHANGHAI
MILAN
ROME
MADRID
BARCELONA

BOSTON
CHICAGO
HOUSTON
LOS ANGELES
WASHINGTON

TORONTO
MONTREAL
NEWYORK
BUENOS AIRES
SAO PAULO

JOURS	NUMERO DE VOL	ISTANBUL - LIBREVILLE	NUMERO DE VOL	LIBREVILLE - ISTANBUL
Lundi, Mercredi, Vendredi, Samedi, Dimanche	TK 589**	Départ 14:00 Arrivée 22:10	TK 589**	Départ 23:10 Arrivée 08:30

* Les heures d'arrivée et départ sont données en heure locale.

** Le vol TK 589 débutera à partir du 22 juin.

Pour plus d'informations, prière de nous contacter : 01.76.35.35

15^e COLLOQUE MONDIAL DES RÉGULATEURS

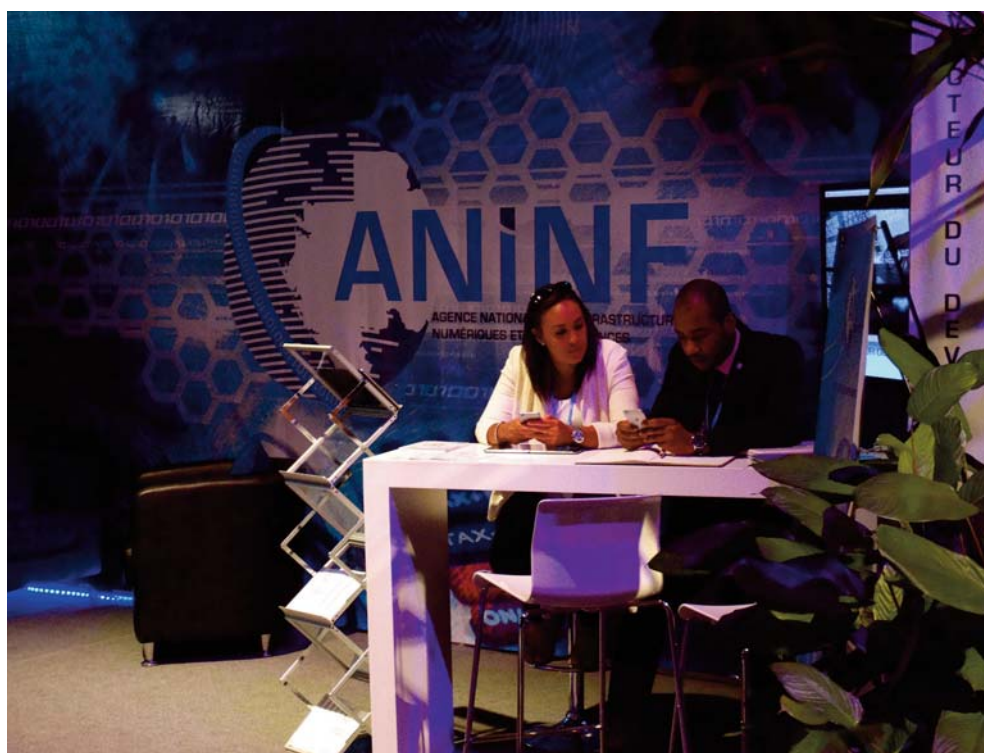
Les TIC, un puissant vecteur de développement

Sous le thème « *Attention à la fracture numérique ! Mesures d'incitation réglementaires visant à concrétiser le potentiel numérique* », le 15^e colloque mondial des régulateurs de Libreville a fait le plein de participants, soit 800 délégués venus du monde entier. Il s'agit pour les pays membres de l'UIT (Union Internationale des Télécommunications), de trouver les mécanismes concertés et justes devant permettre de booster le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC). Au cours de ce Colloque Mondial des Régulateurs, en anglais "Global symposium of regulators" (GSR), les participants ont planché, entre autres, sur des sous-thèmes tels que le tout-Internet, ses enjeux et perspectives, les stratégies innovantes pour promouvoir l'inclusion numérique, la taxation et l'économie numérique ainsi que la cyber-accessibilité.

Par Siméon Pambo

La conférence a mobilisé au total 160 régulateurs et des centaines des chefs d'entreprises venus du monde entier. La plateforme d'échanges a été organisée par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) en partenariat avec l'Autorité de régulation et des communications électroniques et de la poste (ARCEP), sous le thème « *Attention à la fracture numérique ! Mesures d'incitation réglementaires visant à concrétiser le potentiel numérique* ». Les participants ont focalisé les débats sur la réduction de la fracture numérique en Afrique. Pour atteindre cet objectif, M. Moundounga, s'exprimant au nom du Premier ministre, le Pr Daniel Ona Ondo, a appelé les régulateurs à « *implémenter une politique souple de taxa-*

ment des populations et in fine l'essor des pays. D'après lui, la régulation du marché fait intervenir « *trop des taxes* ». Avec la régulation du développement, il s'agit, a-t-il dit, de « *trouver des solutions consensuelles* » pour le bien du consommateur final, la population. Lin Mombo, président de l'ARCEP du Gabon, par ailleurs président du Colloque, est par ce fait devenu l'ambassadeur de l'UIT durant un an pour promouvoir les bonnes pratiques des TIC à travers les pays membres. Les TIC constituent dorénavant, selon l'IUT, une impérieuse nécessité et un moyen efficace de lutte contre la pauvreté. Selon les statistiques de l'UIT, 85% des métiers requerront des compétences en TIC dans les années à venir. Lin Mombo a rappelé qu'il



Aninf au colloque mondial des régulateurs 2015

que la tenue au Gabon de ce 15^e Colloque Mondial des Régulateurs est le couronnement du pays en tant que seul Etat en Afrique Centrale à disposer d'un niveau infrastructurel stable avec notamment deux points d'atter-

mentation nécessaires pour réduire la fracture numérique ; l'utilisation de mécanismes innovants pour remédier à l'insuffisance des financements ; les mesures incitant à appuyer l'innovation dans le domaine financier, à fa-



tion et à mettre en place une réglementation flexible » dans les différents Etats.

Leurs cadres réglementaires et législatifs devraient être revisités pour mieux promouvoir les TIC qui constituent un puissant vecteur de développement. A ce propos, le directeur du Bureau de développement de télécommunications de l'UIT, Brahima Sanou, a évoqué, lors d'une conférence de presse en marge du colloque, qu'il était temps de disposer « *d'une régulation pour le développement au lieu d'avoir toujours une régulation du marché* » qui, selon lui, bloque l'épanouisse-

s'agit là pour le Gabon, via l'ARCEP qui aura à charge de veiller scrupuleusement au respect par les régulateurs des mesures qui ont été prises, de conforter le gouvernement dans sa politique de développement de l'économie numérique qui demeure un puissant levier de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le Gabon, seul pays de l'Afrique Centrale à disposer de SAT3 et ACE

Le nouveau président de l'IUT a mentionné

risement international, à savoir SAT3 et l'ACE. Le GSR réunit des responsables des organismes nationaux de réglementation des télécommunications/TIC du monde entier. De par sa renommée, le GSR est devenu la manifestation internationale annuelle qui permet aux régulateurs du monde entier de comparer leurs points de vue et leurs expériences. Il favorise également un dialogue mondial dynamique entre régulateurs, décideurs, chefs d'entreprise et autres parties prenantes essentielles du secteur des TIC, et permet ainsi aux Membres du Secteur de l'UIT-D de partager leurs vues sur les grands problèmes auxquels est confronté ce secteur.

Le GSR offre des possibilités exceptionnelles de contacts en réseau

Le GSR favorise également un dialogue mondial dynamique entre régulateurs, décideurs, chefs d'entreprise et autres parties prenantes essentielles du secteur des TIC, et permet ainsi aux Membres du Secteur de l'UIT-D de partager leurs vues, dans un cadre neutre, sur les grands problèmes auxquels est confronté ce secteur. Enfin, le GSR offre des possibilités exceptionnelles de contacts en réseau, avant et pendant l'événement, grâce à la plateforme de réseautage interactive en ligne, qui permet de fixer des rendez-vous sur son ordinateur personnel ou son smartphone.

L'enjeu de ce colloque a été d'arrêter des mesures devant permettre à tous les habitants de la planète de bénéficier des possibilités qu'offre l'économie numérique sur le plan social et économique. Au cours des travaux de ces assises, les participants ont débattu de plusieurs problématiques : les types de régle-

ciler la mise en place de nouveaux modèles économiques et à assurer des investissements d'infrastructure, etc. De même, les participants de ce Colloque ont examiné des initiatives touchant à la réglementation telles que les mesures d'ordre fiscal, l'appui apporté à l'interopérabilité des services en ligne, la généralisation des paiements sur mobile et les préparatifs en vue de l'avènement de l'internet des objets, dans un monde où, précise-t-on, les êtres humains et les objets sont de plus en plus connectés.



Colloque Régulateurs

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com



L'annuaire des professionnels au Gabon avec géolocalisation



Retrouvez-nous aussi sur Facebook Twitter LinkedIn



BAD

La présidence de la BAD enfin au Nigeria après les échecs de 1995 et 2005

Énergie, emploi des jeunes et promotion du secteur privé, là sont les priorités du pragmatique agroéconomiste le Dr Akinwumi Ayodeji Adesina, pour une Afrique émergente. Il y croit fermement comme il a cru en son destin parce que, affirme-t-il, « je suis un maillon essentiel entre anglophones et francophones ».

Par Dr Neltoh, envoyé spécial



Le tout nouveau président de la BAD Dr Akinwumi Adesina

Il n'est ni un ancien cadre de la BAD, ni un ex-ministre des Finances mais au sprint final, le Dr Akinwumi Adesina, ancien ministre fédéral de l'Agriculture et du Développement rural a fini par gagner la grande course de la présidence de la Banque Africaine de Développement sur les sept autres candidats dont certains ont travaillé à la BAD ou pour la BAD. Agroéconomiste, une fonction pour laquelle il ne manque pas de talent, comme l'illustre un parcours professionnel qui l'a mené aux quatre coins du monde et qui lui a permis de tenir un volumineux carnet d'adresses, constitué depuis plus de 30 ans, le Dr Akinwumi Adesina triomphe brillamment au finish par le vote des 80 gouverneurs de l'institution, au terme de six tours de scrutin sur le triangle d'or resté en course (la Capverdienne Cristina Duarte et le Tchadien Kordjé Bedoumra).

Les voix des Américains, des Français et du FMI ont été déterminantes pour voir s'élever la fumée blanche. Il s'exprime dans un parfait bilinguisme pour quelqu'un qui a passé plus d'une décennie aux Etats-Unis et venant d'un grand pays anglophone comme le Nigeria. C'est un grand atout. Au point de pouvoir se présenter aujourd'hui comme « un maillon essentiel entre les zones anglophone et francophone, ainsi qu'entre l'Afrique et le reste du monde ». Le tout dans un français parfait, qui, face à certains de ses concurrents, a bien fait la différence au finish.

En effet, Akinwumi Adesina, le nouveau patron de la BAD, est parfaitement bilingue

puisqu'il parle couramment le français et l'anglais. D'ailleurs, il a travaillé dans beaucoup de pays francophones d'Afrique. Cet économiste diplômé de l'Université de Purdue, aux États-Unis (doctorat en économie agricole en 1988), a une expérience diversifiée dans le développement financier, l'agriculture, le monde rural, la croissance économique, les politiques publiques, etc. Dans ce sens, il a travaillé dans 15 pays d'Afrique sur de nombreux projets de développement pour le compte de l'Union Africaine, de la Banque Mondiale, de la BAD, du Nepad, les Nations Unies, du PNUD, du Forum économique mondial, etc.

Renforcer l'expertise et développer l'innovation

Un visage jovial, toujours illuminé par un large sourire, tiré à quatre épingles avec ses fameux nœuds papillon multicolores, Akinwumi Adesina, 55 ans, aurait pu prétendre aux premiers rôles dans les studios hollywoodiens ou défiler sur les tapis rouges de Canne ou encore faire mannequin dans les défilés de mode de Paris, Milan, etc. Mais il a lié son destin à la Banque Africaine de Développement et à l'Afrique pour lesquelles il a de grandes ambitions. En finir avec la pauvreté via la promotion d'une croissance inclusive qui assurera un développement social en Afrique, tout en relançant les économies rurales, telle est son ambition. Il compte pour cela renforcer l'expertise et développer l'in-



Une accolade émouvante entre le Ministre des Finances du Nigeria, Ngozi Okonjo-Iweala, et le nouveau président de la BAD



Les Assemblées annuelles BAD 2015 au Sofitel d'Abidjan

novation au sein de l'institution, en s'appuyant sur la croissance du secteur privé. A cela s'ajoutent les moyens d'atteinte de ces objectifs, en particulier la multiplication des projets d'infrastructures dans une optique d'intégration régionale. L'objectif étant de construire un avenir pour l'Afrique, basé sur l'emploi des jeunes et sur le développement durable.

Le Nigeria, premier actionnaire de la banque avec 9,3%

L'élection du Nigérian Akinwumi Adesina à la tête de la BAD marque un tournant. Puisque depuis des années, les Etats membres se sont montrés réticents à l'idée de confier la présidence de la BAD à un candidat du Nigeria, premier actionnaire de la banque avec 9,3% (notamment lors des élections de 1995 et 2005). Le Nigeria, première puissance économique du continent (avec 521 milliards de dollars de PIB), pèse plus de 25% du PIB global de l'Afrique (estimé à 1.900 milliards de dollars), et représente 80% du PIB de la CEDEAO (une zone qui regroupe 15 pays d'Afrique de l'Ouest).

Il ne fallait donc pas donner beaucoup trop de pouvoir à ce pays au sein de cette institution qui a une vocation panafricaine. Pour cette année 2015, c'est cette résistance qui a craqué, permettant au Nigérian de se faire élire avec un score assez confortable au 6e tour (58% des voix). Il faut dire aussi que la puissante ministre des Finances du Nigeria, Ngozi Okonjo-Iweala, ex-numéro deux de la Banque Mondiale et diplômée de la prestigieuse université de Harvard, a usé de toute son influence pour convaincre et rassurer les pays membres de faire passer son candidat.

Son bachelor en agro-économie de l'université d'Ife en poche, il quitte le Nigeria au début des années 1980 pour poursuivre ses études à l'université Purdue (Indiana). Il reste aux États-Unis jusqu'en 1990, le temps de glaner son doctorat en politique de développement agricole et d'entamer sa carrière en tant qu'économiste au sein de la Fondation Rockefeller. Il retournera chez son employeur près de dix ans plus tard, mais pour y occuper cette fois les plus hautes fonctions dans son domaine de prédilection. C'est qu'entre-temps le Nigérian a roulé sa bosse sur le continent, occupant plusieurs postes à responsabilité dans différents pays d'Afrique de l'Ouest.

De retour au Nigeria, il a été nommé ministre fédéral de l'Agriculture et du Développement rural en 2011. Il a lancé avec pragmatisme, et surtout beaucoup de volontarisme, une révolution verte qui a replacé le secteur agricole au cœur du développement économique du Nigeria. Les chiffres plaident pour lui.

Energie, secteur privé, agriculture prioritaires

En quatre ans, ses réformes ont permis d'aug-

menter la production agricole nigérienne de 21 millions de tonnes, tout en réduisant d'un tiers les importations de denrées alimentaires et en créant 3 millions d'emplois dans la filière. « Si le Nigeria a pu résister hier à la chute du naira et aujourd'hui à celle des cours des hydrocarbures, c'est en grande partie grâce à l'agriculture », estime sans fausse modestie le ministre fédéral, dont l'ambition est d'appliquer à la BAD cette formule gagnante : « Énergie, emploi des jeunes



Donald Kaberuka, président sortant

et promotion du secteur privé », qu'il a présentée en quelques mots en même temps que son programme de candidat qu'il compte mettre en œuvre s'il est élu. Après l'hommage de rigueur rendu au grand gestionnaire Donald Kaberuka, aux manettes depuis 2005, il embraye rapidement sur ses propres objectifs.

« Sans énergie disponible, même un taux de croissance de 5 % par an ne suffira pas à assurer le développement du continent », assure l'économiste, pour qui « la BAD a un rôle essentiel à tenir sur ce dossier, aussi bien dans la promotion du barrage du Grand Inga en République Démocratique du Congo, que pour soutenir les projets de taille plus modeste dans les énergies renouvelables ». Les grandes lignes de son programme : réorienter les priorités de la Banque en direction du secteur privé, « qui tire ces dernières années la croissance du continent », et poursuivre sur la voie tracée par l'actuel président de la BAD, qui a octroyé, en 2013, 2,1 milliards de dollars de prêts aux entreprises, contre moins de 250 millions huit ans plus tôt. Les mêmes remèdes appliqués à la BAD et aux problèmes récurrents de l'Afrique mais avec des innovations, de l'expertise et surtout en étroite collaboration avec le Conseil des gouverneurs pour améliorer un tant soit peu et à moyen terme l'efficacité organisationnelle et opérationnelle de la banque.

AGRICULTURE ET AGROBUSINESS

« Il faut susciter l'amour de la nature et de l'agriculture chez les jeunes. Le secteur agricole, c'est la vie. C'est une question de sécurité nationale »

M. Bernard Boutsika-Ngavet, agroéconomiste, conseiller chef de département agriculture, élevage et pêche au cabinet du Premier ministre, chef du gouvernement, en est convaincu. Il est entre autres enseignant à l'Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM) et surtout spécialiste des questions agricoles du Gabon depuis plus de 30 ans. Nous avons décrypté avec lui les problèmes de l'agriculture au Gabon. Comment résoudre la problématique du développement de l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire au Gabon ? Le cas du programme GRAINE a également été évoqué.

Propos recueillis par Siméon Pambo

Economie Gabon+ : Quelle est votre analyse de l'évolution de la situation de l'agriculture au Gabon ?

M. Bernard Boutsika-Ngavet : L'agriculture gabonaise se porte mieux qu'il y a 10 ans. A ce constat on peut relever de belles avancées, notamment dans le domaine maraîcher, avec l'expérience et l'expertise de l'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD), qui a installé, au niveau des périmètres urbains, un certain nombre d'activités maraîchères. Il y a de plus en plus sur le marché gabonais des produits maraîchers locaux. Concernant les cultures vivrières, seules les cultures de manioc et de bananier connaissent une nette évolution contrairement aux cultures de taro, de patate, d'igname, etc.

Ces améliorations résultent d'un ensemble de politiques soutenues par le gouvernement en faveur de l'agriculture. Nous citerons entre autres le Projet de Développement Agricole et Rural PDAR-FIDA dont l'enquête réalisée récemment auprès des populations bénéficiant de l'appui de ce projet dans la province du Woleu-Ntem montre que la vie des ménages ruraux s'est améliorée sur la période 2010-2014, car la proportion des ménages pauvres a considérablement reculé de 21,7 points par rapport à l'année de référence 2010 ; passant ainsi de 66,5% en 2010 à 41,8% en 2014. Les conclusions de cette enquête ont été rendues le 31 mars 2015 à l' amphithéâtre du ministère de la Forêt.

S'agissant de l'élevage, le développement de ce secteur est confronté à la disponibilité de l'aliment de bétail. A cet effet, l'alternative possible est de libéraliser ce pan de l'élevage en accompagnant et en incitant certains acteurs de la filière comme la SMAG à créer à l'intérieur du pays des centres d'approvisionnement en aliment de bétail pour booster ce secteur.

Des coûts de facteurs de production élevés

Des efforts importants sont consentis dans le développement de notre secteur agricole, malheureusement nous restons toujours très dépendants de l'extérieur. Le manque de compétitivité de nos produits agricoles serait à l'origine de cette situation.

Prenons le cas du riz qui est consommé dans notre pays 5 jours sur 7 dans les familles en milieu urbain et 2 jours sur 7 en milieu rural, alors que nous n'en produisons pas. Une étude réalisée par l'Institut National Supérieur d'Agronomie et de Biotechnologies (INSAB) et l'Office National de Développement Rural (ONADER) pour évaluer le coût de production d'un kilogramme de riz au Gabon a révélé qu'un kilogramme de riz paddy était produit à 1550 francs CFA à Franceville et Koungoulevu alors que sur le marché le riz transformé est à 600 francs le kilo. Dans la structure de ce coût, la part du travail représente 60%. Ces coûts élevés des facteurs de production rendent nos produits très peu compétitifs. Il faut nécessairement revisiter les coûts des facteurs de production dans le cadre des partenariats publics/privés.

Des circuits de collecte et de commercialisation des produits agricoles mal définis

EG+ : Comment l'Etat doit-il intervenir, selon vous, pour rendre possibles des

produits agricoles comme le riz, très prisé, cultivable localement et à des prix concurrentiels ?

Il faut par exemple que l'Etat élabore un programme de production de riz qui passe par la distribution de semences, le suivi de la production, la collecte, la conservation et la transformation. Il vaut mieux subventionner la production que de continuer à péréquater le riz.

Nous avons un problème dans la collecte et la commercialisation de nos produits agricoles, il faut dire que les circuits de commercialisation ne sont pas toujours bien définis. Une récente étude faite dans la province du Woleu-Ntem a relevé que 16,7% des femmes rurales sont confrontées au problème de mévente de leur production (faible clientèle, mauvais état des routes, difficultés d'accès au marché, etc.).

Les mots clés sont la collecte et la commercialisation des produits agricoles. C'est ce que j'ai d'ailleurs conseillé aux dirigeants et aux responsables du programme GRAINE (Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés). Il faut chercher la production agricole là où elle se trouve pour l'orienter vers les grands centres de consommation. C'est lorsque les producteurs savent que leur production sera régulièrement achetée qu'ils font des extensions des parcelles cultivables et par conséquent produisent davantage.

Ce qui est prévu dans le programme GRAINE, c'est de susciter la création des coopératives. Mais l'expérience a prouvé que lorsque les coopératives sont imposées, la cohésion est faible, cela ne fonctionne pas toujours au mieux. Il serait bien et plus avantageux pour les agriculteurs que leurs produits agricoles soient régulièrement achetés. L'apparition des contraintes communes entraînera dans une seconde phase le regroupement volontaire des populations en coopératives pour lever ensemble les contraintes identifiées.

Nous avons expérimenté cette démarche, notamment dans le Woleu-Ntem et dans le Haut-Ogooué, où nous pouvons confirmer son appropriation par les populations rurales. Il faut donc caractériser la chaîne de valeurs actuelle pratiquée par les opérateurs privés afin d'identifier les contraintes liées à la collecte et à la transformation, dans le cadre d'un partenariat public/privé.

La première phase est la collecte des produits agricoles, je le dis et je le répéterai sans cesse. Ensuite, il faut acheminer les produits vers les grands centres de consommation comme Libreville et Port-Gentil. Les questions de conservation et de transformation apparaîtront nécessairement.

Rendre le secteur agricole plus attractif

Je vous prendrai l'exemple du village appelé Belle-Ville dans le Woleu-Ntem qui se situe entre Sam et Medouneu. Dans cette localité, on a constaté des grandes productions d'ananas. Malheureusement, faute de preneurs, les ananas pourrissent sur pieds. Nous avons tout ce qu'il faut pour produire, toutefois il faut relativiser cela parce qu'il se pose à nous, dans le Woleu-Ntem comme partout ailleurs dans le Gabon, la problématique de la main-d'œuvre. Ce problème se posera également dans le déploiement du programme

GRAINE. L'une des grandes questions est comment rendre le secteur agricole plus attractif notamment pour les jeunes Gabonais. GRAINE fait une démarche dans ce sens, mais cette démarche n'est pas suffisante à mon sens.

Il faut déjà que ceux qui pratiquent l'agriculture au quotidien dans les campagnes puissent en vivre. Il faut rendre le secteur agricole attractif par des effets d'exemple et d'entraînement. Il y a un fort taux d'exode rural et il faut impérieusement résoudre le problème de l'accès aux commodités de base. Exemple : si le producteur d'ananas à Belle-Ville peut, sur la vente de sa production, construire une maison, acheter un congélateur, une télévision, être abonné à Canal, acheter une voiture, etc., je ne vois pas comment les jeunes qui végètent dans les rues de Libreville ne seront pas tentés de repartir au village.

L'autre grand problème de l'agriculture au Gabon, et que le déploiement du programme GRAINE va rencontrer, est le conflit homme-faune, notamment avec l'éléphant. C'est un problème général au Gabon. Pour cela, il faut trouver une solution viable. J'ose espérer que le prochain forum national sur le conflit homme-faune trouvera une solution définitive à ce problème, notamment en revisitant la boîte à outils proposée par la FAO.

La mécanisation de l'agriculture exige une formation aux métiers agricoles

EG+ : Quelle est votre réflexion sur la mécanisation de l'agriculture ?

Au sujet de l'industrialisation, il y a eu au Gabon de grosses entreprises agro-industrielles qui ont fini par mettre la clé sous le paillason ou qui ont été privatisées, surtout pour celles qui ont fermé, c'était plutôt une erreur. Il fallait pour elles revoir la structure de gestion parce qu'il s'agissait d'une question d'autosuffisance alimentaire, d'une priorité nationale (le cas de la SIAEB à Boumango).

S'agissant de la mécanisation, le problème ne se pose pas, mais pour mécaniser l'agriculture, il faut former. Un peu comme ce qui est en train d'être fait dans le domaine du bois. La formation agricole dans notre pays n'est faite qu'au niveau supérieur alors qu'il faut former aux métiers agricoles depuis les collèges et les lycées. Malheureusement, l'enseignement intermédiaire n'existe pas, dès lors que la seule école nationale de développement rural (ENDR) d'Oyem ne fonctionne plus.

Il faut créer des lycées agricoles pour les jeunes et les professionnels. Dans ces établissements, il y aurait plusieurs filières (machinisme agricole, génie rural, gestion de l'exploitation agricole, production santé animale, protection des végétaux, etc.). Si l'on veut mécaniser, il faut en priorité former. La formation aux métiers de l'agriculture est un préalable au développement de notre agriculture.

EG+ : Quel est votre rôle au niveau de la Primature, sachant qu'il y a déjà un ministère de l'Agriculture qui décide de la politique agricole du pays ?

Au niveau de la Primature, nous motivons l'avis du Premier ministre sur les politiques agricoles, car le Premier ministre est le chef du gouvernement. A ce titre, il suit et instruit le ministre de tutelle sur les questions de développement de l'agriculture dans notre pays. N'empêche que le ministre de l'Agriculture reste le patron de son département.

EG+ : Concernant le programme GRAINE, pouvons-nous avoir votre appréciation sur sa visibilité ?

Quelques responsables de l'équipe GRAINE viennent du ministère de l'Agriculture. Ils ont été recommandés par le ministre de l'Agriculture. Le bureau du programme GRAINE



Bernard Boutsika-Ngavet, Primature

se trouve à OLAM, qui est l'entreprise partenaire de l'Etat pour conduire ce programme. C'est un programme important pour le développement de notre agriculture à condition d'associer tous les acteurs, notamment les populations rurales, en s'appuyant sur leur savoir-faire et leur savoir-être.

EG+ : Concernant la semence, quelle sera la politique à adopter ?

Il faut que les laboratoires accompagnent ce programme GRAINE. Nous l'avons fait dans le cadre du programme PDAR-FIDA. Il y a des champs expérimentaux des variétés améliorées en ce qui concerne le manioc. Pour le bananier, plusieurs semenciers sont installés dans la province du Woleu-Ntem. Néanmoins, le problème des semences se posera avec acuité, d'où la mise en place rapide des calendriers de production de semences.

Les semences pourront être achetées même au Cameroun, mais également collectées à travers le Gabon. C'est une chaîne qu'il faut organiser. Il faut que les semences soient disponibles et à temps. Le Gabon a de la matière, il y a des hommes formés, il faut les écouter. Vous savez, je suis enseignant à l'INSAB, un établissement de l'USTM (Université des Sciences et Techniques de Masuku), la plupart de mes étudiants, au début de leur formation, vont en stage de découverte du milieu rural. Pour n'avoir jamais, pour certains, été au village, ils sont souvent peu enclins à y aller au début, mais au fil du temps, ils s'adaptent et veulent rester dans les villages. C'est dire qu'il faut susciter l'amour de la nature, de l'agriculture auprès des jeunes.

Le secteur agricole, c'est la vie. C'est une question de sécurité nationale. Nous sommes et nous serons toujours disposés à apporter notre modeste contribution au développement de notre agriculture.

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com



Les 80 ans de la Chambre de Commerce du Gabon en images

Retrouvez-nous aussi sur Facebook Twitter LinkedIn



LES 80 ANS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

L'insuffisance de moyens financiers paralyse son fonctionnement actuel

Le constat est du président de la Chambre de commerce, Jean-Baptiste Bikalou, qui a célébré, le 29 mai, l'anniversaire des 80 ans de la chambre consulaire du Gabon en présence du Premier ministre, le Pr Daniel Ona Ondo, des membres du gouvernement et de la Chambre de commerce, des ambassadeurs des pays amis dont ceux de la France et de la République populaire de Chine. La solution proposée par Jean-Baptiste Bikalou est de faire évoluer le statut de la Chambre de commerce d'établissement public à celui d'association qui signerait un contrat programme avec l'Etat et vivrait essentiellement des cotisations de ses membres et des services.



Le chef du gouvernement Pr. Daniel Ona Ondo accueilli par le président de la chambre de commerce

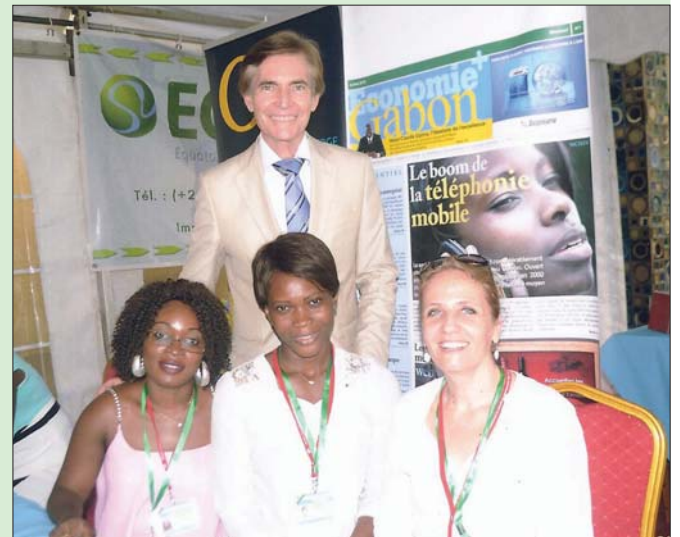
La Chambre de commerce a célébré, le 29 mai dernier, ses 80 ans, à son siège de Libreville. Une manifestation sur fond de cri de détresse, à en juger par le contenu de l'intervention de son président. Face au Premier ministre, le Pr Daniel Ona Ondo, accompagné des membres du gouvernement, Jean-Baptiste Bikalou a, en effet, déploré que la subvention publique soit passée de 860 millions de francs en 2013 à 138 millions en 2015, soit une baisse de 84%. « Comme dans le passé – parce que les mêmes causes produisant les mêmes effets – nous constatons que l'insuffisance de moyens financiers paralyse le fonctionnement de l'actuelle Chambre de commerce », a-t-il indiqué. Une situation qui, selon lui, ne permet pas à cette entité de répondre, avec efficacité, aux attentes de ses partenaires en matière de promotion des investissements et de contribution à l'amélioration du climat des affaires. Face à cette situation, le président de la Chambre de commerce a suggéré de « faire évoluer le statut de la Chambre de commerce d'établissement public à celui d'association qui signerait un contrat programme avec l'Etat (...) Cette association vivra principalement des cotisations de ses membres et des services qu'elle rendra à ses membres et à ses clients, y compris les publics ». A l'en croire, la Chambre de commerce a besoin des ressources humaines de qualité et en quantité, et des sources de financement pérennes pour travailler dans la durée.



L'assistance aux 80 ans de la chambre consulaire du Gabon



Les membres du gouvernement aux 80 ans de la chambre de commerce



L'équipe d'Economie Gabon+ dans son stand

« Il est nécessaire pour eux de s'entraider, de se former, d'échanger, de développer la formation professionnelle »

Pour sa part, l'ambassadeur de France au Gabon a salué les innovations apportées sous l'ère de Jean-Baptiste Bikalou, avec particulièrement la mise en place des services innovants au profit des entreprises : bourse de sous-traitance, centre d'arbitrage ou encore l'école consulaire. « Ce renouveau bénéficie spécialement aux petites et moyennes entreprises avec un impact social fort. Il renforce la contribution de la Chambre de commerce au développement de l'entrepreneuriat et à la facilitation du climat des affaires », a-t-il affirmé. Dominique Renaud a émis le vœu d'une meilleure prise en compte de l'« im-

pératif de développement durable valorisant les riches ressources naturelles du Gabon ». Il est revenu dans son discours sur l'aspect historique : « Indépendamment de leurs histoires particulières et spécifiques, il existe entre les Chambres du commerce du monde une activité naturelle. Elles sont en effet nées du même besoin, celui que ressent ce que l'on appelle dans le langage moderne les opérateurs économiques, de se retrouver, de se rassembler pour défendre leurs intérêts, défendre la liberté de commercer et d'entreprendre. Besoin aussi de faire valoir leurs spécificités et leurs contraintes aux décideurs publics. Il est nécessaire pour eux de s'entraider, de se former, d'échanger, de développer la formation professionnelle. Tous ces besoins sont anciens mais surtout actuels. »

Ces allocutions ont été suivies d'une présentation du cycle de vie de la Chambre de commerce, résumé en trois phases avec l'« âge d'or » (1935-1972), la « léthargie » (1972-2011) et la « renaissance » (depuis 2011). Juste après, le Premier ministre a procédé à la coupure du ruban symbolique, lançant les festivités de cette célébration, avec notamment des rencontres B2B, une foire commerciale d'exposition/vente et une tombola.

Présentation des exposants « made in Gabon » du 80^e anniversaire de la Chambre consulaire du Gabon

SETEG Gabon



La société nous a été présentée par un agent de SETEG. C'est une structure de BTP, qui évolue dans le transport, la distribution d'énergie, la distribution d'électricité en haute, moyenne et basse tension. SETEG assure la conception, la réalisation de ses ouvrages avec les moyens appropriés. « Nous sommes là pour mieux faire connaître SETEG car c'est une opportunité de rencontrer des clients potentiels. Nous sommes à Libreville, à Franceville et bientôt à Port-Gentil », a conclu notre guide.

L'ébénisterie gabonaise MEHR LIGHT, la perfection



Présentation de MEHR LIGHT. Merly Chikapo nous donne à voir son entreprise. MEHR LIGHT est une menuiserie ébénisterie. Elle commercialise le bois en produits finis en utilisant les bois massifs et toutes les autres essences du Gabon. L'ébénisterie, c'est beaucoup de précisions pour parfaire la forme et les finitions du meuble. Nous essayons de satisfaire le marché local qui regorge d'énormes potentialités, vu le nombre de meubles qui sont importés au Gabon. « Nous sommes présents sur le marché depuis 3 ans et on peut dire que le marché se porte très bien, même s'il y a quelques difficultés. Nous participons dans une certaine mesure à l'industrialisation de la filière bois », a soutenu notre hôte.

LA MAISON DES MEUBLES, le made in Gabon en bois local



La MAISON DES MEUBLES est présentée par Priscilla, agent commercial. La structure fait dans l'importation et la fabrication des meubles. Elle propose des salles à

manger, cadres, fenêtres, lits, bref tout type de meuble. « Tous nos produits sont fabriqués avec les bois du Gabon, notamment le Dibetou. Nous existons depuis plus de 30 ans. Implantée à Libreville, la structure envisage très sérieusement de s'installer à Port-Gentil. Nous avons intégré la stratégie de transformation locale depuis fort longtemps », a ajouté Priscilla.

L'Association NTCHIMI, orgueil de l'entrepreneuriat femme



La présentation de NTCHIMI a été faite par madame Brigitte Mbouts Moulougui, secrétaire générale de l'Association. Un regroupement de femmes du département de Lekoni- Lekori. « Nous faisons dans l'entraide et la solidarité. A cette foire d'exposition pour les 80 ans de la chambre de commerce, nous proposons les produits de notre projet. Il s'agit de draps brodés. En effet, nous confectionnons des draps à la demande du client. Nous sommes situés dans l'enceinte des studios Piazza. C'est notre première production », nous a-t-elle confié.

LTC, fruit de l'entrepreneuriat jeune



LTC est une agence de location de véhicules. « Nous faisons aussi dans l'assistance aéroportuaire, la conciergerie d'hommes d'affaires. La possibilité est aussi offerte aux clients d'avoir à disposition des véhicules pour le transport de leur personnel, de même que nous faisons aussi du transport scolaire. LTC existe depuis 5 ans déjà. Nos principales agences sont situées au Méridien Ré-Ndama et à l'hôtel Le Cristal », nous a signalé notre guide. Le directeur général est un jeune Gabonais, la trentenaire révolue, Willy Conard Asseko. « Nous avons un parc automobile assez conséquent et des prix abordables. Une invite est faite à tous les Gabonais qui veulent soutenir l'entrepreneuriat des jeunes à se rendre dans nos agences. LTC a participé à beaucoup d'événements, récemment nous étions au SILAL », indique le jeune homme.

La manufacturière MGV, la grande fierté gabonaise



MGV est la première industrie manufacturière du Gabon. En Afrique Centrale, elle occupe la deuxième place. Sa présentation en a été faite par Gaëlle Medza Ndong, agent commercial : « MG est spécialisée dans la fabrication d'uniformes, de combinaisons de travail. Nous habillons tout type de corps, tels que les pétroliers, les agents de sécurité, les scolaires, le corps médical, la douane gabonaise, la SEEG, SNBG. Nous importons les tissus que nous confectionnons en fonction de la commande du client, c'est du « sur mesure ». Nous avons la possibilité de personnaliser les vêtements, notamment à travers la broderie, la sérigraphie. Nous avons aussi le linge de maison, tel que les draps, les serviettes. Nous proposons pour la fête des mères un package composé d'un drap de bain, d'un tapis de bain, d'une serviette et d'une lavette, le tout avec l'inscription « bonne fête maman ». MGV existe depuis plus de 20 ans maintenant, mais SOVEMAN, qui est sa devancière, existe depuis environ 50 ans. »

Imprimerie LA DYNASTIE



Cette structure a été présentée par Prisca Ndoutoume : « L'imprimerie existe depuis plus de 28 ans. Elle a à sa tête une femme gabonaise qui se bat non seulement pour valoriser la culture gabonaise, mais aussi pour contribuer à l'emploi des jeunes Gabonais. Nous avons un très large éventail des travaux d'imprimerie que nous pouvons réaliser. La directrice de la structure, dans sa politique de recrutement, fait beaucoup dans l'approche genre. En effet, l'imprimerie « la Dynastie » compte plus de femmes que d'hommes bien que le métier soit technique. En outre les femmes occupent les postes de responsabilités. »

IDRC Africa



La présentation en a été faite par Nathan, agent commercial : « IDRC Africa est une association qui travaille avec la structure Indigénat Afrique. Nous présentons ici des épices faites à base de produits locaux. Ces épices sont constituées de l'odiKa, du piment, du poivre noir, bref des condiments avec lesquels nous mangeons quotidiennement. Nos produits sont écoulés sur le marché local, dans les grandes surfaces telles que Mbol, Ckdo Géant, etc. Nous exportons également vers l'Europe. »

GABON LOCAL CONTENT/SOMMET SUR LE CONTENU LOCAL AU GABON

Optimiser les capacités du secteur pétrolier et gazier gabonais

Du 6 au 8 juillet 2015, se tiendra à Libreville, le sommet sur le contenu local, placé sous le thème « *Optimiser les capacités du secteur pétrolier et gazier gabonais* ». Avec la promulgation de la nouvelle loi sur le pétrole prévue début 2015, le Sommet sur le contenu local au Gabon offrira une plateforme unique pour souligner les obligations mises à jour en matière de contenu local afin d'attirer de nouveaux investissements, de diversifier l'économie et d'optimiser la participation de l'État et des communautés locales.

La Rédaction



Avec l'appui officiel de la Présidence du Gabon et des discours d'ouverture prononcés par des représentants de la Présidence et le ministère du Pétrole et des Hydrocarbures, l'événement constituera une plateforme incontournable réunissant des experts du contenu local internationaux, régionaux et nationaux, des décideurs clés, des entrepreneurs et des fournisseurs de services pour discuter de la progression du secteur pétrolier et gazier et de l'économie gabonaise dans son ensemble.

perts du contenu local internationaux, régionaux et nationaux, des décideurs clés, des entrepreneurs et des fournisseurs de services pour discuter de la progression du secteur pétrolier et gazier et de l'économie gabonaise dans son ensemble.

Les contours des politiques à mettre en place par les entreprises au Gabon

Le secteur pétrolier et gazier a des impacts économiques, environnementaux, sociaux et sociétaux extrêmement forts dans les pays producteurs. En effet, il est constaté que l'économie locale ne bénéficie pas toujours et suffisamment des retombées de la manne pétrolière et gazière. Ce phénomène est renforcé par le caractère enclavant de cette industrie extractive qui a tendance à avoir un impact limité sur les secteurs non liés au pétrole et au gaz. Dans ce cadre, un nouveau code des Hydrocarbures a été adopté au Gabon (Loi et Décret du 28 août 2014), qui inclut désormais un chapitre spécifique précisant les contours des politiques à mettre en place par les entreprises au Gabon en termes de promotion du Contenu Local.

Au regard de ces enjeux, les entreprises du secteur ont mis en place des actions spécifiques et notamment des programmes de Local Content parce que les programmes de Local Content, partie intégrante de la stratégie de RSE, deviennent une priorité pour les opérateurs pétroliers et gaziers privés travaillant sur les marchés émergents en raison des enjeux et des tendances actuelles.

Le sommet de Libreville vient confirmer l'importance du Contenu Local et le dialogue avec les parties prenantes. D'où tous les thèmes qui seront abordés lors de ce sommet, entre autres « *Tirer profit des champs pétroliers du Gabon pour développer le contenu local et maximiser l'investissement ; Développer un réseau de fournisseurs nationaux et locaux au sein du secteur pétrolier*



et gazier sur toute la chaîne de valeur ; Création de partenariats internationaux locaux ; renforcer les capacités en répondant aux besoins du secteur avec des compétences locales », etc.

Il y a trois tendances mondiales dans la démarche de Local Content. D'une part, les gouvernements exigent et imposent des objectifs Local Content de plus en plus ambitieux. Par conséquent, les compagnies pétrolières doivent impérativement se conformer à ces exigences car les gouvernements appliquent un suivi de plus en plus poussé des programmes de Local Content et mettent en place des pénalités (ex du Gabon, du Nigéria, de l'Afrique du Sud, etc.).

D'autre part, les pays producteurs sont à la recherche d'un développement économique durable. D'un modèle axé sur des projets à un modèle axé sur des agrégats. Etant donné les coûts d'entrée sur les marchés, les compagnies pétrolières s'engagent généralement pour des dizaines d'années. Ajoutons enfin que les compagnies pétrolières et gazières s'engagent de manière croissante auprès des communautés locales étant donné leur impact sur les projets.

Maximising Capacity in Gabon's Oil & Gas Sector

Under the High Patronage of The President of the Republic of Gabon **H.E. Ali Bongo Ondimba**

ORGANISED BY



LE MINISTÈRE DU
PÉTROLE ET DES
HYDROCARBURES



6-8 July 2015 Libreville, Gabon

IN PARTNERSHIP WITH



**Etienne
Dieudonné
Ngoubou**
Ministre du
Pétrole et des
Hydrocarbures
Gabon



**Alilat
Antseleve
Oyima**
Director General
General Directorate
of Hydrocarbons
(DGH)



**Serge
Toulekima**
Chief Executive
Officer
Gabon Oil
Company



**Godson
Njoku**
Chief Executive
Officer
Shell Gabon



**Henri Max
Ndong Nzue**
Director General
Total Gabon

PLATINUM SPONSORS



GOLD SPONSOR



SILVER SPONSOR



BRONZE SPONSORS



For more information please contact Mohamad Kantar on +44 20 7978 0781 or glcenq@glccouncil.org

PRESSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AFRICAINE

Abidjan accueille un Forum en novembre 2015

Conférences, ateliers et dîner de gala (cérémonie d'Awards), tels sont les grands axes du contenu de la première édition du FAPEF, ou Forum africain de la presse économique et financière, prévu les 26-27 novembre 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire), à l'initiative de Michel Russel Lohoré (journaliste, membre du Club de la presse de Lille en France), qui bénéficie du partenariat de médias comme Émergence Économique.

Par la Rédaction

La 1^{re} édition à venir du Forum Africain de la Presse Économique et Financière a pour thème : « *Le rôle de la presse économique et financière dans le processus d'émergence de la Côte d'Ivoire* ». Et selon son promoteur, l'objectif du FAPEF est de créer un engouement pour le journalisme économique et financier, de distinguer les meilleurs spécialistes, de favoriser une collaboration efficiente entre les journalistes, les institutions et les entreprises pour une presse au service du développement de l'Afrique.

« Avec la relance économique et les perspectives offertes par les programmes de reconstruction en cours, la demande du public pour une information économique et financière dans les médias est de plus en plus importante. Le journaliste économique et financier doit pouvoir répondre à cette demande, par une offre de qualité, en s'adaptant à un environnement économique et technologique changeant », fait-il savoir.

Le présent et le devenir de la presse économique et financière

Le recul des budgets publicitaires et le développement de l'Internet et des médias sociaux obligent le journaliste économique et financier à repenser son travail et sa valorisation. Le FAPEF se propose de réunir autour de ces nouveaux défis de la presse économique et financière les journalistes des médias traditionnels et non traditionnels, mais aussi des acteurs du monde économique, du développement, de la recherche et de la société civile. Le Forum s'adresse aux journalistes économiques et financiers de Côte d'Ivoire, ainsi qu'aux journalistes d'autres pays qui s'intéressent à l'économie ivoirienne.

Cette manifestation vise à créer un espace de débats et d'échanges autour du présent et du devenir de la presse économique et financière, mais aussi à développer de nouvelles synergies entre les différentes parties prenantes afin de favoriser une plus grande



circulation de l'information économique et financière et, par ricochet, d'accroître la culture économique et financière des citoyens nécessaire à la prise de décisions économiques pertinentes et viables.

Créer un cercle économique vertueux à même de soutenir un développement humain durable

Le Forum permettra aux entreprises ivoiriennes, aux multinationales opérant dans le pays, ainsi qu'aux institutions nationales et internationales à vocation économique, de mieux se faire connaître et de partager leurs bonnes pratiques, afin de créer un cercle économique vertueux à même de soutenir un développement humain durable. Le Forum sera constitué de conférences et d'ateliers

conduits par des personnalités faisant autorité dans leurs domaines de compétences.

Le clou du FAPEF sera le gala du 27 novembre 2015 au cours duquel des prix seront décernés aux meilleurs journalistes et médias économiques et financiers ivoiriens ou étrangers. Tous les secteurs des médias seront concernés : presse écrite, radios, télévisions, agences de presse, presse électronique, blogosphère. « Des entreprises, institutions et personnalités œuvrant pour la promotion de la presse économique et financière en Côte d'Ivoire et en Afrique seront également primées », explique Russel Lohoré, pour convaincre de l'intérêt et de la pertinence du projet.

Source : AfrikiPresse

STARTUPS AFRICAINES

Les entrepreneurs inscrits sur VC4Africa ont déjà collecté plus d'un million de dollars

La plateforme Venture capital for Africa (VC4Africa) vient de lancer un nouveau service pour aider à connecter entrepreneurs et investisseurs potentiels.

Par la Rédaction

Fondée en 2008, la plateforme Venture Capital for Africa (VC4Africa) s'est fixée pour mission de connecter «techpreneurs» et investisseurs et compte des membres de tous les pays d'Afrique. Elle vient d'accomplir un pas de plus dans cette direction en mettant au point un nouveau système destiné à faciliter les levées de fonds pour les startups enregistrées sur son site. Cette fonctionnalité permet aux entrepreneurs de spécifier leurs besoins et aux investisseurs de rentrer directement en contact avec elles et même de proposer directement un montant de financement. Une fois que le premier investissement est effectué, s'ouvre une période de levée de fonds de 90 jours durant laquelle l'entrepreneur et l'investisseur princi-

pal travaillent ensemble à attirer d'autres financiers.

Programme test validé

VC4Africa a testé un programme pilote auprès de cinq startups avant de se lancer et a réussi à en connecter trois. L'un des deals a été conclu avec succès et les deux autres sont en passe d'être finalisés. Le travail de VC4Africa consiste donc à trier et assister toutes les startups qui postulent au programme de levée de fonds. Comme l'explique Saskia Reus-Makkink, directeur des relations investisseur chez VC4Africa, « si les candidats sont au niveau, nous faisons en sorte qu'ils soient mis en relation avec des investisseurs potentiels. S'ils ne correspondent pas aux critères de qualification, nous les aidons à identifier ce qu'ils peuvent améliorer et les orientons vers notre programme de mentorat auquel ils peuvent tous postuler afin de passer à l'étape suivante ».

Une sélection parmi plus de 400 projets

VC4Africa lance ce nouveau programme avec une sélection faite parmi plus de 400 projets enregistrés sur la plateforme. Ils sont à des stades préliminaires et cherchent des sommes comprises entre dix mille et un million de dollars.

Les jeunes pousses sont pour la plupart actives dans les technologies mobiles, le web, l'énergie et la santé et 30% d'entre elles comportent une dimension sociale. Elles sont souvent hébergées chez des incubateurs ou des espaces de coworking comme ActivSpaces au Cameroun.

Depuis ses origines, VC4Africa a noué des liens avec des investisseurs réputés comme ALTVEST, Alitheia Capital, Hivos, E-Ventures Africa, i4A, etc. Les entrepreneurs inscrits sur VC4Africa ont déjà collecté plus de un million de dollars depuis des pays comme le Cameroun, le Nigeria, le Kenya, la Zambie et l'Afrique du Sud, entre autres.

Source : Jeuneafrique.com



Leader du conseil immobilier au Gabon
Plus de 30 ans d'expérience au Gabon



VEND Projets villas Haut standing sur terrains en titre foncier de 1700m² ...




dans une zone boisée et sécurisée à Angondje château d'eau




...et plus de 40 villas dans la ZES de NKOK



N'hésitez plus contactez - nous

B.P : 4562 LIBREVILLE - GABON
Immeuble BICP, bord de mer
1474, avenue Georges Pompidou
Tél.: +241 01 73 18 80 / 01 73 17 55

@ pchandezon@gmail.com
pchandezon
www.bicpconseil.ga

NEWSLETTER



www.economie-gabon.com



S'inscrire à notre Newsletter gratuitement sur
www.economie-gabon.com

Retrouvez-nous aussi sur
Facebook Twitter LinkedIn



GROUPE BID

Maputo accueillera la 40^e Réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque islamique de développement

L'Afrique va abriter, dans la capitale mozambicaine, le plus grand rassemblement économique islamique mondial. La réunion de cette année coïncide avec la célébration du 15^e anniversaire de la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID, membre du groupe). L'assemblée générale de la SID examinera la proposition de l'augmentation du capital autorisé et du capital souscrit de la Société qui, depuis sa création, sont de l'ordre de 2 milliards USD, soit environ 1.160 milliards de francs CFA, et 1 milliard USD respectivement.

Synthèse de la Rédaction

S.E. le Dr Ahmad Mohamed Ali, le président du groupe de la Banque islamique de développement (BID), a déclaré que son groupe poursuit activement ses préparatifs de la Réunion annuelle du groupe qui se tiendra cette année à Maputo, dans la capitale de la République du Mozambique, en réponse à l'invitation du gouvernement de ce pays. C'est la première réunion du Conseil des gouverneurs de la BID organisée dans l'extrémité australe du continent africain, continent auquel la Banque accorde une attention particulière. En effet, la Banque a déjà organisé cette réunion dans plusieurs pays membres situés dans l'Afrique de l'Ouest, du Nord et de l'Est. Cette initiative témoigne du ferme engagement de la Banque à soutenir les efforts en faveur du développement de l'Afrique.

Dans sa déclaration, le Dr Ahmad Mohamed Ali a expliqué que la Réunion annuelle est placée sous le haut patronage de S.E.M. Felipe Nyusi, le président de la République du Mozambique, en présence de ministres et de hauts responsables du gouvernement et avec la participation des ministres de l'Économie et des Finances des 56 pays membres de la BID. La cérémonie inaugurale s'est tenue le mercredi 10 juin 2015. Ce Conseil des gouverneurs a vu la participation d'un grand nombre de représentants des secteurs public et privé des pays membres, des institutions financières internationales et régionales, des fédérations des entrepreneurs et des consultants, ainsi que des banques et des fonds de développement des pays islamiques.

Au cours de la réunion annuelle, le Conseil des gouverneurs a examiné, entre autres, le rapport sur le plan détaillé du Cadre stratégique décennal du groupe de la BID. Lors de sa réunion tenue l'année dernière à Djeddah, le Conseil avait approuvé ce Cadre dans le but d'aider le groupe à répondre plus efficacement aux changements socioéconomiques actuels des pays membres. En outre, l'ordre du jour a également porté sur le rapport annuel et l'approbation des états financiers vérifiés de la Banque et de ses fonds spécialisés.

Augmentation du capital de l'institution

En marge de la Réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la BID, les institutions membres du groupe ont également tenu leurs réunions annuelles. Il s'agit de la Société islamique d'assu-

rance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), de la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), de la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) et du Fonds de solidarité islamique pour le développement.

Le président du groupe de la BID a également indiqué que la réunion de cette année coïncide avec la célébration du 15^e anniversaire de la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID, membre du groupe). L'assemblée générale de la SID examinera la proposition de l'augmentation du capital autorisé et du capital souscrit de la Société qui, depuis sa création, sont de l'ordre de 2 milliards USD et 1 milliard USD respectivement.

La BID a financé le Mozambique à hauteur de 208 millions de dollars

Dans le cadre des autres manifestations, des forums ont été organisés autour de thèmes revêtant une importance particulière pour le développement des pays membres, tels que « *les leçons tirées de l'épidémie de la maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest* » ; « *le Rôle du Groupe de coordination et des institutions de développement régionales dans le développement de l'Afrique* » ; « *le Rôle du commerce dans le renforcement de la coopération économique et de l'intégration régionale des pays membres* » ; « *la Gestion de la connaissance dans les banques multilatérales de développement* » ; « *le Rôle du financement islamique dans l'amélioration de la prospérité partagée* » et « *la Promotion du développement de l'industrie de la construction dans les pays membres de la BID* ». Par ailleurs, le 10^e Symposium international sur la finance islamique se tiendra sur le thème : « *Exploration de solutions innovantes pour une microfinance accessible en Afrique* ».

Il convient de rappeler que la République du Mozambique a adhéré au groupe de la BID en novembre 1995 et a depuis lors établi de bonnes relations avec lui. Le montant des financements approuvés par le groupe à ce jour en faveur du Mozambique s'élève à près de 208 millions USD couvrant divers secteurs, tels que l'agriculture, l'éducation, l'énergie, la santé et le secteur routier. S'y ajoute le financement d'opérations commerciales extérieures, dans le cadre des efforts de la Banque visant à renforcer les échanges entre ses pays membres.

SOURCE : Banque Islamique de Développement (BID)



AVEC AIRTEL,
LE MOMENT
DE VIVRE TON RÊVE
C'EST MAINTENANT.

africa.airtel.com



GROUPE ECOBANK

Ade Ayeyemi, nouveau directeur général du groupe

Ecobank Transnational Incorporated (“Ecobank”), maison mère du Groupe Ecobank, la banque leader panafricaine, avec des opérations dans 36 pays à travers le continent, vient d’annoncer la nomination de Ade Ayeyemi comme nouveau Directeur Général du Groupe. Il prendra ses fonctions à partir du 1er septembre 2015.

Par la Rédaction



Ade Ayeyemi, 52, remplacera Albert Essien, qui prendra sa retraite le 30 juin 2015 après 25 ans de bons et loyaux services à Ecobank. Des dispositions adéquates seront mises en place par le Conseil d’Administration d’Ecobank pour assurer la gestion du Groupe pour la période intérimaire (1er juillet au 31 août).

Ayeyemi, le nouveau Directeur Général, est un banquier chevronné qui a eu une longue carrière couronnée de succès à Citigroup, dont il est actuellement le Directeur Général de la division Afrique sub-saharienne basée à Johannesburg. Diplômé en comptabilité de l’Université de Ife (aujourd’hui l’Université Obafemi Awolowo) à Ile-Ife au Nigeria, où il a obtenu une licence en Sciences avec men-

tion très bien, il a aussi étudié à l’université de Londres et a suivi les cours du Programme Supérieur de Management de Harvard Business School. Expert-comptable agréé, M. Ayeyemi est également formé aux systèmes UNIX et à la gestion des systèmes d’exploitation réseau. Parmi ses nombreux domaines d’intérêt figurent la stratégie commerciale, l’économie, l’ingénierie des processus et la technologie.

Le Président du Conseil d’Administration du Groupe Ecobank, Emmanuel Ikazoboh, a déclaré à cette occasion que, « après des recherches approfondies à travers le continent africain, nous sommes ravis d’avoir pu trouver en Ade la personne qui mènera Ecobank vers la prochaine étape de son développement et au-delà, en tant que banque panafricaine de classe mondiale. Ade est un individu exceptionnel avec une connaissance approfondie du métier bancaire en Afrique. C’est avec grand plaisir que nous lui souhaitons la bienvenue au Conseil d’Administration. Par la même occasion, je voudrais remercier Albert Essien pour ses 25 ans de carrière à Ecobank et ses bons et loyaux services en tant que Directeur Général du groupe durant l’année qui vient de s’écouler. Nous lui souhaitons une bonne retraite. »

En réponse aux éloges proférés par le PCA du groupe, Ade Ayeyemi a répondu en ces termes : « Je suis ravi qu’il m’ait été offert l’opportunité de diriger cette grande institution, et je félicite Albert Essien pour sa contribution à promouvoir la première institution financière panafricaine. Ecobank a une plateforme exceptionnelle, des gens extraordinaires, une stratégie solide et une dynamique puissante. Je me réjouis sincèrement de travailler avec la direction, le Conseil d’Administration et les employés d’Ecobank afin d’établir de nouveaux standards dans les services financiers offerts à nos clients. »

Ecobank emploie plus de 20 000 personnes, ressortissantes de 40 pays dans plus de 1 200

agences et bureaux. Elle est une banque universelle offrant des produits et services de la banque de grande clientèle, banque de détail, banque d’investissement et des services monétiques aux gouvernements, aux institutions financières, aux sociétés multinationales, aux organisations internationales, aux petites, moyennes et micro-entreprises ainsi qu’aux particuliers. Outre sa présence

dans 36 pays africains, le Groupe Ecobank est également représenté en France par le biais de sa filiale EBI S.A. à Paris. ETI dispose des bureaux de représentation à Dubaï, aux Émirats Arabes Unis, à Londres au Royaume-Uni et à Pékin en Chine.

SOURCE : Ecobank

RÉUNION MINISTÉRIELLE ANNUELLE DE L’OCDE À PARIS

Le Cadre d’action pour l’investissement durable de l’OCDE mis à jour

Les ministres des pays de l’OCDE lancent un nouveau cadre destiné à stimuler l’investissement durable lors de leur réunion ministérielle annuelle de juin à Paris. Il s’agit en fait des lignes directrices actualisées visant à aider les autorités nationales et les groupements régionaux à créer les conditions propres à attirer l’investissement national et étranger.

Synthèse Dr Neltoth

La nouvelle version du Cadre met davantage l’accent sur les infrastructures, les petites et moyennes entreprises et le rôle joué par les chaînes de valeur mondiales dans l’activité économique. Elle aborde également les questions d’égalité homme/femme, un volet essentiel du développement inclusif, ainsi que les mesures propres à orienter l’investissement vers les secteurs qui favorisent la croissance verte. « Le paysage de l’investissement mondial a profondément changé au cours de la dernière décennie », a expliqué le secrétaire général de l’OCDE Angel Gurría. « Ce Cadre mis à jour contribuera à canaliser l’investissement là où il est plus indispensable, le rendant ainsi plus efficace et durable, au service des entreprises, de la société et de l’environnement. »

Douze domaines d’action

Le Cadre d’action pour l’investissement mobilise l’investissement privé en faveur de la croissance économique et du développement durable, contribuant ainsi au bien-être économique et social des personnes dans le monde. Il vise également à faire avancer la mise en œuvre des objectifs du développement durable et à contribuer à mobiliser du financement pour le développement en appui de l’agenda post-2015. Se basant sur de bonnes pratiques internationales, le Cadre propose des lignes directrices dans douze domaines de politiques d’une importance critique pour améliorer la qualité de l’environnement favorable à l’investissement. Il encourage les décideurs à poser des questions pertinentes par rapport à leur économie, à leurs institutions et à la définition de l’action publique en vue de développer un ensemble de politiques effectives, et pour évaluer les progrès réalisés.

Il englobe en effet 12 domaines d’action : politique de l’investissement ; promotion et facilitation de l’investissement ; concurrence ; échanges ; fiscalité ; gouvernement d’entreprise ; finances ; infrastructures ; mise en valeur des ressources humaines ; politiques en faveur d’un comportement responsable des entreprises ; investissement à l’appui de la croissance verte ; gouvernance publique.

Un groupe de travail coprésidé par la Finlande et le Myanmar a dirigé les travaux de mise à jour. Plus de 25 pays à divers stades de développement et sur tous les continents ont déjà utilisé ou utilisent actuellement le Cadre d’action pour évaluer leur climat de l’investissement et concevoir des réformes, englobant des pays aussi divers que le Botswana, le Burkina Faso, le Cambodge,

la Chine, l’Inde, l’Indonésie, le Maroc, le Myanmar, le Pérou et la Zambie. Cette expérience a été prise en compte pour la mise à jour. Le Cadre d’action peut être utilisé en tant que référence mondiale pour les réformes de politiques d’investissement, y compris pour la coopération au développement.

Collaborer et coopérer avec la Banque Mondiale, les Nations Unies et d’autres institutions intéressées

Le Cadre d’action complète également d’autres axes de travail de l’OCDE concernant l’investissement et le financement de longue durée, notamment les principes directeurs de l’OCDE à l’intention des entreprises multinationales, les nouveaux principes de gouvernement d’entreprise de l’OCDE et les principes de haut niveau G20/OCDE sur le financement des investissements à long terme par les investisseurs institutionnels.

Lors de la réunion annuelle du Conseil, les ministres des 34 pays membres de l’Organisation ont été rejoints par les ministres et les représentants de l’Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine, de la Colombie, du Costa Rica, de l’Inde, de l’Indonésie, de la Lettonie et de la Lituanie, ainsi que par d’autres représentants de haut niveau d’organisations internationales diverses. Des ministres et représentants de haut niveau de l’Argentine, Hong Kong, Chine, Kazakhstan, Myanmar, Maroc, Pérou et du Sénégal ont également été invités à participer à certaines sessions de la réunion ministérielle.

Le Cadre, initialement développé en 2006, a été mis à jour en 2014/15 par un groupe de travail international. Cette mise à jour tient compte des retours des nombreux utilisateurs du Cadre aux niveaux national et régional depuis sa création, ainsi que des changements dans le paysage économique mondial.

Le Cadre a été adopté et déclassifié par le Conseil de l’OCDE, le conseil de direction de l’organisation, et accueilli par les ministres lors de leur réunion annuelle à l’OCDE, accompagné d’une recommandation du Conseil pour promouvoir son utilisation par la communauté internationale. L’OCDE et ses partenaires vont continuer à collaborer et coopérer avec la Banque Mondiale, les Nations Unies et d’autres institutions intéressées, et bénéficier de l’implication effective du secteur privé, des syndicats et des organisations de la société civile, pour appuyer l’utilisation et la mise en œuvre effective du Cadre.

Source : OCDE

TAUX DE CHANGE EN FCFA

	Juin	Mai
EUR	655.9570	655.9570
CHF	621.7013	631.6389
GBP	891.9731	901.0398
CAD	465.5809	482.9961
JPY	4.6697	4.8625
CNY	93.4718	94.1939
USD	579.6209	584.5798
ZAR	46.9799	48.4935

Date de Valeur : 4 juin 2015.

Source : Banque Centrale Européenne.

TAUX D’INTÉRÊT

Taux d’intérêt des appels d’offres :	2,95%
Taux d’intérêt des prises en pension :	4,70%
Taux d’intérêt sur placements:	0,00%
Taux créditeur minimum :	2,45%

Source : www.beac.int

JOURNÉE DES ENTREPRISES DE L’AFRICAN UNIVERSITY OF MANAGEMENT

« Comment passer un entretien, présenter un CV accrocheur ? Quels sont les critères de recrutement ? »

La journée des entreprises de l’African University Of Management (AUM), placée sous le thème « Réussir son stage en entreprise », a eu lieu au siège de l’établissement universitaire sis au boulevard Léon-Mba. Le thème a été développé par les responsables d’entreprises, en particulier les directeurs de ressources humaines des entreprises publiques, parapubliques et privées.

Par Siméon Pambo



Les étudiants de l’AUM suivant les conseils et orientations des professionnels

M. Pierre Didier Pandjo Ondo, DRH de l’Aéroport de Libreville (ADL)

Economie Gabon+ : Pouvez-vous nous faire l’économie du message que vous avez délivré aux étudiants de l’AUM ?

Pierre Didier Pandjo Ondo : Si vous demandez un emploi, vous devez savoir quelles sont les procédures de recrutement. Si vous demandez un emploi, vous devez être capable de présenter votre CV. Lorsque vous demandez un emploi et que vous êtes appelé, vous devez passer par un entretien professionnel et ce sont ces éléments que j’ai développés pour faire comprendre aux étudiants que le diplôme n’est qu’une présomption de connaissances. Il ouvre les portes pour le marché de l’emploi mais ne fait pas d’eux des professionnels. Or lorsqu’on demande un emploi, il faut maîtriser son profil, c’est-à-dire ses qualités, ses compétences. Il faut connaître le profil exigé, ensuite répondre au profil du poste demandé. Lorsqu’on demande un emploi, c’est un emploi spontané, vous n’êtes pas sûr d’avoir cet emploi. Au sortir d’une grande école ou d’une université, l’on n’est pas « prêt à l’emploi ». Il ne faut pas tricher avec sa propre vie, car si on triche à l’école, on ne trichera pas aussi boulot.

Quelles sont les erreurs que les jeunes commettent lorsqu’ils présentent leur CV ?

Dans les hobbies, beaucoup de personnes mettent souvent qu’ils aiment la lecture. En dehors du fait qu’il veut faire croire qu’il aime la lecture, et par conséquent qu’il est nanti d’une grande culture, il se trompe parce qu’il donne plutôt un signal négatif. Ce type de comportement peut présager d’une personne solitaire, qui n’est pas ouverte aux autres. Pour un recruteur, le lecteur est toujours seul avec son livre et l’on en déduit que lorsqu’on lit, on se retire des autres pour mieux se consacrer à sa lecture. Cela veut dire qu’il n’est pas indiqué pour un travail d’équipe. Par ailleurs, lorsque deux personnes ont deux profils presque identiques, celui qui a un permis de conduire sera préféré à l’autre, car il peut être d’une autre opérabilité à l’entreprise.

Ngowet Revaza, responsable qualité de AUM

Economie Gabon+ : Pouvez-vous nous dire la quintessence des échanges entre les chefs (responsables) des entreprises et vos étudiants ?

Ngowet Revaza : Ces échanges viennent d’un constat très simple. Nous sommes une université censée former les futurs cadres, et les entreprises/administrations publiques sont les futurs utilisateurs de ces compétences que nous formons. Nous avons fait un constat simple, c’est que malgré le bagage de connaissances que nous apportons à nos étudiants, ils sont toujours confrontés à la problématique du recrutement, à la problématique de l’entretien. Ils n’y sont pas préparés en réalité. Nous avons jugé donc utile de faire venir dans notre établissement des DRH, des chefs d’entreprises pour expliquer à nos étudiants concrètement les techniques en la matière. Ces échanges visent à apporter à nos étudiants des exemples concrets. On veut les mettre en situation de savoir comment passer un entretien, comment le préparer et faire la différence entre un CV et une lettre de motivation. Ce qui va permettre à nos étudiants, à la fin de cet échange, nous l’espérons, lorsqu’ils auront terminé leurs études, d’être suffisamment prêts pour affronter le monde du travail à travers les entretiens et les CV à envoyer.

D’après vous, quelles sont les attentes des étudiants au terme de ces échanges ?

Il faut que les étudiants comprennent qu’ils doivent se préparer avant d’aller à un entretien d’embauche. Il faut aussi qu’ils comprennent que les entreprises ne sont pas identiques. Même au niveau du recrutement, les exigences sont différents d’une entreprise à une autre. C’est d’ailleurs l’une des raisons pour lesquelles nous avons fait un mixte entre chefs d’entreprises et responsables de DRH de l’administration publique. C’est important car nous ne savons pas encore lesquels seront dans le privé et lesquels dans l’administration.

Constat du dynamisme de l’AUM, récemment vous avez participé activement au forum HSE et maintenant cette journée entreprise. Qu’est-ce qui explique cela alors que vous n’êtes qu’une jeune université ?

C’est l’ADN de l’AUM. La particularité de notre établissement, c’est que nous ne formons pas de futurs salariés, nous formons de futurs managers, c’est-à-dire des étudiants capables de s’auto-employer, de diriger, de manager et donc nous formons de futurs créateurs d’entreprises. Et partant donc de cet ADN, nous voulons en permanence, tout au long de l’année, mettre les étudiants en situation concrète avec le monde de l’entreprise.

Mme Françoise Ikapi, Directeur Central des Ressources Humaines du ministère de la Forêt, de l’Environnement et de la Protection des ressources naturelles

Economie Gabon+ : Quelle a été votre approche du thème de

cette rencontre avec les étudiants ? Pouvez-vous nous expliquer la procédure de recrutement dans l’administration publique ?

Mme Françoise Ikapi : J’ai fait la différence dans mon approche du recrutement dans le privé et dans la fonction publique. Par exemple, l’entretien post-embauche est quasi-inexistant dans l’administration publique. Par la suite, il a été présenté aux jeunes la méthodologie d’un curriculum vitae (CV), car il attire le recruteur. Aujourd’hui dans la fonction publique, on ne recrute plus à tout va.



Orabank
Gabon

Préparez vos projets en toute sérénité
avec les Plans Epargnes Orabank : Etudes, Immobilier et Retraite.



Le Plan Epargne Etudes

rémunéré au **taux de 5% HT** pendant **10 ans** est une épargne destinée à assurer le financement futur des études de vos enfants.



Le Plan Epargne Immobilier

rémunéré au **taux de 3,5% HT** pendant **10 ans** permet d’épargner afin de pouvoir bénéficier d’un crédit égal à sept (7) fois le montant épargné.



Le Plan Epargne Retraite

rémunéré au **taux de 5,75% HT** pendant **10 ans** offre la possibilité de se constituer une épargne retraite en complément du régime retraite obligatoire.

Vos Chargés de Clientèle sont à votre disposition pour vous apporter plus d’informations par téléphone au **00 (241) 01 79 15 00** ou par mail : **info-ga@orabank.net**

www.orabank.net

Orabank, un partenaire à votre écoute



©WCS_Harri WASHINGTON



DÉVELOPPER LE TOURISME AU GABON

Une mine d'or inexploitée

Le tourisme génère des retombées économiques importantes s'il est bien pensé, avec par exemple un plan stratégique approprié de développement. En effet, l'industrie touristique est génératrice de retombées importantes directes à travers les infrastructures de base telles que les hôtels, les transports, les musées, l'artisanat, mais aussi indirectes via les restaurants, les marchés, le commerce local, l'agriculture, la pêche et l'élevage. Certains pays africains et européens comme l'Île Maurice, les Seychelles, le Kenya, l'Éthiopie, l'Afrique du Sud, les territoires français d'Outre-Mer, la France elle-même, l'Espagne, vivent pleinement de leur industrie touristique. Mais au Gabon, cette mine d'or reste encore inexploitée et balbutiante. Pourtant, la destination « Gabon » est riche en potentialités et en attraits touristiques et peut proposer un tourisme de découverte, d'aventure, un tourisme vert, de safari dans les réserves d'animaux, un tourisme culturel, et également un tourisme d'affaires et de séjours de pêche sportive sur ses plus de 800 km de côte. Mais il faut auparavant et progressivement faire des choix prioritaires et savoir les vendre.

Par Dr Neltoh

En effet, pour faire du pays une « destination privilégiée voire une expédition touristique de choix », il faut répondre à certaines conditions sine qua non telles que la sécurité de la destination au plan sanitaire (le pays peut être un hub sanitaire), au plan de la stabilité politique et de la bonne gouvernance démocratique, des procédures d'obtention des visas (facilitation d'obtention des visas ou gratuité de visas pour des séjours touristiques de courte durée). L'une des conditions essentielles est celle du coût de la vie et surtout de la qualité/prix car les touristes ont pris l'habitude de se renseigner directement sur internet et connaissent la réelle valeur des produits du pays. Par conséquent, il reviendra aux organismes nationaux de promotion touristique de définir des prix psychologiques, en partenariat avec les tours opérateurs. Enfin, il y a la qualité de l'hébergement, l'encouragement et les incitations du secteur privé, la qualité de l'accueil et l'identité de la destination.

Compte Satellite du Tourisme

Sur ce plan, les Nations Unies, à travers l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), partie intégrante de l'ONU depuis 2002, ont recommandé deux importants outils de mesure macroéconomique du tourisme permettant aux Administrations Nationales du Tourisme (ANT), qui les ont adoptés, dont le Gabon, de connaître, avec un bon degré de précision, la

contribution réelle du secteur du tourisme à l'économie nationale sous l'angle du Produit Intérieur Brut (PIB), de l'emploi, des investissements, des recettes fiscales et du rôle du tourisme dans la balance des paiements. Cet outil est le Compte Satellite du Tourisme (CST), qui se définit comme le cadre unificateur de la plupart des composantes du Système de Statistiques du Tourisme de l'Administration Nationale du Tourisme (ANT), est en charge de la collecte des données, de leur stockage, de leur traitement et de leur diffusion. Cet outil permet d'apprécier les données concernant l'indice du tourisme sur la balance de paiements, d'évaluer les ressources humaines impliquées dans les secteurs du tourisme, d'établir des comparaisons avec les autres secteurs d'activités, de fournir des données sur l'état de l'activité touristique pour les politiques de développement du secteur. C'est le moyen le plus utile pour promouvoir le développement du tourisme au niveau national et à l'international.

Si le Compte Satellite du Tourisme est l'outil de base du CST, d'autres outils complémentaires sont à prendre en compte selon les besoins et priorités exprimés, notamment le tableau de bord d'indicateurs de tourisme durable, la balance de paiements touristique, le tableau de bord des métiers (formations, emplois touristiques), le tableau d'échanges économiques avec les autres branches d'activ-

ité, etc. A cela, il faudra ajouter des outils indispensables comme un répertoire national de l'offre touristique (recensement des établissements touristiques selon les nomenclatures requises) et des enquêtes périodiques sur les différents aspects de la demande.

C'est par une telle méthodologie de travail que l'on pourra sortir notre secteur touristique de sa léthargie actuelle. Il s'agit donc d'un changement radical d'approche qui permettra de disposer d'une large gamme d'informations dans les domaines de la contribution du tourisme à l'économie du pays et la place qu'il y occupe par rapport à d'autres secteurs d'activités économiques tels que le pétrole, le gaz, les mines et la forêt dans le cas du Gabon ; les branches d'activité qui bénéficient du tourisme

et l'importance des avantages qu'elles en tirent ; le montant des recettes fiscales engendrées par l'activité touristique ; les données relatives à la qualité et à la demande des visiteurs pour un meilleur ajustement de l'offre interne à cette demande ; enfin la meilleure connaissance des emplois créés par le tourisme pour contribuer à résorber le chômage des jeunes.

Qualité de l'hébergement

Certains touristes s'accommodent d'un confort simple, à condition que les sanitaires soient propres et de qualité. C'est pourquoi certains pays tels que le Kenya, la Tanzanie ont encouragé la construction de « Lodges »,

Organisation politique, sociale et gouvernance

Le terme le plus universel dans les communautés traditionnelles africaines, avant la colonisation et l'indépendance de nos pays, a trait à la « maîtrise de l'espace ». Le maître de terre, des eaux, des terrains de chasse, des zones de pêche, est le plus important dans l'organisation sociale de nos groupes ethniques. Peu importe la taille du groupe humain, la dimension de l'entité sociale, culturelle et linguistique. Cette organisation peut ou non coïncider avec la maîtrise du pouvoir politique.

Les royautés

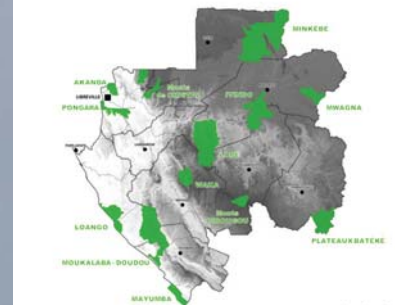
Le roi Denis Rapontchombo (1780-1876), chef des Mpongwés de l'Estuaire, a accédé au pouvoir à 30 ans. Il a hérité d'un royaume prospère et est devenu l'un des hommes les plus riches de l'Estuaire, grâce au commerce des esclaves. Maître du culte des ancêtres du clan, il jouit d'un statut reconnu par les siens et les chefs des contrées voisines, grâce entre autres à ses pouvoirs surnaturels, que l'on dit sans limites. Par conséquent, il domine tous les maîtres de terre, des eaux, des zones de pêche, des terrains de chasse, de toutes les forêts et les cours des rivières et fleuves. Il est lui-même le maître absolu de toutes ces ressources naturelles.

Grâce à ses alliances avec les Français et les Anglais, il est élevé au rang de cheva-

lier de la Légion d'honneur par le roi Louis-Philippe, pour ses services rendus à la France, et remercié par la reine Victoria d'Angleterre, qui lui fait présent d'un uniforme de général et d'une médaille frappée à son effigie. Pour poursuivre le commerce des esclaves sans entrave, le roi Denis Rapontchombo convainc les Français d'émigrer sur la rive droite. Le roi Ré-Dowé (ou roi Louis), beau-frère du roi Denis, les accueille, en leur offrant à son tour un terrain où ils construisent le fort d'Aumale. Le roi Denis se convertira au catholicisme et son nom de baptême sera Denis-Marie. Il y a eu également le règne du roi Glass de l'Estuaire.

Dans le Moyen-Ogooué, à Lambaréné, le Dr Schweitzer s'allie au roi Nkomb-Ademba, ou roi Nkombé, à la fin du XX^e siècle. Il est appelé le « roi soleil », chef des Galoa et des Enènga, et est installé au village d'Adolinannogo à l'emplacement de l'actuel hôpital Schweitzer. Cette position stratégique sur les rives de l'Ogooué lui assure le contrôle absolu sur tout le trafic fluvial et sur l'économie de la région. En 1866, il partage le pouvoir et le profit des factoreries installées dans le secteur, avec le roi Rénoké, surnommé « le roi des aveugles » sur la rive d'en face.

& Tourisme



au confort simple mais agréable et avec une architecture qui se marie harmonieusement avec la nature du pays, mais aux sanitaires irréprochables, plutôt que de construire de grands ou moyens hôtels en béton plus chers et moins « typiques ». Au Gabon, nous avons le bambou et le bois divers pour des hôtels intégrés dans le milieu naturel du territoire national.

Encouragement et incitations

Il est possible de faire localement de l'éco-tourisme participatif où il est donné au touriste l'opportunité d'une restauration chez l'habitant, de vivre dans des gîtes d'étape, de bivouaquer dans des zones de savanes et de plaines. Ce sont des solutions pour « *un tourisme d'aventure ou de découverte* ». La location de bungalows en pleine forêt comme dans les films de Tarzan, un séjour au milieu des populations pygmées du Gabon (dans des huttes bien aménagées), peuvent également être encouragés, à condition de définir les normes de qualité mais surtout la formation à l'accueil. Il faudra pour ce faire assurer le suivi et le contrôle de la qualité par des systèmes de surveillance de l'application des normes.

Qualité d'accueil

L'accueil et l'hospitalité étant de rigueur dans le secteur, il faut promouvoir la formation tous azimuts des personnels dans les différents métiers du tourisme, et principalement l'apprentissage des langues étrangères et la formation aux techniques d'accueil.

Identité de la destination

Il n'y a pas un tourisme, mais des tourismses, s'adressant à des catégories de populations bien différentes les unes des autres : tourisme d'aventure ; tourisme de luxe ou bon marché, tourisme culturel, tourisme vert ou écotourisme, tourisme de découverte (ponte des tortues luth au Gabon), tourisme historique (les pyramides d'Égypte, etc.), tourisme de pêche sportive, safari, des voyages de loisirs aux voyages d'affaires, etc., en prenant bien soin d'éviter le tourisme sexuel, qui existe aussi hélas... La destination « Gabon » est riche en potentialités et attraits touristiques et peut proposer un tourisme découverte, d'aventure, un tourisme vert, de safari dans les réserves d'animaux, un tourisme culturel et également tourisme d'affaires et de séjours de pêche sportive sur ses plus de 800 km de côte. Mais il faut auparavant et progressive-

ment faire des choix prioritaires et savoir les vendre.

Tourisme éthique

Le Gabon bénéficie d'un riche patrimoine naturel, culturel et artisanal, d'une faune et d'une flore riches et diversifiées, d'un emplacement de choix, d'une excellente stabilité politique, d'une population pacifique et hospitalière, d'un écosystème protégé qui représente des atouts rares et précieux, ainsi que d'une culture et des traditions diversifiées et bien vivantes. La promotion des valeurs d'un « tourisme éthique », très en vogue, permettrait d'aider certains projets de développement locaux et serait porteur d'une image forte et positive pour le Gabon qui malheureusement souffre d'un déficit d'image dans le secteur touristique.

Déficit d'image

Le tourisme au Gabon souffre d'une image qui ne correspond pas à son véritable potentiel, à cause certainement de la manne pétrolière, minière et forestière. Or la valorisation de ce potentiel convertira cette industrie touristique en une mine d'or qui pourrait supplanter les recettes pétrolières et minières soumises à des fluctuations constantes du marché international. En effet, son développement permettra de montrer le pays sous un nouveau jour, en faisant connaître des réalités incontestables au plus grand nombre des touristes internationaux et locaux dès lors que le pays est connu pour ses treize parcs nationaux qui constituent un potentiel exceptionnel en termes de diversité des espèces animales et végétales, et d'opportunités d'investissements, des points de contacts privilégiés et d'observation directe de ce vivier.

Les conférences internationales sur les changements climatiques, sur la biodiversité sont en fait des vitrines pour promouvoir l'image touristique du Gabon comme celle organisée en 2010 à Libreville. Faut-il rappeler que le Gabon est, après le Costa Rica, le pays qui dispose du plus grand pourcentage de son territoire alloué à la conservation. Le pays dispose aussi de pièces emblématiques en masques connus à travers le monde, en particulier ce masque-casque blanc en bois et peint au kaolin, chef-d'œuvre de l'art fang du XIX^e siècle, peut-être le meilleur ambassadeur de l'art gabonais pour la promotion du tourisme à l'international.

Il faut se rendre à l'évidence que le marché



international du tourisme est fortement concurrentiel. Avec le formidable essor du tourisme de par le monde, la concurrence est particulièrement forte entre les différents pays pour attirer le plus de touristes possible, en mettant en avant ses avantages et en se vendant efficacement auprès des cibles très sollicitées : c'est aussi le travail des agences touristiques et des tours opérateurs que de promouvoir le tourisme dans le pays de leurs activités professionnelles voire de leurs métiers.

Vue à moyen et long terme

Le tourisme s'inscrit dans le temps et le retour sur investissement n'est pas immédiat, d'où l'image déjà utilisée « d'industrie lourde ». Toutefois, certains événements peuvent lancer rapidement une destination (tournage de films avec des stars connues mondialement, vidéoclips, émission de télévision, marathon, tours cyclistes, etc.). Et un client heureux parce que bien accueilli, en fera venir cinq autres, et un client déçu en fera perdre 10 fois plus à la destination. D'où l'intérêt du pays d'investir, avec des partenaires et bailleurs de fonds, dans des infrastructures importantes, la voirie, les hôtels, l'adduction d'eau, l'approvisionnement électrique, la téléphonie, les lignes internet à hauts débits notamment la 3G+ et surtout la 4G, des sanitaires propres et bien entretenus.

L'Administration Nationale du Tourisme et les autres opérateurs doivent communiquer

suffisamment via des plaquettes, des brochures, des dépliants, des Blogs et des Newsletters, des insertions publicitaires dans les médias locaux et internationaux, des voyages de presse, des visites des agences, des argumentaires, des films et documentaires, des sites internet mis à jour régulièrement, etc.

NEWSLETTER



S'inscrire à notre Newsletter
gratuitement sur
www.economie-gabon.com

**Retrouvez-nous aussi sur
Facebook Twitter LinkedIn**



Les 13 parcs nationaux



La création des parcs nationaux (30 août 2002) relève d'une décision politique historique du défunt chef de l'Etat Omar Bongo Ondimba. Il s'agit d'un réseau de 13 parcs nationaux représentant 2.837.128 ha, soit plus de 10,6% de la superficie totale du territoire. Cette initiative est le résultat de plusieurs années de travaux et de recherche du gouvernement, avec l'appui des partenaires internationaux tels que l'Union pour la conservation de la nature (UICN), le World Wildlife Fund for Nature (WWF) et la Wildlife Conservation Society (WCS).

La flore

10.000 espèces de plantes ont été recensées, dont 15% sont endémiques. Le Gabon possède également près de 1000 espèces d'arbres, avec certains sujets âgés de 1000 ans.

La faune

680 espèces d'oiseaux, 1.300 espèces de papillons, 98 espèces d'amphibiens, plus de 150 espèces de reptiles, près de 200 espèces de mammifères. Les Monts de Cristal sont l'une des régions les plus riches en biodiversité de toute l'Afrique équatoriale.

Akanda

Ce parc (537 km²) est situé au nord-est de Libreville, entre la baie de Corisco et la forêt de la Mondah. Il se singularise par une grande concentration d'oiseaux migrateurs d'Afrique, de diverses provenances, se nourrissant dans un environnement où cohabitent des orchidées rares, des palmiers et une mangrove dont les fonctions sont essentielles dans le cycle de vie de certaines espèces animales.

Pongara

Il longe la rive gauche de l'Estuaire du Komo face à Libreville. De grandes étendues de mangroves recouvrent le bord de mer côté estuaire, à l'ouest du parc (870 km²). Les mangroves de ce parc constituent un biotope idéal qui facilite et protège la reproduction des poissons et des crevettes. Le parc est riche en grande faune tels que les buffles et les petits éléphants des forêts (Assala). Mieux, chaque année, de novembre à février, ces plages deviennent le sanctuaire de la ponte de la tortue luth.

Monts de Cristal

D'une superficie de 1.190 km², la chaîne de montagnes se prolonge jusqu'à la frontière de la Guinée-Equatoriale ; elle recouvre la zone la plus riche en espèces de plantes en Afrique : arbres, bégonias et orchidées, et aux altitudes les plus hautes, mousses et lichens.

La Lopé

Première aire protégée du Gabon, au cœur du pays. Bordé au nord par le fleuve Ogooué, le parc est encadré à l'est et à l'ouest respectivement par les rivières Offoué et Mingoué. Il s'étend sur 5.360 km² de paysages variés, avec, au nord, une mosaïque de savanes et de forêts qui constitue une caractéristique de la Lopé. La région, faiblement peuplée, garantit une protection de qualité à la faune et à la flore, même si, il y a 201 ans, le parc a fait l'objet d'une exploitation forestière de l'okoumé. Depuis 2000, les très nombreux mandrills font l'objet, avec les gorilles, d'un programme de recherche au camp de Mikongo.

Un processus d'habituation des familles de gorilles à la présence humaine est en cours, afin d'associer le développement touristique au contrôle de la réserve. 400 espèces d'oiseaux en font un point d'intérêt spécifique pour les ornithologues. On y trouve aussi une grande population d'éléphants. De nombreux sites préhistoriques (pierres taillées, art rupestre, bas fourneaux) attestent une occupation humaine vieille de 350.000 ans et constituent un patrimoine culturel unique en Afrique centrale.

Ivindo

A l'est du Gabon et au sud de Makokou, cette réserve de 3.000 km² traversée par l'Equateur forme le parc d'Ivindo, entre l'Ogooué et l'Ivindo. Des familles de gorilles et de grands éléphants, qui n'ont pas été au contact de l'homme dans le « bai » de Langoué, au cœur de la forêt tropicale primaire, et les extraordinaires chutes d'eau de Kongou et de Mongouli, en sont les principaux atouts.

Mawgne

Situé à l'est de Makokou, entre les rivières Lodié et Louayé, s'é-

tendant jusqu'à la frontière du Congo, le parc de Mwagne, d'une superficie de 1.160 km², possède les plus grands « bais » (ou clairières) de forêt, particulièrement riches en gorilles et éléphants, loutres et perroquets.

Minkebe

D'une superficie de 7.560 km², le parc est situé au nord-est du pays et c'est au milieu de cette forêt que pointent des inselbergs, dômes rocheux de granit dominant la forêt. C'est le plus grand bloc forestier inhabité du Gabon, mais malheureusement encore inaccessible.

Mayumba

Langue de sable à l'extrémité sud du Gabon, avec ses 80km², Mayumba est la plus petite réserve, et son attrait est principalement marin. Premier site du monde pour la ponte des tortues luth, on y observe aussi des baleines à bosses depuis des plages de sable fin entre lagune et océan. La pêche sportive se développe à l'embouchure de la lagune Banio.

Moukalaba Doudou

4.500 km². Dernières populations de faune, de savanes avec le cob Défassa et le chacal. Le parc de Moukalaba Doudou abrite également de grands troupeaux d'éléphants.

Loango

1.550 km². Loango est le bijou naturel de toute la côte ouest-africaine. Ce parc, longeant la côte d'Iguela jusqu'à Sette Cama, possède une faune riche, magnifique et sauvage dans un cadre exceptionnel : éléphants, crocodiles et hippopotames sur les lagunes, le ballet des baleines à bosses lors de la grande saison sèche. Plus à l'intérieur, une faune et une flore typiques : céphalophes, buffles, éléphants des forêts, singes, gorilles et chimpanzés. La pêche est l'activité phare de cette région.

Waka

1.070 km². Une faille forestière profonde de 100km de long au cœur du pays mitsogo, au sud de la Lopé.

Birougou

690 km². Créé en 2002 pour assurer la protection des forêts des montagnes dans le massif du Chaillu. Dans la province de la Ngounié, les monts Birougou offrent des paysages de montagne, c'est un refuge forestier d'une grande richesse biologique.

Plateaux batéké

Au sud des savanes des plateaux batéké, à l'extrême sud-est du Gabon, 2050 km² de paysages fantastiques ont été déclarés parc national en 2002. Ce parc présente une série de plateaux et de collines ondulées, incisés par des vallées et de ruisseaux intermittents dont les altitudes varient de 350 m à 930 m. La végétation est une mosaïque de savanes herbeuses et arbustives, entrecoupées de forêts-galeries humides. En amont, on trouve des canyons d'où partent de nombreux cours d'eau. En effet, à la périphérie du parc, se trouvent les cirques d'érosion des plateaux les plus connus, canyon rose de Léconi, le canyon blanc de Lewou et le canyon vert d'Edjangoulou.

Dernier refuge de la faune téké, le parc de la Lékédi protège une grande diversité d'oiseaux, dont certains, migrateurs (les cigognes), s'y arrêtent au moment des migrations annuelles, de la fin février à la fin mai. On y trouve une espèce présente uniquement dans ce milieu : le céphalophe de Grimm, appelé aussi Ntsa. Mais également le cisticole téké (espèce endémique) les céphalophes bleu à dos jaune, à bande noire ou ventre blanc, le chacal à flancs rayés, le singe Moustac, éléphants, potamochères (plus rares), crocodiles et varans et, enfin, une cinquantaine d'espèces d'oiseaux des savanes.

Les autorités du pays et les tours opérateurs doivent prendre conscience des enjeux économiques et sociaux du tourisme en s'engageant dans la modernisation et le renforcement des infrastructures d'accueil, la dynamisation de l'activité des agences de voyages et touristiques pour un meilleur affrètement touristique, l'implication des opérateurs économiques en mesure de promouvoir l'activité touristique du pays, en particulier à l'étranger, la sensibilisation des populations à l'impact économique et social du tourisme. Il s'agit dans cette réflexion de développer un tourisme de qualité, dans le respect de la nature et des hommes.

Les ressources touristiques du Gabon

L'industrie du tourisme est génératrice de retombées économiques importantes directement par le développement des infrastructures d'accueil telles que les hôtels, les transports, les voiries, les technologies d'information et de communication, les musées, l'artisanat, mais aussi indirectement à travers les restaurants, les marchés, le commerce local, etc. Et le produit touristique le plus important est représenté par le Gabon lui-même, pays d'accueil, et ses potentialités touristiques, sa culture, ses réserves, son passé historique, ses curiosités, ses religions. En fait, tout ce qui caractérise sa personnalité et son identité originale.

Avec ses 800 kilomètres de façade maritime, ses 13 parcs nationaux qui regroupent des espèces naturelles uniques au monde et plus de 400.000 ans d'histoire archéologique et culturelle, le Gabon possède des atouts importants pour devenir une destination touristique de choix. Une première mondiale à travers son riche patrimoine archéologique. C'est sur les plateaux batéké qu'il a été découvert le plus vieux fossile multicellulaire du monde (2,1 milliards d'années). Les premiers hommes sont apparus sur ce territoire appelé aujourd'hui Gabon, il y a 400.000 ans et c'est au parc de la Lopé qu'il a été trouvé les outils les plus anciens du Gabon.

Un patrimoine naturel exceptionnel

Situé de part et d'autre de l'équateur, sur la côte ouest de l'Afrique Centrale, le territoire du Gabon s'étend sur une superficie de 267.667 km² dont 257.670 km² de terre et 10.000km² de plans d'eau, 22 millions d'hectares de forêts. Le bassin de l'Ogooué renferme la forêt la mieux préservée d'Afrique, qui couvre 88% du Gabon, et forme, avec le bassin du Congo, le deuxième poumon vert de la planète après l'Amazonie au Brésil. 800 kilomètres de littoral quai-vierge sur la façade atlantique. 13 parcs nationaux couvrant 11% du territoire national, qui protègent une mosaïque de six écosystèmes. Forêts, mangroves, savanes, milieux humides, plateaux et montagnes sont bien conservés. Les milieux humides et les réserves naturelles amènent à 21% la surface protégée totale du pays.

Une biodiversité unique au monde : la population d'éléphants de forêt la plus importante au monde avec 40 et 50.000 individus, 15 à 20.000 gorilles, le plus grand site mondial de ponte des tortues luth (quatre espèces de tortues marines sont présentes au parc de Pongara et la plage de Pointe-Denis pendant le cycle de ponte, de la mi-décembre à la mi-février. La tortue olivâtre, la tortue imbriquée, la tortue verte et l'énorme tortue luth sont visibles au Gabon, pays des 705 espèces d'oiseaux, 98 espèces d'amphibiens, entre 95 et 160 espèces de reptiles, 198 espèces différentes de mammifères, 10.000 espèces de plantes et 1.000 espèces d'arbres. Près de 15% des espèces végétales sont endémiques.

Des phénomènes naturels exceptionnels, comme la seule plage du continent où l'on peut voir des éléphants, des gorilles, des buffles et même des hippopotames. Et au large de la côte, des baleines à bosses. Un patrimoine archéologique unique : les plus vieux fossiles pluricellulaires datant de 2,1 milliards d'années ainsi que des traces d'activités humaines vieilles de 400.000 ans. Une grande diversité culturelle, avec une cinquantaine d'ethnies qui peut être regroupée en une dizaine de grands groupes ethniques vivant au Gabon.

Ressources socioculturelles

Le Gabon, pays mondialement connu grâce à sa politique de préservation de l'environnement, à travers la création de 13 parcs nationaux, sa production pétrolière, minière et forestière, et réputé pour sa grande diversité culturelle, malgré la faiblesse de sa population, dispose de groupes ethniques où chacun possède sa propre identité culturelle mais avec des similitudes socioculturelles. Tout repose sur la vie et la mort, l'initiation, les épreuves de la vie, et le culte des ancêtres. L'histoire du continent africain a fait du Gabon le réceptacle de traditions immuables et particulièrement fortes, dans lesquelles le jeune homme, la jeune fille, puis l'adulte se trouvent confrontés aux multiples épreuves de la vie, de la naissance à la mort, en passant par les rites d'initiation marquant le passage de l'enfance à l'adolescence, puis à l'âge adulte, avant d'aller dans l'au-delà pour y retrouver ses ancêtres. Cette diversité culturelle est consignée dans des ouvrages tels que « L'esprit de la forêt, terres du Gabon », « Gabon, présence des esprits ».



Les masques, les arts premiers

Rappelons que de grands peintres tels Picasso et Derain ont contribué à faire connaître dans le monde entier les arts premiers, particulièrement ceux du Gabon, présents dans tous les grands musées et les collections les plus réputées, à travers le monde. La présentation, en 2006 à l'Hôtel Drouot à Paris, de la collection de Pierre et Claude Vérité, soit 514 œuvres d'arts premiers africains, a révélé la force de l'art gabonais à travers le masque blanc « Ngil » et les masques « Ngon » et « Okuyi » fang du Gabon, acquis au prix record de 5.904.176 euros par un acheteur resté jusqu'à ce jour anonyme. Les autres pièces sont des reliquaires kota, des masques téké, kwélé, tsogho, sango et duma, etc.

Peintres et sculpteurs

Le pays dispose aussi de grands peintres et sculpteurs de la pierre de Mbigou, tel que le peintre Georges Mbourou, qui a réalisé la sculpture du pavillon Afrique (ensemble des stands du pavillon d'Afrique) à l'exposition d'Aichi, au Japon en 2005. Signalons que les premiers artistes peintres nationaux modernes, dont Jean-Baptiste Onewin-Walker, Nad Vad et Marcelin Minkoë Mi Nzé, forment à présent la relève. Tous ces artistes peintres trouvent leur inspiration dans la tradition et particulièrement dans les rites initiatiques, d'où l'omniprésence du masque.

Aux côtés de la peinture, la sculpture, qui est l'art sacré de la statuaire, marque de son empreinte la création contemporaine gabonaise. Les sculpteurs les plus représentatifs et les plus connus sont Pépin Antonio et Christian

Ndong Menzamet. A Libreville, le jardin des sculptures se trouve au bord de mer, derrière l'immeuble de Total Gabon.

Mvett et conte

On ne saurait parler de tradition orale sans mentionner le Mvett du Gabon. Cet art traditionnel, à travers lequel s'expriment les mythes fondateurs du peuple fang, a une part spirituelle très importante dans la mesure où le mot Mvett désigne à la fois le conteur, l'épopée et l'instrument. Et le conte assure de génération en génération la transmission du savoir, à travers la transmission des secrets de la nature, les règles sociales de la communauté et la sagesse des ancêtres.

Culte des ancêtres

Le Bwiti

C'est un ensemble fait de philosophie, de religion, d'art de vivre ou manière de penser la vie en général. Il s'exprime au cours des cérémonies d'initiés que l'on appelle « Bwiti ». Et le Bwiti permet de toucher la lumière, et la lumière est un trésor qui n'est pas transmissible en lui-même, car l'expérience de chacun dans le Bwiti est unique. Donc, forcément, c'est un secret. Tout ce qu'on réalise en mangeant du bois est sacré, la lumière qui entre en soi est intraduisible par les mots... Du Bwiti, on peut dire qu'il s'agit surtout d'un ensemble de sociétés secrètes religieuses qui se sont formées autour d'une trame commune héritée du monde pygmée et dans laquelle l'iboga, plante sacrée et révélatrice, joue un rôle central en donnant accès aux visions censées élargir les capacités de la conscience. Dans le culte du Bwiti, l'iboga est conçu comme enthéogène (en-théo-gène), ce qui engendre Dieu ou l'Esprit à l'intérieur de soi.

Le Njembe

Le « Njembe » est le rituel des femmes qui marque les principaux passages à la vie adulte. Le Njembe est pratiqué par la majorité des ethnies du Gabon et comprend trois degrés. Les femmes apprennent à cette occasion les secrets de la vie sexuelle et sociale, les règles de solidarité de la communauté féminine... Le Njembe représente pour les femmes ce que le Bwiti est pour l'homme.

Habitat

La gestion du patrimoine foncier obéit aussi aux règles du lignage. Les cases sont construites en matériaux naturels locaux (bois, bambou, palme, feuilles pour les pygmées) et leur précarité s'explique par le caractère provisoire de l'installation. Au centre du village, le corps de garde commun fait office de cour de justice, d'arbre à palabre, de lieu de fête, de transmission de connaissances à travers l'école, les contes. Autour du corps de garde, chaque chef de famille reçoit une parcelle qu'il organise avec ses parents proches, femmes et enfants. Au centre de cette parcelle, en carré ou en rectangle, un corps de garde est entouré de deux rangées de cases : les hommes occupent le devant et l'arrière est réservée aux femmes. Encore plus en retrait, se trouve l'enclos pour les animaux, et aux abords des villages, une zone « liseraine » pour la culture des plantes médicinales et des denrées alimentaires de première nécessité.

Art et culture

Le travail de l'artiste/artisan a ici une fonction utilitaire, économique, sociale ou/et religieuse. Ainsi les masques sont d'abord d'utilité socioculturelle avant d'être investis d'une valeur artistique. La pierre de Mbigou, fierté de l'artisanat gabonais, est extraite de plusieurs carrières du pays et plus particulièrement des environs du village de Mbigou, d'où son nom.

Les masques, au Gabon, sont destinés aux sociétés initiatiques qui s'en servent à l'occa-

sion des rites accompagnant les événements importants de la vie individuelle ou collective : cérémonies d'initiation, rites de naissance, rites funéraires, levers ou retraits de deuil, etc.

Visages sacrés

Les couleurs, les formes et les traits des visages représentés dans les masques du Gabon ne sont jamais le fruit du hasard ou rarement une recherche purement esthétique. Ils représentent une symbolique chargée de sens et d'utilité sociale. En effet, les masques sont colorés avec des pigments (rouge), kaolin (blanc) et charbon (noir). Ce sont des couleurs portant une signification sociale bien déterminée : le blanc incarne l'esprit d'un défunt, alors que le rouge représente la vie et le noir symbolise la justice. En règle générale, le masque est fait pour impressionner et inspirer la crainte.

L'art et la forge

Le minerai de fer est travaillé avec précision chez les Bantous. On en trouve des traces datant de 1000 ans avant J.-C. Les fours de terre cuite servent à traiter le minerai fondu à 1000°, qui est ensuite cassé et le métal est façonné par les forgerons. Ces derniers ont un rôle social particulier. Dans les sociétés Bantoues (Mitsogho), le forgeron est souvent un chef religieux très riche et très respecté ; ses plus belles armes sont ornées par ses soins.

La gastronomie gabonaise

La cuisine gabonaise est très peu variée mais riche et avec des recettes typiques. Elle se compose essentiellement de viande du petit élevage et du gibier communément appelé viande de brousse, de poissons et crustacés, des asperges sauvages, des légumes et des tubercules de manioc, de taro, de la banane plantain et enfin du bâton de manioc. Il y a également des fruits locaux tels les becs sucrés, les manques, la banane de table, les fruits de la passion, l'atanga, etc.

Les spécialités gabonaises se résument aux crabes farcis (chair de crabe cuite et assaisonnée), au Nyembwé ou sauce préparée de ragoût à base de noix de palme cuites puis pilées jusqu'à l'obtention d'une pâte qui sera elle-même diluée, puis filtrée et qui servira de bouillon de cuisson pour du poulet, du poisson fumé ou salé, de la viande de gibier fumée ; et enfin la sauce chocolat ou sauce Odika, le poisson en paquet, le concombre en paquet (assaisonné de poisson fumé, des crevettes ou de la viande de brousse fumée), le bouillon de sardine fraîche.

Suggestions de promotion du tourisme

Les trois «P» pour booster un tourisme bien pensé qui, outre son aspect rémunérateur, peut être un axe important d'une stratégie plus globale visant à faire connaître, valoriser et développer le pays, à assurer la promotion des investissements, favoriser des échanges politiques et créer de nouveaux réseaux d'amitié.

Produit

Le produit est représenté par le Gabon lui-même et ses potentialités touristiques, sa culture, ses réserves, son passé historique, ses curiosités, ses religions, tout ce qui fait sa personnalité et son identité originale. Il s'agit donc de faire en plein accord et en collaboration étroite avec les autorités du pays, une véritable « mise à plat » du marché touristique gabonais, en analysant l'existant, ce qui est en cours de réalisation et ce qui reste à faire.

Positionnement

Résultante de la phase précédente, la re-commandation de Positionnement débouchera sur des propositions stratégiques de développement pour le secteur touristique du Gabon et sur un positionnement original. Ce positionnement sera fondé sur un certain nombre de promesses produits qui seront ensuite valorisées au travers de la promotion et sur le choix des cibles prioritaires. Aussi est-il bon d'avoir un meilleur produit mais faudrait-il pouvoir le vendre en valorisant ses atouts et son image, en sachant enfin convaincre des cibles très sollicitées par la proposition

d'une offre riche, multiforme et crédible à des cibles bien identifiées.

Promotion

La promotion est l'ensemble des moyens qui seront utilisés pour valoriser au mieux et promouvoir la destination auprès de ses cibles privilégiées. Pour se donner les moyens de travailler sur le long terme, chaque action doit être conçue dans le cadre d'un plan global et venir renforcer une stratégie gagnante.

La démarche adoptée doit permettre d'utiliser les ressorts profonds qui peuvent fonder une image, et valoriser un message véritablement efficace en s'appuyant sur l'analyse en profondeur des comportements, des freins et attentes des différents acteurs concernés. L'authenticité, la force stratégique et la qualité créative seront les éléments sur lesquels se bâtira la réussite. Cette réussite résultera d'une volonté politique forte et d'un véritable travail d'équipe entre les acteurs privés et institutionnels du tourisme. Il s'agit dans un premier temps de créer ou améliorer les outils de communication. En fonction d'un budget conséquent de communication, le plan de déroulement de la stratégie de promotion touristique comprendra notamment la participation du Gabon aux grands événements touristiques en Europe, en Afrique et dans le reste du monde. Enfin, assurer une bonne formation du capital humain qui permettra de faire du Gabon une destination touristique privilégiée.



MAG EN PDF

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone



MAGAZINES en PDF
Retrouvez tous nos magazines en version numérique - format PDF

ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR D'AGENCE D'ETHIOPIAN AIRLINES

Ethiopian Airlines, les ailes et la fierté de l'Afrique

La panafricaine Ethiopian Airlines a lancé une nouvelle rotation hebdomadaire vers Paris depuis le 1er juin écoulé, qui portera à six le total de ses vols entre Addis Abeba et l'aéroport CDG. Ethiopian Airlines dessert également des pays asiatiques, les Philippines (Manille), le Cambodge et le Japon, renforçant ainsi sa desserte sur 88 pays dans le monde. Mieux, Ethiopian, créée en 1946, est la 3e compagnie africaine membre du réseau Star Alliance. Au Gabon, Ethiopian Airlines dispose d'un service quotidien pour connecter ses passagers au reste du monde.

Par Dr Nelto



Economie Gabon+ : M. le directeur, voulez-vous bien nous présenter Ethiopian Airlines, le leader continental de l'aviation civile africaine ? Quelle est la recette pour maintenir au top niveau une compagnie comme la vôtre au regard de la forte concurrence sur la marché du transport aérien tant en Afrique que dans le monde ?

Directeur d'agence d'Ethiopian Airlines : Premièrement, la compagnie de transport aérien doit avoir une vision, puis un plan dédié pour réaliser cette vision. Il est important en plus de cela d'avoir des employés pour qui la croissance de leur compagnie précède leurs avantages personnels. Si la compagnie a une main-d'œuvre aussi dévouée, le reste du challenge est facile à réaliser pour être au-dessus des autres compétiteurs.

Dans l'optique de réaliser notre vision, nous avons établi l'académie d'aviation pour la maintenance des avions, le marketing, l'équipage, les pilotes et la finance pour nourrir le besoin d'une main-d'œuvre qualifiée qui existe dans le secteur aérien. Actuellement cette académie a atteint une capacité de 4000 stagiaires par an, ce qui permet par conséquent de répondre à toute demande de l'aviation africaine.

Economie Gabon+ : Sur quoi le crédit d'Ethiopian Airlines repose-t-il ? Pourquoi vos clients et vos partenaires vous font-ils confiance ?

Nous avons un bon réseau de contacts au concentrateur ADD pour relier l'Afrique avec le reste du monde. Nous avons une planification dédiée sur notre réseau. Nous avons d'excellents records de sécurité dus à la mise en conformité de la sécurité à 100%. Maintenant nous sommes assez grands pour être dignes de confiance.

Economie Gabon+ : L'avion compte parmi les moyens de transport les plus

sûrs. Toutefois, la croissance du trafic aérien impose une initiative commune au niveau africain afin de garantir la sécurité et la durabilité du transport aérien. Quelle garantie sécuritaire et de service offrez-vous à votre clientèle et à une clientèle potentielle d'Ethiopian Airlines ?

La sécurité concerne d'un côté l'avion et de l'autre l'humain. Ethiopian Airlines a l'une des meilleures académies d'aviation en Afrique, donc nos mécaniciens qui sont diplômés de cette académie ont la pleine capacité d'entretenir nos avions de façon régulière. Et le contrôle de la sécurité au sol est rigoureux. En plus de cela nos membres d'équipage ont une formation qui leur permet de repérer et de stopper toute activité non-sécuritaire qui pourrait se produire dans les airs.

Economie Gabon+ : Quelle offre de service proposez-vous sur vos vols à votre clientèle sur les dessertes nationales, régionales et africaines ? Auriez-vous de nouvelles gammes de services à offrir à vos clients, particulièrement en termes de confort et de qualité de service en 2015 ?

Nous avons une moyenne d'âge de 7 ans, de sorte que nos avions sur les vols domestiques, régionaux ou internationaux sont de la technologie la plus récente, en particulier dream liner B-788 qui est un avion orienté sur la protection de l'environnement, tandis que les Q-400 sont des avions de nouvelle génération qui desservent les routes domestiques et certaines des destinations régionales. Nous avons plus de 80 avions pour servir nos clients, dans le confort et le loisir partout dans le monde.

« Notre devise est l'Afrique en 1er »

Economie Gabon+ : Le Gabon, tout comme les pays de la région de l'Afrique

Centrale, offrent de nombreuses opportunités en raison de la nature même du marché local et régional, en particulier de la clientèle du secteur pétrolier et des mines. Avez-vous une clientèle spécifique tant à Libreville que dans la zone CEMAC ?

Notre devise est l'Afrique en 1er, alors où il y a de la croissance et la nécessité du transport aérien, nous sommes là avant toutes les autres compagnies aériennes.

Economie Gabon+ : Une compagnie doit assurer en permanence un service de qualité, sinon elle meurt, avisent les experts de l'aviation civile. Et la qualité dépend en priorité de la composition de la flotte. Qu'en est-il aujourd'hui de la flotte qui assure la desserte sur le territoire national et sur les pays de l'Afrique Centrale ? Quelle est la fréquence de votre desserte sur Libreville et le taux de remplissage de votre compagnie ?

La qualité de nos services est contrôlée par notre département de gestion de la qualité de façon quotidienne, en plus de cela il y a de nombreux contrôles de qualité de la flotte faits par des experts de l'IATA. Donc si nous ne remplissons pas les critères de qualité, nous ne serions pas en mesure de compter le plein succès de ces 70 dernières années (de 1946 jusqu'à maintenant). Nous avons en tout, pour nos destinations en Afrique, un minimum de cinq vols par semaine. Ici au Gabon, nous avons un service quotidien pour connecter nos passagers au reste du monde.

Economie Gabon+ : Il est facile, dit un expert de l'aviation civile, de gagner un client, mais il est difficile de le conserver. Votre opinion par rapport à cette assertion ?

Je préfère corriger cette idée car il est 10 fois plus difficile de reconquérir un client déçu que de maintenir un client existant. Donc, nous travaillons fortement à satisfaire et à dépasser les attentes de notre clientèle afin de la conserver et de la fidéliser à notre compagnie aérienne.

Vision 2025, transporter plus de 18 millions de passagers

Economie Gabon+ : Quelles sont aujourd'hui les perspectives réelles de développement et de croissance d'Ethiopian Airlines à moyen et long termes ? Enfin, un mot à l'attention de votre clientèle ?

80% du transport aérien africain sont couverts par des compagnies non africaines, nous avons développé un plan de vision sur 15 ans, Vision 2025, qui est l'un des objectifs du plan qui vise à assurer le transport de plus de 18 millions de passagers. Ce qui conduira le transport aérien dans tous les sens et maximisera les parts de marché de l'Afrique dans le transport aérien africain. Au-delà de cela, nous travaillons avec certaines compagnies aériennes africaines comme ASKY et Malawian Air transporting en fournissant de l'assistance en matière de gestion et de l'assistance technique à ces compagnies aériennes.

Economie Gabon+ : Nous vous souhaitons un bon vol et surtout un bon partenariat gagnant-gagnant avec cet outil de communication qu'est Economie Gabon+, le périodique des dirigeants et des leaders d'opinion.

Je tiens à remercier Economie Gabon+ pour cette opportunité.

« FESTIVAL TOURISTIQUE MAYUMBA 2015 »

L'ONG ETG engagée dans la promotion du tourisme au Gabon

Créée en novembre 2012 par des étudiants de l'Université Omar-Bongo, l'organisation non gouvernementale English for Tourism in Gabon (ONG ETG) est une organisation à but non lucratif spécialisée dans le tourisme social et scolaire et la promotion de la langue anglaise au Gabon. Elle a son siège au 6e arrondissement de Libreville, au quartier Nzeng-Ayong-Dragages. Elle participe au développement socio-économique du Gabon par l'encadrement des jeunes dans des activités du tourisme social et de l'apprentissage de l'anglais. Pour preuve, elle organise un festival d'éducation touristique et bilingue (1re édition), du 17 au 31 juillet, pour la première phase, et du 4 au 28 août, pour la seconde, lors des prochaines grandes vacances.

Le président de l'ONG ETG, Fouty Boulanga Mouleka, le fondateur de cette organisation non gouvernementale, s'est résolument engagé à promouvoir le tourisme social et aussi l'apprentissage de la langue de Shakespeare pour accueillir, accompagner et échanger avec les touristes venus d'ailleurs.

A l'actif de l'ONG ETG, de nombreuses réalisations parmi lesquelles des cours d'anglais dispensés aux personnes économiquement faibles via son institut d'anglais, et d'éveil touristique aux professionnels, aux apprenants régulièrement inscrits dans des filières de gestion touristique et hôtelière, et à toute autre personne désireuse de bien connaître la langue de Shakespeare. Il a également été organisé

des excursions scolaires avec des étudiants et quelques membres de l'administration des écoles supérieures de la place. Le circuit prévu pour ces excursions comprend une visite guidée de l'arboretum de Sibang et d'un hôtel ou d'une société de voyage partenaire d'ETG. Le tout couronné par une conférence suivie d'une collation au siège de l'ONG.

Circuits touristiques et tourisme de proximité

La première conférence s'est tenue à l'Institut des Hautes Etudes Managériales (IHEM) le 29 janvier 2015, suivie d'une autre à l'Institut Africain des Etudes Economiques (IAEC) en mars 2015. Il y a eu également des prestations de guidage

Un plan d'investissement de plus de 6 milliards de francs CFA

Avec plus de 6 millions de tonnes de fret traitées ces deux dernières années et 95% des échanges commerciaux du pays qui y transitent, les ports d'Owendo et de Port-Gentil sont les principaux piliers de l'activité économique du Gabon. GPM étudie en ce moment la possibilité de doter ces deux ports de remorqueurs portuaires de forte capacité pour renforcer la sécurité des opérations d'accostage et d'appareillage des navires de commerce.

Dr Neltoh

Economie Gabon+ : GPM gère 70% de la concession portuaire de l'Oprag. Quel bilan faites-vous, M. le directeur général, de vos activités et de votre gestion sur les deux ports du Gabon ?

Directeur général de GPM : En août 2007 Portek, par l'entremise de GPM, signe une convention de concession de 25 ans avec Oprag pour la gestion et l'exploitation partielle des ports de Libreville et de Port-Gentil. Avec plus de 6 millions de tonnes de fret traitées ces deux dernières années et 95% des échanges commerciaux du pays qui y transitent, les ports d'Owendo et de Port-Gentil sont les principaux piliers de l'activité économique du Gabon.

Depuis la concession, les activités portuaires ont favorablement évolué, si l'on considère les chiffres des six dernières années. GPM a sensiblement contribué au développement de l'activité du terminal à conteneur concédé à STCG, non seulement avec l'acquisition de trois grues mobiles à la demande de l'autorité portuaire pour les opérations de déchargement et de chargement des conteneurs, mais aussi en augmentant sa dimension de 10ha.

Nous avons également fait l'acquisition d'autres équipements et accessoires plus modernes afin d'optimiser l'exploitation de nos grues.

Pour accompagner cette redynamisation, nous avons restructuré l'organisation pour renforcer l'atout principal de l'entreprise, le savoir-faire et la qualité de ses ressources humaines avec une certification ISO 9001 : 2008 afin

de formaliser ce savoir-faire dans les prestations fournies à nos clients et partenaires.

EG+ : Quelle est la logistique qui a été mise en place dans les deux ports pour assurer la fluidité du trafic en faveur des opérations économiques de l'import-export ?

Dans le cadre de la nouvelle stratégie de développement des activités portuaires et conformément aux grandes orientations des hautes autorités du pays, nous avons élaboré un plan d'investissement pour la maintenance des infrastructures existantes pour plus de six milliards de francs CFA, et nous sommes présentement en phase d'étude de faisabilité de certains grands projets d'infrastructures et d'équipements.

Pour le volet infrastructures, GPM se doit d'anticiper sur la demande croissante d'espaces opérationnels pour parer aux besoins de nos clients. C'est pour cela que nous voulons d'ores et déjà nous concentrer sur les points suivants :

- 1- Extension du quai existant à Owendo ;
- 2- Comblement de la darse pour créer un espace d'arrière quai de quatre hectares ;
- 3- Réorganisation des espaces sous douanes de Port-Gentil pour assurer une meilleure fluidité des opérations commerciales en plus de l'entretien du hangar de 7200 m2 existant.



Oswald Severin MAYOUNOU directeur general GPM

Pour le volet équipement, GPM étudie en ce moment la possibilité de doter les deux ports de remorqueurs portuaires de forte capacité pour renforcer la sécurité des opérations d'accostage et d'appareillage des navires de commerce.

Nous pensons qu'avec l'optimisation des équipements dont nous disposons, notamment les grues portuaires, et l'exécution de notre plan d'investissement, la satisfaction serait au rendez-vous.

EG+ : Quelle est, ou du moins quelle sera, la place de GPM dans l'écosystème de la gestion portuaire au Gabon ? La congestion du port d'Owendo a-t-elle déjà été jugulée ?

Nous allons continuer dans le même élan que par le passé, avec un accent particulier sur la modernisation de nos ports par un accroissement de leurs capacités et en les hissant aux standards internationaux, faisant ainsi de nos sites portuaires des pôles de référence dans la sous-région. D'où l'impérieuse nécessité de les tenir en bon état de fonctionnement afin que non seulement ils jouent pleinement leurs rôles de moteurs économiques, mais également résistent à la concurrence sous-régionale, aux enjeux et soubresauts de la mondialisation.

Par contre, nous sommes convaincus que la congestion de nos ports dans un futur proche sera soulagée, car les chantiers ci-après constituent notre principale feuille de route, notamment l'extension du quai est avec comblement de darse, la réhabilitation de la sous-face du port d'Owendo, la réhabilitation du poste pétrolier, l'aménagement des espaces portuaires, le comblement de la darse ouest pour 6 hectares, la réhabilitation de l'éclairage des deux ports et le renforcement de notre parc nautique.

EG+ : Quels sont les changements apportés au port d'Owendo après l'installation des deux grues portuaires géantes Gottwald pour améliorer sa productivité et son efficacité ? A quand des grues portuaires similaires à Port-Gentil ?

Faire de GPM un cadre de travail adéquat et propice porté sur les valeurs du travail est notre priorité. Soucieux de la satisfaction des services rendus à nos partenaires maritimes et clients, GPM ne ménage aucun effort pour assurer une bonne collaboration avec ces der-

niers. Et dans l'optique de la vision du groupe Portek de franchir de nouvelles étapes pour améliorer l'efficacité de notre système portuaire, GPM s'est engagé et a obtenu la certification ISO 9001 : 2008 afin de formaliser son savoir-faire dans les prestations fournies à ces partenaires 24h/24h. La mise en place des enquêtes de satisfaction clients montre la prépondérance que nous accordons à nos clients.

Par ailleurs, comme toute société nous avons un plan d'investissement bien échelonné que nous respectons scrupuleusement, et le développement d'un projet de grue nécessite la mise en place non seulement des moyens financiers considérables, mais aussi un certain nombre de pré-requis à compléter auparavant.

EG+ : Enfin, quels sont les éléments qui peuvent booster aujourd'hui le secteur du transport maritime et surtout celui de la logistique au Gabon ? Quelles sont vos perspectives au Gabon ?

Afin de booster le secteur du transport maritime nous devons consolider les acquis de GPM, ce qui passe nécessairement par le maintien d'une gestion saine, responsable et la fidélisation du trafic déjà existant en continuant à se doter d'équipements, de matériel et de capital humain nécessaire afin de garantir des prestations de qualité.

A moyen terme, notre planification stratégique est de rendre notre place portuaire attractive aux investisseurs et industriels gabonais et étrangers.

A long terme, nous souhaitons poursuivre un schéma de développement d'une plateforme spécialisée et moderne, et pour cela nous comptons engager des investissements importants afin de rendre nos deux ports compétitifs aux niveaux régional et international.

EG+ : Souhaiteriez-vous aborder ou mettre un accent particulier sur un sujet relatif aux ports d'Owendo et de Port-Gentil sur lequel je ne vous ai pas interrogé ?

L'un des piliers forts du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) est le Gabon des Services, et c'est à ce titre que le Groupe Portek/Mitsui, par le biais de sa filiale Gabon Port Management, entend accompagner le Gabon par le développement de nos sites portuaires grâce à des acquisitions de dernière génération et à des infrastructures modernes répondant aux normes standards.



bilingue (anglais-français) de touristes venus visiter le Gabon. Ainsi que des propositions de circuits touristiques et de promotion de la langue anglaise et du tourisme de proximité en partenariat avec les clubs d'anglais des provinces de la Nyanga et de la Ngounié.

Enfin l'ONG ETG organise un festival d'éducation touristique et bilingue (1re édition) du 17 au 31 juillet pour la première phase, et du 4 au 28 août pour la seconde, lors des prochaines grandes vacances.

Ce festival, destiné en priorité aux jeunes, est organisé dans le but de leur faire découvrir les richesses naturelles et culturelles de

leur pays et de les familiariser avec ce secteur créateur d'emplois afin de susciter des vocations. La participation est de 50.000 francs minimum, tous frais payés. Pour ce festival, il est prévu plusieurs activités dont la visite des sites touristiques, des animations sportives, touristiques, culturelles et des prix à gagner dans chaque catégorie.

Par ZE Hardy S., chargée de la communication à l'ONG ETG.

PORTEK
Knowledge & Solutions in Port Business

MITSUBI & CO., LTD.



- ✓ Pilotage
- ✓ Remorquage
- ✓ Lamanage
- ✓ Avitaillement en eau
- ✓ Hydrographie
- ✓ Accompagnement
- ✓ Location des grues portuaires



Suivez toutes nos activités sur www.gpmgabon.com

BUREAU VERITAS
Certification
ISO 9001 :2008

AGENCE DE PORT-GENTIL - BP 932 Port-Gentil, Gabon - Tel: (241) 01 56 42 03 - Fax: (241) 01 56 42 06
ZONE PORTUAIRE D'OWENDO - BP 394 Libreville, Gabon - Tel: (241) 01 70 32 74 - (241) 01 70 32 75 - Fax: (241) 01 70 31 40

ECOLE SUPÉRIEURE DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE (ESTH)

« La qualité et l'excellence, c'est notre métier »

Votre magazine, dans le cadre de son dossier sur le Tourisme, a eu un entretien très enrichissant avec le directeur général de l'ESTH, Hernin Gustave Mba Eneme, dont le point de vue concorde avec le nôtre sur les enjeux économiques du secteur touristique dans un pays aux potentiels énormes. En effet, ce pilier de la croissance représente actuellement 3% du PIB, mais n'est valorisé que sur trois activités principales : l'hébergement, la restauration et l'organisation des voyages. Les pans loisirs et transports à caractère touristique, bien que présents dans l'activité touristique au Gabon, ont du mal à être codifiés, structurés et organisés. De même les activités définies par la CITAT, qui partiellement existe sans réglementation, pourraient être d'un apport significatif à l'augmentation du PIB.

Par Dr Neltoh



Economie Gabon+ : Pouvez-vous, M. le directeur général, nous présenter votre Ecole, une première dans un Gabon où le tourisme est une mine d'or inexploitée?

Le cadre juridique

Directeur général de l'ESTH, Hernin Gustave Mba Eneme : L'Ecole Supérieure du Tourisme et de l'Hôtellerie, en abrégé ESTH, a été créée le 27 août 2008 par la volonté de Mme Redjongo Joëlle née Andeme Eneme, qui a souhaité marquer un cachet particulier à la formation des ressources humaines devant animer un des piliers de la croissance économique du Gabon. Cet établissement privé est reconnu sous l'autorisation d'ouverture et d'exploitation n° 0307/MENESTFPPRSCJS/SG/DGFP/DFI du 27 septembre 2012 du ministère de la Formation professionnelle. Les filières de formation couvrent tous les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie. Il s'agit, entre autres, de la Gestion Touristique et Hôtelière ; de la Gestion Touristique Locale ; de la Gestion des Oeuvres universitaires ; de la Gestion des Parcs Nationaux ; de la Gestion Touristique et Environnementale ; de la Gestion Touristique des Sites Culturels ; de la Gestion de la Restauration Collective, de la Navigation Commerciale ; de la Traduction et de l'Interprétariat linguistique. Depuis 2008, elle lance sur le marché tous les deux ans une promotion d'étudiants

rigoureusement sélectionnés à l'entrée à l'ESTH. Nous avons mis à ce jour, dans le monde du travail, quatre promotions qui font la fierté de notre établissement par rapport à leurs compétences dans les postes qu'ils occupent.

Quels sont les objectifs que se sont fixés les responsables de l'Ecole depuis sa création en 2008 ?

Notre pays le Gabon s'est résolument engagé dans la lutte contre la pauvreté et a fait du développement des secteurs clés du tertiaire tel que le tourisme une priorité. Ce pilier de la croissance qui représente actuellement 3% du PIB n'est valorisé que sur trois activités principales : l'hébergement, la restauration et l'organisation des voyages. Les pans loisirs et transports à caractère touristique, bien que présents dans l'activité touristique au Gabon, ont du mal à être codifiés, structurés et organisés. De même les activités définies par la CITAT, qui partiellement existe sans réglementation, pourraient être d'un apport significatif à l'augmentation du PIB.

Fort de ce qui précède, l'ESTH, consciente que de telles actions ne peuvent être menées qu'avec des hommes bien formés et spécialisés dans le domaine, consciente également que l'homme est au centre du développement dans la projection de faire du Gabon une destination touristique, ce challenge national ne peut être possible dans la réalisation qu'avec des ressources humaines bien formées, capables de donner satisfaction à la productivité escomptée en matière de service.

C'est pourquoi dans le souci de traduire la volonté politique du chef de l'Etat de rendre le tourisme rentable, nous mettons à la disposition des jeunes un savoir-faire par des experts du domaine recrutés sur le plan national et international, qui puissent leur permettre d'intégrer ce secteur porteur.

Une équipe pédagogique avérée, un référentiel de formation adapté

Comment se traduit concrètement, sur le terrain, les missions de l'ESTH ?

D'abord, il faut signaler que la première mission

de l'ESTH est d'amener les contenus de formation et divers exercices à l'employabilité dans le secteur afin de prouver l'efficacité des personnes formées. Une équipe pédagogique a mis en place un référentiel de métiers des branches d'activité qui a abouti à un référentiel de formation. Ce sont ces contenus qui, aujourd'hui, conduisent les missions de l'ESTH.

Comment êtes-vous organisés sur le plan des activités pédagogiques ?

Au départ de chaque rentrée académique, nous organisons des tests d'entrée afin de s'assurer du niveau réel de l'élève, car le domaine des services nécessite une grande maîtrise des outils de gestion des hommes et des équipements. L'approche par compétence est le mode d'enseignement choisi car étant au cœur de la réalité de l'industrie touristique. Les cours sont suivis en alternance avec les entreprises partenaires de la formation pour accompagner les étudiants dans le processus de 40 % de théorie et 60% de pratique.

L'ESTH forme les techniciens supérieurs aux activités hôtelières et aux autres activités touristiques. Formation sanctionnée par le Diplôme de Technicien Supérieur de niveau Bac+2 délivré par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Nous organisons pour chaque niveau 18 mois de cours avec un stage professionnel. A cela s'ajoutent des voyages d'études. Nous en avons déjà organisé plusieurs tels que la Découverte du Grand Sud et la Découverte du Grand Nord, en vue de mettre les étudiants en situation réelle sur le terrain dans le cadre du guidage et de la découverte du potentiel touristique dont regorge notre pays. On ne peut dans des salles de classe former des jeunes qui ont du mal à maîtriser, à réaliser un city tour de la ville de Libreville par exemple.

Notre école a signé une convention avec AMADEUS, qui fait de nous un Training Center en dehors de celui implanté à Libreville, au Frangipancier. Cette convention permet à nos étudiants de mettre en pratique les acquis avec le logiciel qui établit des billets d'avion dans les agences de voyage.

La deuxième convention a été signée avec Logiciels et Services pour Orchestra dans sa dernière version qui fait dans la planification et la gestion des activités hôtelières. De nombreux établissements de la place, selon leur taille, utilisent ce logiciel. Nous organisons aussi de la formation continue de trois mois renouvelable que nous appelons formation continue de saison. Elle est destinée aux professionnels du secteur du tourisme dans le cadre du renforcement des capacités. Mieux, nous formons enfin des femmes au foyer dans l'art culinaire africain et occidental avec un accent particulier sur les recettes gabonaises et africaines, et les services de table afin qu'elles apprennent à recevoir les hôtes de la famille. Ce que nous recherchons, c'est la formation d'une ressource humaine de qualité dans les métiers du tourisme et de l'hôtellerie pour les mettre à la disposition des structures touristiques et hôtelières du

Gabon. Un personnel d'exécution formé et professionnel compétent pour répondre à toutes les exigences du secteur. La qualité et l'excellence, c'est notre métier.

Quelle est votre vision du tourisme au Gabon ?

Le Gabon est un pays à découvrir et un peuple à rencontrer. Le Gabon, en dépit des attraits touristiques, riches et variés dont il dispose, ne connaît pas encore l'amorce réelle de son développement touristique, malgré les efforts déployés par les autorités en charge de ce secteur. Notre vision sur la question reste focalisée sur le rôle que chacun des acteurs aussi bien public que privé devrait jouer pour la relance du développement et de la promotion du tourisme au Gabon. Et le produit touristique le plus important est représenté par le Gabon lui-même, pays d'accueil, et ses potentialités touristiques, sa culture, ses réserves, son passé historique, ses curiosités, ses religions. En fait, tout ce qui caractérise sa personnalité et son identité originale. Cependant, tous ces atouts ne peuvent être mis en valeur que si la formation des ressources humaines est prise en compte et valorisée. C'est pourquoi, nous avons mis un accent particulier, dans notre école, sur la formation aux métiers du tourisme. Nous considérons à juste titre d'ailleurs que le capital humain est à la base de tout développement parce que l'orientation donnée par la politique touristique de l'Etat dans le cadre du Pacte social du président de la République, Ali Bongo Ondimba, nous offre toutes les opportunités de contribuer au développement du tourisme gabonais en mettant à la disposition de toutes les structures touristiques, hôtelières et de restauration, un personnel hautement qualifié et formé sur le territoire national par une équipe pédagogique de haut niveau du secteur du tourisme et un système bien huilé d'accompagnement des entreprises touristiques et hôtelières, à partir des stages pratiques en entreprise. Ce que nous souhaitons, c'est de pouvoir signer des conventions pour des formations par alternance, c'est-à-dire des cours théoriques dans la matinée et des cours pratiques en entreprise dans la soirée. Un système qui permettra une facile insertion de nos étudiants en entreprise. Nous interpellons aussi bien l'administration publique du tourisme que les structures touristiques privées afin de recruter à partir des écoles pour aider l'administration publique à remplir sa mission de développement du tourisme national et au secteur privé à rentabiliser ses affaires avec du personnel d'exécution professionnellement préparé à l'employabilité. Nous exhortons les œuvres universitaires, les compagnies pétrolières, les industries de transformation et bien d'autres entreprises disposant des services de restauration de recruter directement du personnel qualifié de notre école. A preuve, nos anciens étudiants sont aujourd'hui des responsables dans les grands hôtels du pays (Mérédien, Léoni Palace, Belinga Palace, etc.) et dans l'administration publique gabonaise.

ECOLE SUPERIEURE DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE



Visites touristiques



Voyages d'études



Randonnées



Ancienne Sobraga - 07 75 75 27 - esth.co2011@yahoo.fr

Bluebiz, la solution pour les PME/PMI d'opérer à l'international

Cette opportunité a été offerte par la compagnie Air France KLM qui a mobilisé toute une équipe, présidée par Jean-Paul Poulain, directeur Air France au Gabon, pour animer le premier atelier d'échange sur le programme Bluebiz exclusivement dédié aux entreprises en particulier aux PME/PMI, à Libreville au Gabon, en terre africaine. La présentation de ce programme de fidélité a permis de connaître les avantages que les entreprises peuvent tirer de Bluebiz.

Par Dr Neltoh



D'une part, Bluebiz permet aux entreprises de profiter d'un large réseau au départ de l'Afrique via l'optimisation de leurs budgets de voyage. En effet, chaque fois qu'un collaborateur de l'entreprise membre voy-

age sur l'ensemble des vols Air France KLM, Delta, Alitalia, y compris les vols opérés par les compagnies partenaires, l'entreprise cumule des Blue Crédits. Ces Blue Crédits sont ensuite automatiquement convertibles en primes.

D'autre part, les membres Bluebiz bénéficient aussi du système Corporate Recognition grâce auquel ils sont reconnus à chaque étape de leur voyage. Parmi les avantages de Bluebiz, les entreprises peuvent cumuler des Blue Crédits – l'équivalent des miles pour le commun des voyageurs – convertibles en billets primes et en réductions sur les cartes d'abonnement. « Il serait réducteur de présenter Bluebiz comme une réponse au low cost, puisque le programme Voyageur Rewards, qui l'a précédé, a été lancé il y a une bonne dizaine d'années. Donc à une époque où les compagnies low cost n'étaient pas encore positionnées sur le segment affaires, où EasyJet était peu présent sur le marché français », rappelle Boris Darceaux, en charge des marchés affaires chez Air France.

Fidéliser les PME/PMI

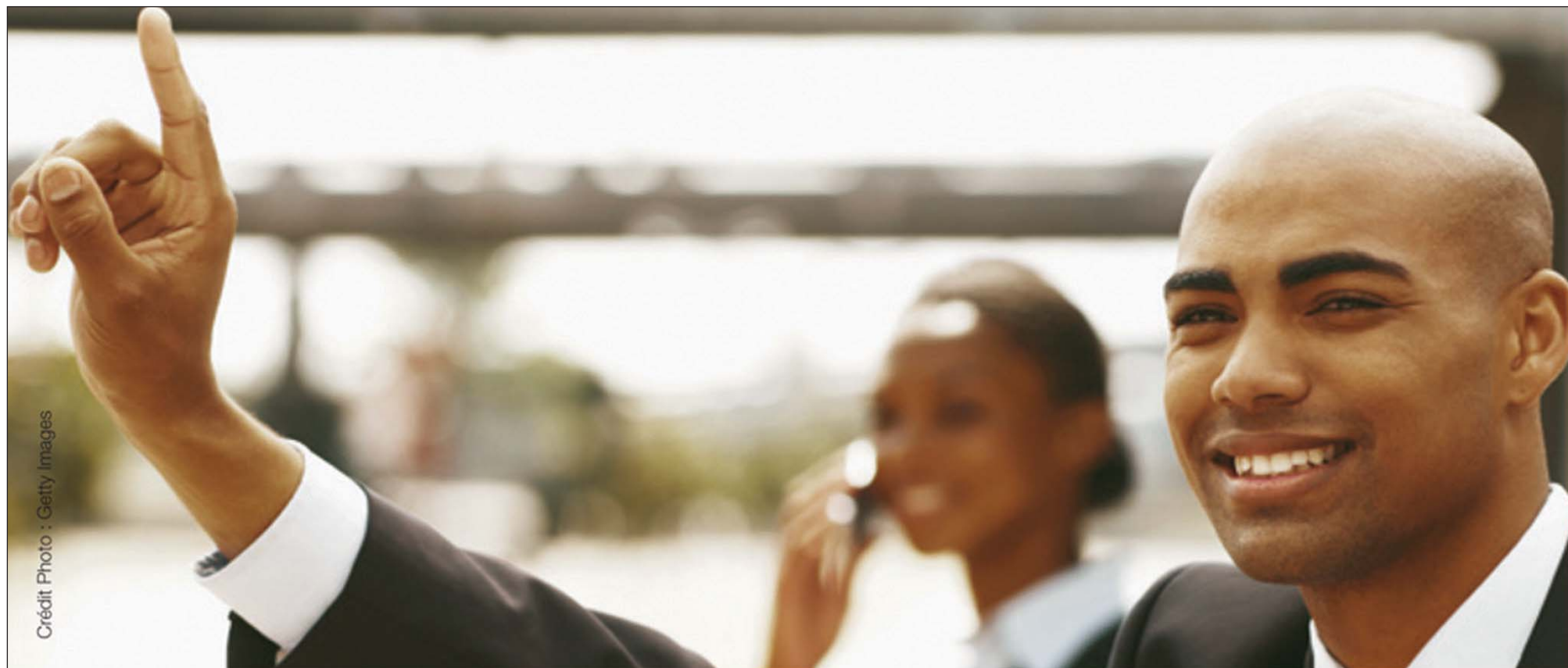
Air France KLM utilise ce programme comme un outil marketing et commercial pour fidéliser ces PME-PMI portées sur le meilleur prix, à la fois grâce aux économies générées par les Blue Crédits, aux réductions offertes sur les cartes d'abonnement exclusives sur le marché de France, mais

aussi à la reconnaissance corporate offerte à ces entreprises sur le réseau Air France-KLM. Ce positionnement est récompensé par une croissance à deux chiffres du nombre d'inscrits. En attendant, très bientôt, de nouveaux aménagements qui devraient encore améliorer le programme Bluebiz.

Les Blue Crédits peuvent être utilisés pour obtenir une Prime Bluebiz, telle qu'un billet d'avion. Les Blue Crédits ont une durée de validité de deux années calendaires pleines, en plus de l'année en cours. L'entreprise reste membre du programme Bluebiz à vie tant qu'une activité est enregistrée au minimum une fois tous les deux ans. Et grâce à Bluebiz Upfront, l'entreprise bénéficie de plus d'avantages qu'un Bluebiz simple.

Gestion des déplacements professionnels plus décentralisée

Ces nouvelles offres façonnent de nouveaux comportements. Avec l'avènement de la réservation en ligne, la gestion des déplacements professionnels apparaît plus décentralisée que jamais. Le voyageur d'affaires, équipé de son smartphone, peut devenir son propre travel manager, a fortiori dans des structures plus petites où les politiques voyages sont moins formalisées. La démocratisation des voyages de tourisme et l'arrivée des offres sur internet ont transformé la relation du voyageur d'affaires au voyage d'affaires.



Crédit Photo : Getty Images

BLUEBIZ

AIRFRANCE  

La façon la plus simple de récompenser votre entreprise

BlueBiz est le programme d'Air France et KLM exclusivement dédié aux entreprises. Profitez dès à présent de l'inscription gratuite en prévision de vos prochains voyages et cumulez des Blue Credits pour réserver vos billets Prime.

Inscrivez-vous gratuitement sur airfrance.com
ou flashez ce code avec votre smartphone

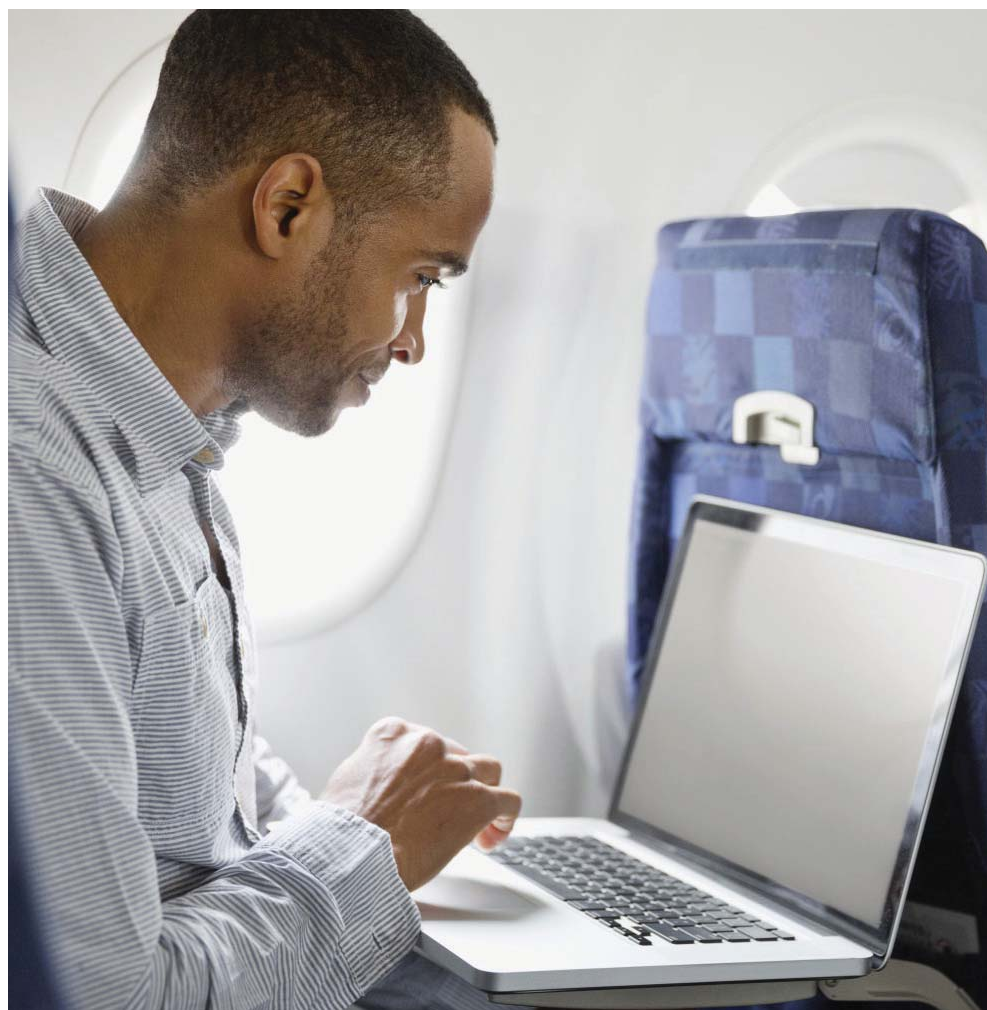


WIFI

Le haut débit prend l'air

Le voyageur d'affaires peut-il aujourd'hui se passer de connexion Internet, ne serait-ce que pendant quelques heures ? À voir tous les efforts déployés par les compagnies aériennes pour leur proposer du WiFi à bord de leurs avions, il semble bien que non.

Par Dr Nelto



Allié clé de la mobilité, le WiFi est rapidement devenu incontournable dans tous les lieux publics, dans les hôtels, mais aussi plus récemment dans les gares et les aéroports. Cependant, sa banalisation dans le transport aérien est encore limitée. En tout cas en Europe, mais pas aux États-Unis où, dès 2008, GoGo équipait un appareil de Virgin America d'une connexion internet sans fil. Fondant sa technologie sur le réseau terrestre de téléphonie, ce précurseur a pu rapidement mailler le territoire américain en orientant ses antennes non plus vers la terre, mais vers le

ciel, séduisant ainsi nombre de transporteurs outre-Atlantique.

GoGo compte aujourd'hui près de 2000 appareils équipés du WiFi à bord. Inconvénient de ce mode de communication : il ne peut pas fonctionner sur les routes transcontinentales. Dès lors, Aéromobile, filiale de Panasonic, et On Air, joint-venture entre l'avionneur Airbus et le fournisseur de solutions aéronautiques SITA, se sont penchées sur le sujet en créant des offres basées cette fois sur des liaisons satellites, solutions privilégiées par de nombreux grands transporteurs non américains.

Encore en phase de test

Selon des sources dignes de foi, 52 compagnies aériennes proposent aujourd'hui du WiFi sur un nombre plus ou moins important d'appareils. Lufthansa a ainsi équipé la plupart de ses vols long-courriers du service FlyConnect. Chez British Airways et Air France-KLM, le WiFi est encore en phase de test à bord de quelques appareils à long rayon d'action. La compagnie française a également lancé l'an dernier une phase pilote avec Orange concernant ses dessertes court et moyen courriers. D'autres développements ont eu lieu récemment.

Depuis mars, Japan Airlines a étendu son service JAL Sky Wi-Fi sur ses B787 et 767 long courriers volant vers l'Europe et l'Amérique du Nord, tandis que Sri-Lankan propose le WiFi à bord de son tout nouvel A330. « Fournir une connectivité internet et mobile est un élément très important de notre nouvelle offre sur un marché extrêmement compétitif », explique le directeur marketing de la compagnie. Certaines low cost ont fait le même constat. Selon Reuters, Ryanair devrait ainsi commencer à proposer du WiFi sur ses lignes business les plus fréquentées et Vueling teste le WiFi en partenariat avec Telefonica sur quatre de ses A320.

Ce service est en effet très attendu si l'on en croit le sondage réalisé par Honeywell auprès de voyageurs américains, britanniques et singapouriens. Pour plus des trois quarts d'entre eux, un accès sans fil à internet devrait être disponible sur tous les vols, qu'ils soient domestiques ou internationaux. La plupart sont même prêts à troquer un avantage acquis – qui un siège plus large, qui une boisson et qui encore la possibilité de se rendre aux toilettes ! – contre la présence assurée d'une connexion internet en vol.

Connecté, mais frustré

Certes la demande est là, mais l'infanterie ne suit toujours pas. Connexion peu stable, débits erratiques notamment

lorsque les vols sont pleins : l'étude d'Honeywell montre également que, dans 90% des cas, la mauvaise qualité de la connexion engendre de la frustration. En effet, si le débit est souvent suffisant pour consulter ses mails, télécharger des fichiers ou rester connecté aux réseaux sociaux, la capacité est en revanche limitée pour regarder des vidéos ou utiliser Skype, par exemple.

La bande passante étant le nerf de la guerre, les technologies évoluent vite. Aux États-Unis, GoGo met en place de nouvelles antennes terrestres promettant un débit jusqu'à 9 Mbits/s contre 3Mb/s. Ce pionnier a également lancé une solution satellitaire baptisée 2Ku. Celle-ci promet un débit 20 fois supérieur, de 70Mb/s dans un premier temps et même de plus de 100 Mbps dans le futur. Les voyageurs d'affaires veulent plus de bande passante et une plus grande rapidité de téléchargement. La concurrence n'est pas en reste. OnAir est partenaire du système Global Xpress d'Inmarsat qui entrera en service en 2015 et annonce des débits jusqu'à 50Mbits/s.

Le WiFi, mais à quel prix ?

Équiper un avion en WiFi a un coût, de l'ordre de 100 000 \$ pour une connexion au réseau terrestre et près de 500 000 \$ via les satellites. Dès lors, rares sont les compagnies comme JetBlue à offrir ce service, et encore ne le fait-elle que pour les connexions demandant peu de bande passante. Quelle que soit la compagnie, le WiFi tourne souvent autour de 5 à 10 euros/dollars l'heure et entre 15 et 20 euros/dollars pour la durée du voyage. Delta propose aussi des pass mensuels (49,95 \$) et annuels (479,95 \$). Mais attention au débit manquant au rendez-vous... Par exemple, un passager arrivé à Singapour et qui avait souscrit une offre pour 28,95 \$ et 30 MB de téléchargement, s'est retrouvé avec une note de près de 1 200 \$! Selon son blog, il ne l'a pourtant utilisé que pour envoyer des mails et télécharger un Powerpoint de 4 Mo...

Une «valise intelligente» pour le business travel

Un nouveau type de valise a fait son apparition dans l'univers du voyage d'affaires : Bluesmart, qui s'apparente à une valise intelligente, est couplée à un smartphone. Elle offre de toutes nouvelles fonctionnalités pratiques.

Téléphone, montre, lunettes : les objets du quotidien n'ont jamais été aussi «branchés», aussi «smart». Pourtant, s'il est bien un compagnon fidèle du voyageur d'affaires, c'est le plus souvent la valise. Or, « si l'on y réfléchit, la valise n'a pas connu d'innovation majeure depuis plusieurs décennies », comme le souligne Alejo, designer de Bluesmart. Quand une équipe de geeks se penche sur cette épineuse question, cela donne donc un bagage hyper connecté, qui ouvre de nouvelles perspectives à des voyageurs d'affaires toujours plus branchés.

Bluesmart est donc le nom de cette valise d'un nouveau genre, dont le point fort réside dans les interactions avec le smartphone du voyageur. Celui-ci peut donc avec son téléphone connaître instantanément le poids exact de son bagage, pour éviter de mauvaises surprises au guichet de la compagnie. Un système de tracking intégré lui permet également de géolocaliser son bagage en cas de besoin, et plus généralement de compiler des informations relatives aux différents déplacements effectués.

Et – cerise sur le gâteau – la valise intègre un chargeur de batterie capable de recharger un smartphone jusqu'à six fois. Autre fonctionnalité intéressante : le verrouillage numérique, qui permet au voyageur de «locker» simplement sa valise via son smartphone. Les inventeurs du concept Bluesmart ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin : de nouvelles fonctionnalités sont déjà à l'étude pour exploiter tout le potentiel offert par cette nouvelle valise intelligente.



SUR NOTRE
SITE

www.economie-gabon.com



En savoir plus sur le nouveau
Président de la BAD par notre
envoyé spécial

Retrouvez-nous aussi sur
Facebook Twitter LinkedIn



ENTRETIEN AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONEP

« Après plus de 85 ans d'histoire pétrolière, le Gabon doit définitivement s'approprier son industrie »

Le nouveau code des hydrocarbures ouvre donc la voie à une réaffirmation de la souveraineté du Gabon sur ses ressources naturelles. Il confère à l'Etat une bien meilleure maîtrise de son domaine pétrolier tout en s'assurant que les Contrats d'Exploration et de Partage de Production (CEPP) ne sont pas conclus en sa défaveur. L'ONEP salue et adhère à cette initiative. Mais le revers de la médaille, c'est d'une part la certitude de ce que le cours du baril de pétrole n'est pas près de repasser au-dessus des 100 dollars et, d'autre part, l'envoi au chômage de plus de 300 compatriotes, notamment dans la sous-traitance et les services pétroliers que déplore le secrétaire général de l'ONEP, qui a bien voulu nous accorder cet entretien.

Par Dr Neltoh



Economie Gabon+ : Le pétrole, auquel s'ajoute le gaz, est un secteur essentiel pour l'économie gabonaise en voie de diversification. Un secteur en voie de structuration pour une meilleure maîtrise et une plus grande implication de l'Etat dans la gestion et l'administration pétrolière, et un meilleur contrôle de son environnement industriel à travers le nouveau code des hydrocarbures. Quelle appréciation faites-vous au sein de l'ONEP de ce nouveau code des hydrocarbures ? Avez-vous été consultés et impliqués dans son élaboration ? Quels sont les objectifs recherchés par ce code des hydrocarbures ?

Secrétaire général ONEP : Pour l'instant, nous ne pouvons pas faire une appréciation exhaustive du nouveau code des hydrocarbures dont vous faites fort justement mention. Cela, pour la simple raison qu'à ce jour, l'ONEP ne l'a pas encore formellement analysé dans le détail. Toujours est-il que, de ce que nous avons retenu, ce dernier viserait effectivement à conférer à l'Etat une bien meilleure maîtrise de son domaine pétrolier tout en s'assurant que les Contrats d'Exploration et de Partage de Production (CEPP) ne sont pas conclus en sa défaveur.

En élarguant ainsi le cadre législatif et réglementaire en vigueur pour le moderniser et éventuellement en faire un outil permettant d'accroître ses revenus par la conclusion de CEPP plus équitables - alors que jusque-là les multinationales s'adjugeaient toujours la part léonine -, l'Etat du Gabon semble avoir ainsi enfin pris le parti de réaffirmer la sou-

veraineté de notre pays sur ses ressources naturelles. Ce que nous ne pouvons que saluer car, pour nous, après plus de 85 ans d'histoire pétrolière, le Gabon doit définitivement s'approprier son industrie. A cet effet, un accent supplémentaire doit être mis sur la formation, en accroissant par exemple la capacité d'accueil de l'Institut du Pétrole et du Gaz de Port-Gentil qui, pour l'instant, ne formerait qu'une cinquantaine d'étudiants. La promotion des autres domaines de compétences utilisés de manière transversale dans le secteur n'est pas non plus à négliger.

« L'ONEP attend simplement des autorités et des entreprises du secteur que toutes les préoccupations soulevées par les travailleurs soient traitées avec diligence et sérieux »

EG+ : Le 1er-Mai a été fêté dans une situation de basse conjoncture économique à cause de la chute drastique des cours du pétrole. Avez-vous prévu une telle baisse ou bien avez-vous été surpris ? Quelles sont alors vos préoccupations et quel regard portez-vous sur cette situation qui impacte négativement les compagnies pétrolières, l'Etat gabonais, les entreprises sous-traitantes et surtout les employés du secteur des hydrocarbures ?

Il faut dire que le 1er-Mai n'a pas fait l'objet, de notre part, d'une célébration festive comme à l'accoutumée, du fait que depuis le début de la crise pétrolière en cours, nous sommes contrariés par la destruction massive des emplois, et ce malgré ce qu'affirmaient les autorités qui ont prétendu que lesdits emplois seraient préservés.

A ce jour et en prenant en compte aussi bien les départs volontaires ou forcés pas toujours avantageux pour les travailleurs, ainsi que les licenciements pour motifs d'ordre

économique, nous déplorons l'envoi au chômage de plus de 300 compatriotes, notamment dans la sous-traitance et les services pétroliers.

Pour ce qui est de prévoir la crise pétrolière, bien sûr que celle-ci a été progressive. Et dès que les cours du baril ont commencé à chuter, naturellement, tous les acteurs se devaient d'être en alerte, quoique ne pouvant pas forcément préjuger du niveau de cette baisse. Du côté des travailleurs, nous pressentions que les conséquences seraient forcément préjudiciables aux emplois des nationaux.

EG+ : Quelles sont vos revendications pour ce 1er-Mai et par rapport à la situation des employés du secteur des hydrocarbures en cette période de crise pétrolière ?

Il n'y a pas chez nous de revendications particulières pour le 1^{er} Mai ou pour d'autres périodes de l'année. L'ONEP attend simplement des autorités et des entreprises du secteur que toutes les préoccupations soulevées par les travailleurs dans les nombreux cahiers de charges et préavis de grève transmis à différents niveaux soient traitées avec diligence et sérieux. Cela aurait bien entendu supposé qu'un dialogue visant à trouver des solutions réelles existât. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui alors que l'instauration d'un climat social durablement apaisé dans l'industrie en dépend...

EG+ : L'on croit savoir que des licenciements s'opèrent dans toutes les compagnies pétrolières et des entreprises sous-traitantes. Est-ce exacte ?

Dans toutes les entreprises non, pour être honnête... Cependant comme je l'ai dit plus haut, nous en sommes malheureusement à déplorer la perte de centaines d'emplois occupés par nos compatriotes depuis le début de cette crise, et cela n'est malheureusement pas fini en dépit d'une légère embellie du cours qui est autour des 60 dollars.

On notera quand même pour s'en satisfaire qu'il y a quelques rares entreprises qui font tout pour ne pas faire peser la conjoncture actuelle sur leurs salariés, et c'est là plutôt quelque chose de positif. Le malheur, c'est que la remontée des cours, quel que soit son ampleur éventuelle, ne signifiera pas forcément le retour à l'emploi de tous ces mères et pères de famille qui se retrouvent du jour au lendemain en situation de précarité...

EG+ : Les employés gabonais du secteur pétrolier ont-ils l'esprit d'entreprise ? Comment réagissent-ils à cette basse conjoncture ? Quels sont les freins à l'esprit d'entreprise ?

Pour pertinente qu'elle soit, c'est là une question qui ne s'adresse pas qu'aux travailleurs du secteur pétrolier et activités connexes, mais plutôt à l'ensemble des travailleurs voire des citoyens gabonais et à laquelle franchement je ne peux répondre ni de manière affirmative ni négative. Il est probable que des travailleurs désireux de créer leurs propres entreprises existent dans l'industrie, mais peut-être que ce qui décourage

beaucoup c'est l'appréhension nourrie à l'avance quant à la possibilité d'obtenir d'éventuels marchés.

En tout état de cause, même si cela n'est pas évident pour le commun des travailleurs, c'est bien entendu une piste vers laquelle nous devons aussi songer à nous orienter nonobstant les obstacles qui, à notre avis, font partie intégrante du challenge.

EG+ : Quelles sont enfin les perspectives à moyen et long termes avec reprise en hausse des cours du baril ou non ?

Pour nous travailleurs, en dépit de la légère embellie observée ces derniers temps, la situation est loin d'être tout à fait lisible à court terme. Sur le moyen et le long termes, quelques prévisions optimistes laisseraient penser à une reprise durable même si elle se fait lentement. Néanmoins, toutes s'accordent pour dire que le cours du baril de pétrole n'est pas près de repasser au-dessus des 100 dollars. Pour autant, il n'y a pas de raison d'être fatalistes non plus, car les entreprises finissent toujours par s'adapter aux différentes situations.

EG+ : Quel message souhaitez-vous envoyer à tous les travailleurs du secteur des hydrocarbures et des entreprises sous-traitantes ?

Le message de l'ONEP est absolument sans équivoque : nous devons rester solidaires, mobilisés et vigilants quant au respect de nos droits - conjoncture favorable ou pas - ainsi qu'à la préservation de nos acquis. A ce propos, la révision des conventions collectives existantes (et la mise en place de celles qui n'existent pas encore) couvrant l'ensemble du secteur pétrolier et activités connexes reste un objectif majeur à propos duquel le patronat a tout intérêt à s'accorder avec nous très rapidement.

Cela permettra d'éviter bien des crises au sein même des entreprises, voire d'autres conflits de l'ampleur de celui que nous avons connu de décembre 2014 à janvier 2015.

EG+ : Souhaiteriez-vous aborder ou mettre un accent particulier sur un point en rapport avec cette mauvaise conjoncture pétrolière et son impact sur les travailleurs et l'économie nationale, et sur lequel je ne vous ai pas interrogé ?

Comme toute conjoncture défavorable, la crise pétrolière ne fait pas que des heureux, et son impact se traduit non seulement par les nombreuses pertes d'emplois que nous venons de relever, mais aussi par le gel de nombreux projets par les entreprises notamment productrices, le manque à gagner pour elles et pour l'Etat, etc.

Quoique comprenant parfaitement la situation, nous demandons que l'administration du travail soit très regardante sur les demandes de licenciement pour motif d'ordre économique qui lui sont soumises. La crise actuelle ne doit pas servir d'alibi à tous les coups pour envoyer des Gabonais au chômage. L'Etat ayant par ailleurs le devoir régalien de protéger ses citoyens d'abord, il se doit en plus d'être cohérent entre ses déclarations et ses actes.

« Sur le moyen et le long termes, quelques prévisions optimistes laisseraient penser à une reprise durable même si elle se fait lentement »

Trois questions à Paul Aimé Bagafou, secrétaire général de l'ONEP

Economie Gabon+ : Quelle était l'atmosphère des travaux qui ont abouti à ce rapport ?

Paul Aimé Bagafou : Les travaux sur la réforme de la CNAMGS portaient sur 4 thématiques. La 1re, sur la gestion paritaire de cet organisme de prévoyance sociale. La 2e thématique portait sur la révision du cadre législatif et réglementaire pour faire cohabiter aussi bien les assurances privées que la CNAMGS. Ensuite, il y avait également un atelier sur les sources alternatives de financement qui peuvent permettre de renforcer les ressources de la CNAMGS. Enfin, la 4e thématique portait sur l'amélioration des prestations. Les travaux se sont déroulés dans une ambiance tout à fait bon enfant, conviviale et assez studieuse on va dire. Au terme de ces travaux nous avons produit des rap-

ports que nous avons remis au ministre de la Santé et de la Prévoyance sociale. Ces travaux sont donc le résultat de réflexions que nous avons menées pendant deux semaines à Angondjé.

E G+ : Quelles sont les principales conclusions que l'on peut tirer de ce rapport ?

En ce qui concerne la gestion paritaire, l'objectif visé est bien sûr d'arriver à une gestion véritablement paritaire, c'est-à-dire une représentation égalitaire des travailleurs et des employeurs au conseil d'administration de la CNAMGS et faire en sorte que le directoire de cet organisme de prévoyance sociale soit désigné sur la base d'un appel à candidatures. En ce qui concerne les prestations, il y a une

kyrielle de propositions qui vont de l'amélioration de l'accueil au suivi et au contrôle des structures sanitaires destinées à recevoir les assurés. Au sujet de la cohabitation des assurances privées et publiques (entre autres la CNAMGS), il a été recommandé de mettre en œuvre la possibilité de faire que le ticket modérateur exigé par la CNAMGS soit compensé par les assurances privées. Il y a eu tellement de recommandations que je vous en donne là les principales.

E G+ : Quelle était la composition des membres des différents ateliers qui ont effectué ce travail ?

Les ateliers étaient composés de manière tripartite. Il y avait les représentants de l'Etat, les représentants des travailleurs et les repré-



sentants des employeurs comme le recommande l'Organisation Internationale du Travail (OIT). A côté de ces ateliers, il y a une commission technique composée d'experts chargés de proposer un nouveau taux, une nouvelle assiette et un nouveau plafond de cotisation. Cette sous-commission technique est toujours à pied d'œuvre au moment où nous parlons.

Rapport des négociations collectives globales Commission CNAMGS et Sécurité Sociale

Les négociations concernent, d'une part, les travailleurs du secteur privé et parapublic et, d'autre part, les représentants des employeurs et ceux de l'administration et des experts. Cette commission a travaillé pour améliorer le système d'assurance maladie obligatoire géré par la CNAMGS. Le rapport a officiellement été remis au ministre de la Santé et de la Prévoyance sociale, qui le transmettra au Premier ministre, Daniel Ona Ondo, pour arbitrage.

Par Siméon Pambo



Siège de la CNAMGS Libreville

Avant d'aborder les recommandations, les interlocuteurs de la Commission CNAMGS et Sécurité Sociale ont défini le dispositif de gestion paritaire ou paritarisme qui peut être appréhendé comme le principe consistant à la cogestion d'un organisme par un nombre égal de représentants des employés et des employeurs. Il faut préciser qu'un organisme paritaire est un organe dont le mode de fonctionnement repose, d'une part, sur le principe de partage à égalité de gouvernance entre les seuls représentants des employés et des employeurs, le partage marqué par l'alternance à la présidence entre les deux collègues et, d'autre part, sur une autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics.

L'examen du cadre légal et réglementaire révèle que les conditions d'une gestion paritaire ne sont pas réunies. Ainsi, il a été constaté l'absence de gouvernance paritaire

en dépit de l'article 20 de l'ordonnance N°0022/PR/2007 et également le manque d'autonomie de gestion vis-à-vis des pouvoirs publics, car la désignation des membres du conseil d'administration est contraire aux dispositions énoncées pour assurer la gestion paritaire de l'institution. Dans la pratique, l'Etat nomme les directeurs généraux, les présidents du conseil d'administration, certains administrateurs et directeurs. La présence d'une agence comptable ne se justifie pas conformément aux normes de la CI-PRES. L'Etat ne saurait être juge et partie dans un organisme de prévoyance sociale.

Au titre des représentants des travailleurs salariés en activité aux secteurs parapublic et privé, ils sont répartis de la manière suivante : trois représentants des salariés du secteur privé et parapublic, un représentant des salariés retraités du secteur privé et parapublic ;

et au titre des représentants des employeurs du secteur privé et parapublic, nous avons deux représentants des employeurs du secteur privé et deux représentants du secteur parapublic. Il a été reformulé le paragraphe 2 dudit article : « Sa composition obéit à la règle de la représentation paritaire entre employeurs et travailleurs. » Le mandat d'administration est limité à 3 ans, non renouvelable, avec l'obligation de rendre compte aux organisations syndicales après chaque session.

Au titre de la représentation paritaire à la direction générale, il est à préciser que celle-ci assure la gestion de la CNAMGS. Dans la reformulation du 2e paragraphe, elle est placée sous l'autorité d'un directeur général nommé par décret, après appel à candidatures, sur la liste d'aptitude établie par le conseil d'administration pour une durée de trois ans non renouvelable. Avant ce terme, il ne peut être mis fin à ses fonctions qu'après avis favorable du conseil d'administration à la majorité des 2/3 de ses membres. Le directeur général est assisté dans l'exercice de ses fonctions par trois (3) directeurs généraux adjoints. Aussi, le mandat des directeurs généraux adjoints est limité à trois (3) ans, non renouvelable. Les organes de la Caisse se composent d'un conseil d'administration et d'une direction générale.

Au sein de cette Commission, les travailleurs attirent l'attention de l'Etat, puissance publique, sur le respect du cadre législatif et réglementaire de la CNAMGS en République gabonaise. Les conditions ou modalités d'intégration des représentants d'employeurs et de travailleurs passent par le respect et la mise en application des dispositions réglementaires qui engagent le Gabon.

Le système d'assurance maladie dans sa configuration actuelle ne répond plus aux exigences sanitaires du moment

Le groupe de travail n°2 avait pour mission de redéfinir le cadre législatif et réglementaire devant permettre l'harmonisation des différents systèmes d'assurance maladie privés avec la CNAMGS. En conséquence, les commissaires recommandent la mise en place d'une carte maladie unique CNAMGS-Assurance privée, la mise en place d'un logiciel de traitement des données uniques (système en réseau). Entre autres mesures, il a été question de l'uniformisation de la tarification CNAMGS-Assurance privée, afin

qu'elle soit identique et équilibrée, de la promotion du partenariat public-privé pour éviter le parallélisme des actes. Ce deuxième groupe de travail a recommandé, entre autres, l'établissement d'une nomenclature des actes communs avec l'assurance privée, des critères de qualité pour les actes définis et la mise en place d'un système d'accréditation des formations sanitaires relevant du public-privé.

Enfin les commissaires ont recommandé la prise en charge du ticket modérateur pour les travailleurs ayant une assurance privée, l'incitation à la qualité de prestations et la mise en place d'un comité de suivi de l'application des recommandations. Ils ont exhorté l'encouragement des franchises pour les travailleurs n'ayant pas d'assurance complémentaire. En conclusion, le système d'assurance maladie dans sa configuration actuelle ne répond pas aux défis des exigences sanitaires de plus en plus élevées. Par conséquent, il faut identifier des ressources de financement alternatif et/ou complémentaire comme nouvelles sources.

Reprendre toutes les structures hospitalières et le personnel laissés par la CNSS

C'est le 3e thème du troisième groupe de travail qui a pu identifier des ressources de financement alternatif, en particulier les fonds de souveraineté, les promoteurs des événements culturels, le budget de l'Etat, l'aviation civile et commerciale, les bailleurs et les sociétés de jeux de hasard. Enfin le 4e atelier a proposé des mesures pour améliorer la qualité des prestations de la CNAMGS. Les travailleurs des secteurs privé et parapublic recommandent donc que la CNAMGS ouvre ses propres structures sanitaires en s'appuyant sur le réseau des ex-hôpitaux de la CNSS aujourd'hui sous la tutelle de l'Etat. Pour réduire le taux de fraude, la prise en charge à 100% du ticket modérateur et la fréquence des évacuations sanitaires fantaisistes, il est recommandé à la CNAMGS de mettre en place une agence desdites structures, de supprimer la liste des médicaments préalablement établie, de reprendre toutes les structures hospitalières et le personnel laissés par la CNSS. Enfin, la CNAMGS ne doit plus empiéter sur les conventions signées avec les assurances privées nettement intéressantes pour les assurés. Il sera mis en place un comité de suivi.

Formation aux outils d'analyse systémique de la durabilité (ASD) pour des objectifs de développement durable (ODD)

L'objectif global a été de mettre à la disposition des participants des outils permettant de tirer avantage des nouveaux instruments d'appui au développement durable, dans la perspective de la mise en œuvre des objectifs de développement et de l'agenda de développement post-2015.

Par Siméon Pambo

L'atelier de formation aux outils d'analyse systémique de la durabilité (ASD) pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) et de l'agenda des Nations Unies pour l'après 2015, organisé conjointement par l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD) et le ministère de la Forêt, de l'Environnement et de la Protection des Ressources Naturelles du Gabon, s'est tenu en mai dernier à Libreville. Une trentaine d'experts nationaux et des représentants des pays de l'Afrique Centrale, membres de la Francophonie dont le Cameroun, le Congo, la République Démocratique du Congo, le Tchad, le Rwanda et le Burundi, ont activement participé à ce forum. Y ont également pris part, des experts formateurs aux outils d'ASD, les experts accompagnant certains pays pour l'élaboration de leurs agendas nationaux post-2015, un spécialiste de programme de l'IFDD et un spécialiste de programme du Bureau Régional pour l'Afrique Centrale et l'Océan Indien de l'OIF (BRAC-OIF).

Éliminer l'extrême pauvreté sous toutes ses formes, lutter contre les inégalités et protéger la planète

L'objectif global a été de mettre à la disposition des participants des outils permettant de tirer avantage des nouveaux instruments d'appui au développement durable, dans la perspective de

la mise en œuvre des objectifs de développement durable et l'agenda de développement post-2015. Après avoir défini le concept de développement durable, les intervenants ont dégagé son approche historique et son évolution au fil des différentes rencontres internationales organisées sur cette problématique. Ils ont mis en exergue le caractère indissociable et important de la prise en compte systématique des objectifs du développement durable et des six (6) dimensions du développement durable du Guide d'analyse du développement durable, dans les Politiques, Stratégies, Programmes et Projets (PSP), à savoir l'Éthique, la Gouvernance, l'Écologie, l'Économie, le Social et la Culture. S'agissant des négociations, des dialogues, des consultations et autres contributions ont été menés ces deux dernières années pour l'élaboration du Programme des Nations Unies pour l'après 2015. Les consultants ont indiqué que, dans les discussions en cours au sein des différents processus de négociations, il apparaît que les objectifs suivants vont être visés à l'horizon 2030 à travers le nouveau programme : éliminer l'extrême pauvreté sous toutes ses formes ; lutter contre les inégalités entre et au sein des pays ; protéger la planète. Pour y parvenir, la communauté internationale voudrait, au cours des 15 prochaines années, atteindre les 17 objectifs stratégiques assortis des 169 cibles identifiées.

Dans cette perspective, les outils d'ASD s'im-

posent en vue d'une évaluation objective des initiatives nationales. C'est dans ce contexte que l'IFDD, en collaboration avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) développe la Grille d'Analyse du Développement Durable de la Francophonie (GADD-F), la Grille d'Analyse des Compétences en Développement Durable et l'Atlas des ODD. En effet, l'intégration équilibrée et la mesure des dimensions du développement durable apparaissent comme un impératif exigé par la prise en compte des effets du changement climatique et du développement durable. Dans la perspective de l'épuisement des ressources non renouvelables, la démarche visant l'utilisation des outils d'ASD s'impose à tous les professionnels du développement. Les participants ont été initiés au fonctionnement de la GADD – F, ainsi qu'aux modalités d'interprétation des résultats et des expériences reliées à son utilisation dans le contexte du pays. Il s'agissait essentiellement de se familiariser avec la pratique de l'usage de la GADD – F.

Les travaux en groupe ont consisté en l'application de la GADD-F sur ces différentes stratégies. Il s'agissait pour les participants de procéder, d'une part, à l'analyse des thèmes, à travers la pondération, l'évaluation, en proposant des pistes de bonification en cas de besoin et, d'autre part, à l'interprétation des résultats, en mettant en exergue l'identification des enjeux prioritaires, les forces et les faiblesses de chaque document de stratégie.

Des échanges sur le modèle de « café conversations »

La journée du jeudi 14 mai a été consacrée à l'élaboration des feuilles de route des pays participants. Cet exercice a été précédé d'une présentation des perspectives : conformité des cadres stratégiques nationaux vers un Pro-

gramme National de Développement Durable (PNDD) post-2015, par les experts Isabelle Blaes et Alexis Kabore. Il s'agissait de permettre aux participants de réfléchir et d'être en possession des outils d'élaboration d'une feuille de route, à travers des échanges sur les perspectives, la mise à jour des Cadres Stratégiques Nationaux conformes aux ODD et au Programme des Nations Unies post-2015. Dans la même dynamique, les experts ont présenté et expliqué la feuille de route : les contenus et le processus d'élaboration. A la suite, les participants se sont constitués en groupes par pays pour l'exercice pratique sur l'élaboration des feuilles de routes nationales. Des différentes feuilles de routes présentées, on retient ce qui suit : la première étape constitue la mise en place d'une commission ad hoc pilotée au plus haut niveau (primature, présidence de la République) ; les documents de stratégies intersectorielles constituent la base documentaire pour l'élaboration des PNDNU-post 2015 ; la nécessité de commencer à travailler dans le sens de l'élaboration des PNDNU-post 2015 sans attendre les conclusions des négociations à venir.

Par ailleurs, il convient de mentionner que, au terme de cet atelier, les participants ont formulé les recommandations suivantes issues des échanges sur le modèle de « café conversations » : mise en place d'un cadre d'échange sous-régional sur le suivi et l'accompagnement des PNDNU-post 2015 ; l'élargissement de la formation aux outils d'analyse systémique de la durabilité (ASD) ; le maintien des mêmes participants pour la suite du processus, notamment l'élaboration des PNDNU-post 2015 ; l'introduction de ces outils dans les programmes universitaires ; la vulgarisation de l'outil auprès des différentes parties prenantes, y compris les collectivités locales, le parlement et les autres institutions constitutionnelles.

1^{er} FORUM HSE AU GABON

Intégrer la formation et la supervision des agents du secteur public dans la démarche HSE

Le forum national sur l'Hygiène-Sécurité-Environnement (HSE), sous l'égide du comité d'organisation et du Consortium des Entrepreneurs Nouvelle Génération (CENG), dont M. Hans Fonguès est le président, s'est fixé comme objectif de vulgariser cette nouvelle profession, au sein des entreprises et des administrations du Gabon. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Premier ministre, le Pr Daniel Ona Ondo, en présence des membres des ministères techniques, des membres de la Confédération patronale gabonaise (CPG), des étudiants et représentants des entreprises ou administrations du secteur QHSE.

Par S.P.



Le ministre du travail au Forum HSE

Le forum national sur le concept HSE avait pour ambition de présenter la fonction de HSE et ses activités, d'identifier les obstacles à cette fonction, de présenter la réglementation en vigueur, la surveillance du milieu du travail, la surveillance de la santé des travailleurs, entre autres. Selon le Premier ministre, le Pr Daniel Ona Ondo, aucune entreprise privée ou publique ne peut se départir aujourd'hui de la démarche HSE, dont les pionnières au Gabon sont celles des secteurs pétroliers et miniers, ce d'autant qu'il s'agit d'une évolution mondiale, illustrée dans les hôpitaux avec notamment le risque d'Accident d'Exposition du Sang (AES) et d'une infection tel que le VIH-Sida.

Le Pr Ona Ondo a ensuite suggéré d'intégrer la formation et la supervision des agents du secteur public dans la démarche HSE. Aux acteurs du secteur, il a recommandé une cartographie régulière des risques en vue de leur prévention et d'une éventuelle riposte. Le chef du gouvernement a également inscrit l'implémentation de la démarche HSE dans le projet de modernisation de l'administration, qui vise à pérenniser la continuité et la solidité de l'Etat, en plus d'y voir une raison de vie du service public. Le président du comité d'organisation et du Consortium des Entrepreneurs Nouvelle Génération (CENG), M. Hans Fonguès, a, pour sa part, mis l'accent sur le but de cette rencontre et les



Le Premier ministre au Forum HSE

objectifs poursuivis. « Les impacts souhaités desdites rencontres visent, entre autres, à permettre aux entreprises du secteur de s'inspirer des expériences des autres dans ledit domaine d'intervention. Le chargé HSE, métier encore mal connu et mal perçu au Gabon, a la responsabilité de veiller à la sécurité du personnel, à sa formation en matière de prévention, aux respects des normes et à la fiabilité des installations dans l'entreprise », a expliqué Hans Fonguès. Selon lui, « cet acteur important dans la bonne marche de l'entreprise n'est pas très souvent pris en compte au sein de l'instance décisionnelle, au moment même où plusieurs experts sur la question s'accordent à dire que la responsabilité sociétale est un levier important de mise en œuvre du développement durable ».

Appropriation du concept dans le contexte économique actuel

L'HSE est un domaine d'expertise technique qui contrôle les aspects liés à un système de management intégré. A l'issue de ses travaux, le 1er forum national sur le concept HSE a accouché de plusieurs recommandations, relatives notamment à l'appropriation du concept dans le contexte économique actuel du Gabon. Ainsi, à l'adresse du gouvernement, il a été décidé la

mise en place d'un observatoire national en matière de sécurité et de santé au travail. Lequel permettrait de combler l'absence d'un cadre institutionnel et juridique pour la collecte, l'analyse et la mise à disposition des données statistiques en matière d'HSE dans plusieurs secteurs d'activités. Il a été aussi question de la ratification de trois conventions de base en sécurité et santé au travail de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) concernant la sécurité et la santé des travailleurs, les services de santé au travail, et enfin le cadre promotionnel de la sécurité et de la santé au travail.

En outre, les efforts des administrations, des employeurs et des travailleurs seraient ainsi renforcés en vue de l'amélioration de la qualité de vie au travail. A l'adresse du ministère du Travail, des autres organismes et acteurs de sécurité au travail, il a aussi été demandé la révision de l'arrêté relatif à la composition et au fonctionnement des comités de sécurité et de santé au travail, ainsi que la validation des enseignements dispensés dans les universités et grandes écoles sur la sécurité et la santé au travail.

Ce forum national sur le concept HSE a enregistré la participation active de grandes écoles et universités telles que l'African University of Management (AUM), mais aussi des cabinets internationaux exerçant dans le domaine médical tel que SMEDI.

LES 64 PREMIERS DIPLÔMES FRANÇAIS DE MASTER DE L'UNIVERSITÉ FRANCO-GABONAISE SAINT-EXUPÉRY

Conduire les étudiants à un diplôme français sans avoir à quitter le Gabon

Au titre de la promotion 2012-2013 de l'université Jean-Moulin Lyon3, ce sont au total 25 étudiants (4 dans le parcours « Culture et Relations internationales » et 21 dans le parcours « Développement durable et Economie sociale et solidaire ») qui se sont distingués. Au titre de la promotion 2013-2014, c'est un total de 30 étudiants (4 dans le parcours « Culture et Relations internationales » et 26 dans le parcours « Développement durable et Economie sociale et solidaire ») qui se sont signalés. Et enfin, en 2013-2014, à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, ce sont au total 9 étudiants, dans la spécialité « Conseil Expertise et Action Publique », qui ont tiré leur épingle du jeu. Une performance pour cette jeune université franco-gabonaise.

Par Dr Neltoh

En procédant pour la première fois de sa brève histoire à la remise des diplômes de Master juridiquement délocalisés de France, l'Université Franco-Gabonaise Saint-Exupéry a conscience, révèlera son président, le Pr Raymond Mayer, qu'elle tient le pari qu'elle s'était fixée il y a deux ans et demi : « Conduire les étudiants jusqu'à un diplôme français sans avoir à quitter le pays, mais encore marquer une étape dans l'histoire universitaire gabonaise, et aussi, bilatéralement, dans l'histoire universitaire franco-gabonaise, ou si l'on préfère, et plus exactement d'ailleurs, gabono-française. C'est pour cela que je remercie d'un même sentiment M. le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et conjointement Mme la Conseillère de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France au Gabon, pour avoir d'emblée accordé leur patronage à la présente cérémonie. »

Une première expérience pleinement réussie

Selon la présentation du Pr Raymond Mayer, l'Université franco-gabonaise St-Exupéry de Libreville est la conjonction de deux volontés politiques, celle du Gabon d'ouvrir de nouvelles filières d'enseignement supérieur de standard international, et celle de la France d'exporter son savoir et son savoir-faire universitaires dans tous les pays du monde, et en particulier dans les Etats francophones. C'est le cas du Gabon, une première expérience pleinement réussie et qui fait la fierté de son président. Une fierté se traduisant en ces termes : « Pour la France, exporter son université, c'est, à travers notre exemple, exporter des formations et des professeurs, au lieu d'importer des étudiants africains. Nous sommes une université importatrice de formations et de professeurs. Sans le savoir, nous sommes donc une entreprise d'import-export, mais universitaire. Délocaliser les formations sans délocaliser les étudiants... Le diplôme final est le même que celui de la même formation suivie en France. C'est donc une œuvre de co-opération, au sens le plus juridique du terme, entre un établissement d'enseignement supérieur gabo-

nais et un établissement supérieur français. » Et de préciser qu'il ne s'agit pas d'une formation à distance mais d'une délocalisation des compétences puisque la formation est assurée au Gabon par des enseignants venant de France, et des enseignants du Gabon agréés par la partie française. Cette délocalisation s'appuie sur trois raisons principales : financièrement, indiquera le Pr Mayer, c'est moins cher (un tiers du coût du même diplôme passé en France) ; pédagogiquement, c'est plus adapté, les enseignements s'appliquant au terrain réel du Gabon et non à un terrain extérieur ; économiquement, c'est plus rentable, les gisements d'emploi se trouvant sur place et les stages probatoires se déroulant potentiellement sur le site terminal. Rassurant quant à l'employabilité des étudiants diplômés de l'Université St-Exupéry, le Pr Raymond Mayer apportera aux récipiendaires et aux parents cette assurance : « Il est à remarquer que ces diplômes de Master valent à leurs récipiendaires d'être prêts à l'emploi. Et nous pourrions, à partir de ce jour, établir le taux d'emplois pourvus en nombre de mois après réception du diplôme. »

En conclusion, il a signalé que cette grande première réussite se traduira par de nouveaux projets, notamment l'ouverture des trois filières génie civil, génie électrique, génie mécanique dans l'Ecole d'ingénieurs de l'Université Saint-Exupéry, et la future Ecole Supérieure de la Mode qui atteindra également le niveau universitaire du Master professionnel.

Des félicitations unanimes pour le taux de réussite, le niveau du diplôme, le choix des filières professionnalisantes et la qualité des formations dispensées

En réponse au Pr Raymond Mayer, le représentant du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France au Gabon, le Pr Arnaud Martin, ancien vice-président de l'Université de Montpellier, n'a pas tari d'éloges au succès enregistré par l'Université franco-gabonaise Saint-Exupéry, université en convention de délocalisation de diplômes avec l'Université Jean-Moulin Lyon3 et avec l'Institut d'Etudes Poli-

tiques de Toulouse. « Elle (l'Ambassade de France) félicite cette université pour plusieurs raisons : pour le taux de réussite, le niveau de diplôme, le choix des filières professionnalisantes, et pour la qualité des formations dispensées. L'Ambassade de France au Gabon est particulièrement heureuse et fière de l'excellent résultat obtenu dès les premières promotions que vous, les lauréats de ce jour, vous représentez. L'opération aurait pu connaître des aléas et des faiblesses compréhensibles en raison des commencements qui demandent toujours quelques ajustements avant la consolidation de l'entreprise. Or ici, c'est, dès les débuts, une réussite pleine et entière, sans contestation possible, puisque les jurys de validation sont constitués par les établissements français partenaires. » Pour le représentant du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Désiré Boucal, directeur des partenariats institutionnels, le ministère de tutelle s'associe à l'Ambassade de France près la République gabonaise pour féliciter l'Université franco-gabonaise Saint-Exupéry, pour la brillante réussite obtenue dans les formations ouvertes en convention de délocalisation de diplômes avec l'Université Jean-Moulin Lyon3 et avec l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse. « Ces félicitations s'adressent en premier lieu au président de cette université et à son équipe chevronnée dont nous connaissons la vive compétence et l'infatigable détermination à ouvrir au Gabon des formations de très haut niveau sans avoir à quitter le pays. Le magnifique résultat de ce jour l'atteste de manière éclatante. Ces félicitations s'adressent enfin et simultanément aux 64 lauréats des deux premières promotions d'étudiants, à l'équipe enseignante de l'Université franco-gabonaise Saint-Exupéry et aux autorités françaises qui n'ont pas hésité à appuyer par des moyens humains, matériels et financiers, la naissance d'une nouvelle forme de coopération universitaire appelée explicitement par le gouvernement gabonais dans le sens d'un élargissement et d'un approfondissement, pour promouvoir de nouveaux modèles de formation dans le supérieur. »

SANTÉ PUBLIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Ali Bongo Ondimba et Mohammed VI sur le site du centre de formation professionnelle dans les métiers du transport et de la logistique

S.M. Mohammed VI a effectué, lors de son séjour à Libreville, une visite à l'École d'application du service de santé militaire, puis s'est rendu avec le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, à Angondjé, au nord de Libreville, pour lancer officiellement les travaux de construction d'un centre de formation professionnelle.



Cette visite du Roi du Maroc à l'École d'application du service de santé militaire, installée en face de l'Hôpital d'instruction des armées Omar-Bongo au PK-9, s'est achevée par un don de matériel médical et de médicaments fait par le souverain chérifien. S.M. Mohammed VI et le président de la République Ali Bongo Ondimba se sont ensuite rendus à Angondjé, dans la commune d'Akanda, pour lancer officiellement les travaux de construction d'un centre de formation professionnelle dans les métiers du transport et de la logistique. Fruit d'une collaboration entre ar-

chitectes gabonais et marocains, le centre est l'aboutissement d'un projet de coopération du ministère gabonais du Travail avec la Fondation Mohammed VI, pour le développement durable et l'Office marocain de la formation professionnelle et de promotion du travail. Ce don royal ainsi que le démarrage du chantier du centre de formation professionnelle interviennent dans le cadre de la visite de travail et d'amitié, au Gabon, du Roi du Maroc. Une visite qui marque le renforcement des liens existants entre les deux pays.

Source : Communiqué DCP, Presse Présidentielle.



Pour notre Magazine, nous recherchons

Agent commercial indépendant

Pour conquérir de nouveaux marchés : luxe et à l'international. Issu d'une formation commerciale ou technique, justifiant d'une expérience réussie et de résultats probants. Véritable apporteur d'affaires, doté du sens du commerce et du résultat, dynamique et tenace seront les atouts pour réussir.

Candidatures hors du Gabon acceptées

Postuler : par mail à contact@economie-gabon.com avec en sujet : Réf/EG+/Com Indépendant
Modalités : pour postuler envoyer 1 CV et des références

Offre de STAGE

Vous connaissez les recoins du web, vous animez un blog, Facebook, Twitter... vous aimez partager du contenu sur internet. Une connaissance de WordPress et du référencement serait un plus.
Postuler : par mail à contact@economie-gabon.com avec en sujet : Ref/EG+/Animateur Web
Modalités : pour postuler envoyer 1 CV et des références d'articles/posts que vous avez déjà publiés.

CANAL+ MET LES JEUNES EN GARDE CONTRE LE VIH/SIDA

Une campagne par l'image, captée et mémorisée par la rétine

Une projection de l'une de ses séries kényanes, « SHUGA », diffusée sur sa chaîne de télévision africaine A+, a servi de support à la filiale gabonaise du groupe Canal + pour sensibiliser les jeunes au danger de la non protection lors des rapports sexuels. Cette campagne de Canal+, placée sous le thème « Comment éviter le wé là chez les jeunes », s'est faite en partenariat avec trois ONG qui travaillent en milieu jeune et dans le secteur de la santé.



Les trois ONG qui ont accompagné Canal+ Gabon dans cette opération de sensibilisation des jeunes sont des habitués de ce genre de campagnes de sensibilisation qu'elles font régulièrement dans les établissements scolaires. Il s'agit de l'Organisation Panafricaine de Lutte pour la Santé (OPALS), l'Association Medzoe Santé plus (AMS+) et Samba Mwanas. Une campagne de sensibilisation contre le VIH/SIDA diffusée sur écran géant. Mme Astrid Dumaire, responsable communication de Canal+ Gabon, a laissé entendre à cet effet que « l'objectif est de sensibiliser les jeunes en les divertissant, en n'ayant pas un ton moralisateur que l'on peut souvent avoir dans certaines campagnes de sensibilisation de lutte contre le VIH et qui peuvent faire que le message ne passe pas. Il faut mettre les jeunes devant leurs responsabilités et qu'ils sachent qu'il y a des comportements à risques qui peuvent être évités. Il faut faire passer le message aux jeunes mais de manière qu'ils soient prêts à écouter. Rien de mieux que des jeunes Africains qui sont dans une série pour sensibiliser d'autres jeunes ». Bien que la série soit suffisamment outillée au regard du professionnalisme du Groupe Canal+, il était important d'y associer des ONG dont c'est le métier.

A l'issue de la projection, une séance de questions-réponses a été ouverte en toute liberté aux jeunes pour s'informer largement sur les impacts négatifs de la pandémie. Il faut rappeler que la série kényane raconte la vie de jeunes étudiants et élèves branchés mais qui ont des comportements déviants relatifs à leur sexualité (ils prennent des risques sans se soucier de leur santé et de leur avenir). C'est une série coproduite avec le concours de l'UNICEF et la maison de production américaine à succès MTV.

Elle montre une image plutôt positive du continent africain, en pleine ébullition et croissance démographique et économique. Le dernier épisode de la série vient d'être diffusé sur A+. C'était par conséquent l'occasion de marquer le coup pour Canal+. Les attentes du groupe portent principalement sur une prise de conscience des jeunes quant aux risques qu'ils courent en ayant des comportements insensés. Le concept en vogue aujourd'hui quant à cette campagne de sensibilisation des jeunes élèves et étudiants est l'« éduainment », un néologisme désignant le concept de l'éducation et l'entertainment (divertissement en anglais). La rencontre, belle, s'est achevée dans une bonne ambiance.



soutient



Gaspacho de papaye avec crevettes

Cette soupe froide, originaire d'Espagne, rapide et simple est à préparer pour des invités de la dernière minute.

Ingrédients :

- 670 gr papaye
- 1 gousse d'ail
- 15 crevettes de grande taille
- 240 gr de tomate mur
- 1 petit piment vert
- 1 c à c de sel
- Un peu de piment blanc
- 350 ml d'eau
- 3 c à s de vinaigrette de xérès

Préparation :

Bouillir les crevettes dans l'eau pour environ 2 minutes. Retirez-les et mettez-les dans un bol avec de l'eau et des glaçons pour qu'elles restent dures et retirez la tête et la coquille de la queue. Coupez la papaye en morceaux moyennes, lavez la tomate et le piment en retirant les graines et les parties blanches. Versez tous les ingrédients à l'exception de 4 crevettes (à garder pour la présentation du plat) et de la vinaigrette dans un mélangeur et réduire en purée pour obtenir une pâte crémeuse. Enlevez le couvercle et ajoutez la vinaigrette, puis mélangez encore dans l'appareil pour émulsionner. Servez dans une tasse avec une grosse crevette au-dessus.



SUGGESTIONS :

Servez le gaspacho avec des croûtons frottés avec de l'ail ou avec des tortillas de maïs. Rendez-vous sur <http://www.onmangelocal-gabon.org/> pour découvrir des produits locaux de qualité.

LES BOUQUETS

CANAL+

LES JOURS FOUS

DU PRELEVEMENT AUTOMATIQUE



DECODEUR A

10 000*

AU LIEU DE 30 000 FCFA

+ MOIS EN COURS OFFERT

+ PARABOLE OFFERTE

+ INSTALLATION OFFERTE



www.canalplus-afrique.com
Service relation client : 86 00

*Offre valable au Gabon, pour tout nouvel abonnement aux formules CANAL+ et CANALSAT d'une durée de 6 mois minimum payable par prélèvement. Parabole et installation offertes. Hors coûts des accessoires. Prix TTC maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.

LE LANGUEDOC ROUSSILLON

La région viticole du Languedoc-Roussillon bénéficie d'une mosaïque des sols qui diffèrent selon les appellations : vastes terrasses de cailloux, calcaire, sols argileux, sable ... Autant d'atouts qui donnent aux terroirs du Languedoc-Roussillon les spécificités de chaque appellation. En Languedoc, territoire le plus au sud de la France, le climat est principalement de type méditerranéen, idéal pour la culture de la vigne.

CŒUR DE MUSCAT – MUSCAT DE SAINT JEAN DE MINERVOIS

Appellation: Muscat de Saint-Jean de Minervois

Cépage : 100% Muscat Petit Grain

Situation géographique: Minervois

La dégustation :

Vin doux naturel, à la robe vive, jaune d'or, Cœur de Muscat exhale au nez de fins arômes mentholés et de fleur de thym.

En bouche il est d'un bel équilibre, vif, frais et puissant avec une finale de figue fraîche.

Recommandations : Ce vin sera le compagnon idéal des plats à base de foie gras, de melon ou de desserts fruités.

Service (en °) : A déguster entre 6 et 7°C de préférence

Durée de conservation : 3 à 4 ans

Prix conseillé par Prix Import : 5 850 FCFA



DOMAINE PLAN DU ROY – LANGUEDOC LA CLAPE

Appellation: AOC Languedoc la Clape

Cépage : 40% Syrah, 40% Grenache, 20% Carignan

La dégustation :

Domaine Plan du Roy dévoile une robe intense aux reflets violines. Il offre une large palette aromatique aux notes de fruits noirs, de vanille et de cacao.

Élégante, avec une belle structure tannique révélant une finale longue sur des arômes de réglisse.

Recommandations : Ce vin est idéal avec du magret de canard, du gibier en sauce et des fromages.

Service (en°) : A consommer entre 15 et 16°C.

Durée de conservation : 5 à 6 ans

Prix conseillé par Prix Import : 4 500 FCFA



Pour le plaisir d'offrir



La solution à vos investissements

La **société financière de crédit-bail et d'affacturage** au capital de 2 000 000 000 FCFA, offre aux Particuliers, Professionnels et aux Chefs d'entreprise, des financements par leasing pour du matériel roulant léger ou industriel et pour des équipements de production.

BICI BAIL est une garantie de **RAPIDITÉ, SOUPLESSE**, et **FACILITÉ** dans vos opérations.

www.bicig-gabon.com

Société Financière de Crédit-Bail et d'Affacturage de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon
Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de FCFA 2 000 000 000. Siège social : 714, Avenue du Colonel Parant - BP 2241 Libreville (Gabon) - RC Libreville 7196 / B - N° stat. 098866 / U - NIF 798866 F - Tél. : +241 01 77 78 37
Fax : +241 01 77 78 32

SUNU Assurances

L'assurance d'être en de bonnes mains



Dans la vie, nous avons besoin de gens qui nous tendent la main, nous donnent un coup de main ou nous aident à prendre notre bonheur en main. **SUNU Assurances s'engage à être toutes ces personnes à nos côtés, près de chez nous dans 11 pays d'Afrique.** Pour travailler, vivre, avancer en toute sérénité, SUNU Assurances nous assure d'être en de bonnes mains.

SUNU Assurances Vie Gabon, Avenue du Colonel Parant BP 2137 Libreville

Tél. : (241) 01 74 34 34 / Fax : (241) 01 72 48 57

E-mail : gabon.sunuvie@sunu-group.com / Site web : www.sunu-group.com

Bénin - Burkina Faso - Cameroun - Centrafrique - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Mali - Niger - Sénégal - Togo



Notre métier, l'assurance.